

NR 4725

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

Bulletin du Comité International pour la reconstruction
de la IV^e Internationale

CEDEC
FONS
VILAN

SPECIAL BOLIVIE

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

**Bulletin du Comité International pour la reconstruction
de la IV^e Internationale**

A NOS LECTEURS

Ce numéro double de La Correspondance Internationale est consacré au bilan politique tiré par l'Organisation Communiste Internationaliste (section française du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale) de la révolution bolivienne de 1971.

Alors que se prépare, pour le début du mois de juillet 1972, la 2^e session de la pré-Conférence du Comité International, préparatoire à la 4^e Conférence du C.I., les militants révolutionnaire trouveront dans ce numéro de La Correspondance Internationale une série de documents importants indispensables à leur combat.

Ce numéro double de 64 pages, «spécial Bolivie», est vendu au prix modique de 5 F. Nos abonnés le recevront au compte d'un numéro simple. La parution régulière de La Correspondance Internationale, ne peut être assurée que par le soutien de ses lecteurs et particulièrement de ses abonnés. C'est de l'effort organisé de tous que dépend la possibilité d'une parution régulière de La Correspondance Internationale, à même d'informer les militants sur les différents aspects de l'activité pour la reconstruction de la IV^e Internationale et d'assurer en même temps les conditions de la discussion politique indispensable.

Le prix de l'abonnement annuel est maintenu à 11 F pour six numéros (y compris les numéros doubles spéciaux comptant pour un seul numéro).

Le Comité de rédaction.

LA RÉVOLUTION BOLIVIENNE ET LA RECONSTRUCTION DE LA 4^e INTERNATIONALE

Les événements de Bolivie s'intègrent organiquement dans le gigantesque combat mondial du prolétariat et de l'impérialisme dans cette période de l'imminence de la révolution et de la contre-révolution. Bien plus, ils en forment une composante et même une étape particulièrement importante. Comme l'Organisation Communiste Internationaliste, section française du Comité international l'a maintes fois souligné, cette période est caractérisée non seulement par le fait général que l'initiative est au prolétariat, mais surtout par le contenu précis que la dynamique de la lutte des classes donne à la lutte du prolétariat de chaque pays : à savoir qu'au centre de toute lutte des travailleurs se trouve directement posée la question du pouvoir, concrètement celle de la dictature du prolétariat, donc les moyens d'y parvenir, comme le véritable enjeu du combat. Or, les travailleurs boliviens sont allés le plus loin dans cette voie en se mobilisant autour de leur organe indépendant, l'Assemblée Populaire instituant une première étape de la dualité du pouvoir, étape transitoire pour la dictature du prolétariat. Par cela même, les événements de Bolivie ont représenté une

des expressions les plus élevées de la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière internationale.

C'est justement parce que la mobilisation des masses boliviennes a posé, de façon concrète et immédiate, tous les problèmes décisifs de l'affrontement du prolétariat avec la bourgeoisie, problèmes vitaux et actuels pour la classe ouvrière de tous les pays, que leur combat a provoqué les plus vives réactions à l'échelle internationale. La bourgeoisie préfère passer sous silence ce qui s'est passé en Bolivie. Les staliniens, s'ils n'agissent pas de même, condamnent la lutte *indépendante* des travailleurs boliviens, lui opposant la collaboration de classe de type Front populaire au Chili. L'attitude à l'égard de l'expérience bolivienne constitue une véritable ligne de démarcation de classe. Rien donc de plus naturel que l'acharnement des liquidateurs du trotskysme, rassemblés sous la bannière du prétendu « Secrétariat Unifié » de la IV^e Internationale contre le Parti Ouvrier Révolutionnaire, la section bolivienne du Comité international de la IV^e Internationale.

Immédiatement après le coup d'Etat, les révisionnistes liquidateurs du « Secrétariat Unifié » déchaînent leurs attaques contre le P.O.R. de Bolivie. La cible centrale de leurs attaques, c'était la politique du P.O.R. en ce qui concerne l'Assemblée Populaire : l'organe de langue française du pabliste, *Rouge*, s'est particulièrement illustré sur ce terrain. C'était la politique du Front unique ouvrier, la politique assurant — contre l'aventurisme petit-bourgeois — l'hégémonie du prolétariat ; la politique partant de la réalité de l'Assemblée Populaire comme organisme de caractère soviétique, comme organe de double pouvoir ouvrant concrètement la voie du gouvernement ouvrier. C'est cela que les courants petits-bourgeois attaquent en falsifiant les positions et le rôle du P.O.R. dans le processus révolutionnaire en Bolivie.

Cette campagne calomnieuse menée contre le P.O.R. n'est pas étonnante de la part de ceux qui

considèrent comme authentique direction révolutionnaire, tour à tour celle de Gomulka, de Castro, de Ho-Chi-Minh, de Guevara, d'Arafat, etc. et qui n'hésitent pas à organiser ensemble avec les gaullistes, les curés, les staliniens, la collecte de « 1 milliard de francs pour le Vietnam ». Ils disent OUI au gaulliste Capitant, oui à Arafat, mais NON au Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie. Ce qui les caractérise essentiellement, c'est leur incapacité organique à prendre une position de classe à l'égard des développements révolutionnaires en Bolivie et de la signification de l'Assemblée Populaire. Même lorsque *Rouge* est obligé de se ranger apparemment aux côtés de la lutte des masses boliviennes, en réalité l'organe pabliste ne défend que sa propre fraction bolivienne, celle de Gonzales Moscoso. C'est la première question de principe fondamentale.

La nature de classe des événements de Bolivie

Bien naturellement, elle nous amène à toutes les autres, intimement liées à cette question de la nature de classe des événements de Bolivie. En effet, le combat révolutionnaire en Bolivie posait en termes pratiques la question de la dictature du prolétariat et, donc, la question des moyens d'y parvenir. Or, dans

le numéro 126 de *Rouge* (2 octobre 1971), Michaloux prend la plume pour donner des conseils militaires au P.O.R., à partir du quartier Latin. L'ensemble de ces calomnies haineuses est caractérisé par un soin tout particulier à éviter la question centrale, celle de la marche à la dictature du prolétariat. Mais il y a plus.

Il y a la tentative d'escamoter les problèmes politiques du processus allant vers la dictature du prolétariat. A leur place, apparaît la question militaire, prise en soi, détachée du mouvement ouvrier et présentée comme solution. Or, même les problèmes militaires relatifs à la conquête du pouvoir par le prolétariat sont des problèmes politiques par excellence. Ce sont les conditions politiques de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. La condition politique la plus importante étant l'unité de la classe, la politique du Front Unique Ouvrier, sa réalisation est la condition « militaire » la plus importante de la prise du pouvoir. Les pablistes ne prennent pas seulement les questions militaires en elles-mêmes. Ils se couvrent de phrases « révolutionnaires » sur la lutte armée afin de mener une attaque contre la politique du Front Unique que le P.O.R. a appliquée en Bolivie en vue de la préparation des masses à la conquête du pouvoir. C'est parce que le P.O.R. a démontré dans la pratique que la mobilisation de la classe ouvrière ne peut se faire que par la politique du Front Unique qu'il a résisté vigoureusement contre les tentatives visant à l'entraîner dans l'aventure

guérillériste en réalisant des succès importants dans la réalisation du Front Unique de classe, que les anti-communistes de la Ligue Communiste s'acharnent contre le P.O.R. En cela, ils sont fidèles, eux aussi, à eux-mêmes, à leur politique anti-ouvrière menée ici en France.

L'importance primordiale des problèmes de la lutte pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, tels qu'ils se posaient en Bolivie et dans la pratique du P.O.R., est attestée par l'exacerbation des divergences au sein du Comité International. Il ne pouvait en être autrement. La reconstruction de la IV^e Internationale, comme l'O.C.I., qui lutte pour ce but depuis bientôt vingt ans déjà, l'a toujours affirmé, est non seulement une partie organique de la lutte des classes, du développement chaotique de celle-ci, mais elle en constitue l'enjeu. Inévitablement, tous les problèmes de la lutte des classes mondiale, leurs contradictions, se trouvent concentrés dans la bataille pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Les forces de classes s'y affrontent obligatoirement, exerçant leur pression sous des formes multiples.

Contre la scission du Comité International

Comme celui de la lutte des classes elle-même, le développement de la reconstruction de la IV^e Internationale n'est nullement rectiligne. Dans notre époque, qui est celle de la putréfaction de l'impérialisme, de la dislocation de son système soutenu et maintenu par la bureaucratie stalinienne et son appareil international qui conservent encore leur emprise sur le mouvement ouvrier, le processus de la libération de la classe ouvrière, le développement de la révolution mondiale ne peuvent que prendre une forme très inégale, souvent chaotique, pleine de bouleversements imprévus, de sauts brusques et de reculs. Dans ces conditions, et dans la mesure où la reconstruction de la IV^e Internationale est tout entière devant nous, ces oscillations s'y expriment et prennent inévitablement la forme de crises. Toutes les forces aveugles convergent pour détruire la IV^e Internationale, seul facteur de conscience et d'ordre dans ce gigantesque combat mondial.

Sur la base de ses propres expériences dans sa lutte contre le révisionnisme pabliste, l'O.C.I. a pleinement reconnu et assimilé ce caractère particulier de la lutte des classes de notre époque ainsi que du processus de la reconstruction de la IV^e Interna-

tionale. C'est pour cette raison qu'elle a patiemment œuvré, depuis dix-sept ans déjà, pour le maintien et le renforcement du Comité International, et ceci en dépit de très graves divergences avec la Socialist Labour League, section anglaise du Comité International.

Ces divergences, sans entrer dans les détails, peuvent se résumer ainsi : l'incompréhension de la direction de la S.L.L., voire même son hostilité, à l'égard de la révolution permanente dont un des exemples connus est sa conception d'une prétendue « révolution arabe » ; l'incompréhension de la nature du stalinisme, matérialisée entre autres par son attitude négative à l'égard du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie. Mais surtout son attitude négative par rapport aux tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale, bloquant l'activité du Comité International en tant que centre et moteur de cette lutte. L'ensemble de ces divergences démontre, comme la direction de l'O.C.I. l'a analysé, que la S.L.L. n'allait jamais jusqu'au bout dans l'examen critique du pabliste, par conséquent, de la reconstruction de la IV^e Internationale et de ses méthodes. Ses conceptions restaient ainsi très fortement marquées par les conséquences non surmontées du pabliste.

Pour la 4^e Conférence du Comité International

Mais en dépit de ces divergences profondes et pour les surmonter, l'O.C.I. a estimé que dans le cadre d'un accord global incarné par le Comité International, il restait possible d'avancer et pour la reconstruction de la IV^e Internationale contre les révisionnistes liquidateurs et pour la clarification politique aidée par une lutte commune et par des discussions. En même temps, dans ce cadre et œuvrant pour le redressement du Comité International, l'O.C.I. a dû

assumer dans les faits un rôle d'impulsion du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Les résultats obtenus dans le renforcement du Comité International, par le développement d'un travail dans la formation des noyaux trotskystes justifient cette politique.

Mais le développement de la lutte des classes, ses exigences, sont impitoyables à l'égard des conceptions s'écartant du Programme. Dans ce domaine

aussi, les événements de Bolivie, la nature éminemment contraignante des problèmes soulevés ont agi comme un catalyseur au sein du Comité International. Sans consulter le Comité, sans s'adresser au P.O.R., la direction de la S.L.L. a pris l'initiative, en téléguant l'Américain Tim Wohlforth, d'attaquer le P.O.R. Cette attitude marque un changement qualitatif par rapport aux divergences antérieures. De même que les pablistes, la direction de la S.L.L. ne prend pas position pour la défense inconditionnelle du P.O.R. face à la répression. De même que les pablistes, la direction de la S.L.L. critique le P.O.R. sur la base d'une conception de « lutte armée », réaffirmant son hostilité bien connue à l'égard de la stratégie du Front Unique Ouvrier, et sa sympathie sans principe pour des « révolutions coloniales armées ». Le changement qualitatif consiste en ceci que, dans une situation explosive du développement de la lutte des classes où les conditions pour la reconstruction de la IV^e Internationale sont favorables et se sont, par exemple, affirmées dans le Rassemblement de la Jeunesse à Essen, les tendances pablistes non combattues de la S.L.L. cherchent à reprendre le dessus, à tel point que son attitude hostile à l'égard de la reconstruction de la IV^e Internationale s'est transformée en une attaque délibérée, publique et ouverte, contre cette reconstruction.

Il est naturel que les pablistes dont l'opinion sur la Bolivie et l'attaque contre le P.O.R. sont, quand au fond, exactement les mêmes s'emparent avidement de l'attaque inqualifiable de la S.L.L. contre le P.O.R. Ils se réunissent ainsi dans leur effort, indépendamment des raisons différentes qui sont les leurs, contre la reconstruction de la IV^e Internationale.

En tout état de cause, l'O.C.I. prend ses responsabilités à l'égard de la reconstruction de la IV^e Internationale. En premier lieu, elle a le devoir de porter ses divergences avec la S.L.L. à la connaissance de tous les militants. Elle continue, dans le cadre du Comité International, la même politique qu'elle a toujours eue. Renforcer le Comité International pour la préparation de la quatrième Conférence Internationale, pour la reconstruction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse. Elle sait que, comme auparavant, elle ne peut compter qu'essentiellement sur ses propres forces dans l'accomplissement de cette tâche historique, mais aidée en cela par le P.O.R., par la Ligue des Révolutionnaires Socialistes de Hongrie, et par toutes les forces qui se rassemblent aujourd'hui autour du Comité International.

La direction du P.O.R. prépara un rapport sur la révolution bolivienne et le camarade Lora, responsable, en demanda la discussion par le Comité International. Les délégations de l'O.C.I., et du Comité d'organisation des communistes — trotskystes — des pays de l'Est — le 12 octobre 1971 approuvaient la demande faite par le camarade Lora et en conséquence « exigeaient que le Comité International soit convoqué en séance plénière dans les délais les plus rapides pour se prononcer sur le rapport sur la révolution bolivienne et les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale que la direction du P.O.R. a préparé ».

Aucune réponse ne fut faite à cette demande de la part de la Socialist Labour League. Mais le 24 octobre se tenait une réunion fractionnelle à laquelle

participaient, d'après *Workers Press*, journal de la S.L.L. en date du 5 novembre : la S.L.L., la Workers League des Etats-Unis, la Revolutionary Communist League de Ceylan, la League for a Workers Vanguard d'Irlande et une organisation grecque sympathisante du C.I., la Ligue Ouvrière Internationaliste.

Cette réunion se baptisait « Comité International » alors que ni l'O.C.I., ni la Ligue Révolutionnaire des Socialistes Hongrois (L.S.R.H.), ni la Ligue Ouvrière Marxiste du Mexique, ni le P.O.R. de Bolivie, sections régulières du Comité International n'avaient même été prévenues. Cette réunion fractionnelle proclamait, pour éviter la discussion, une scission unilatérale, usant de méthodes absolument sans précédent dans le mouvement trotskyste.

L'O.C.I. a répondu à l'acte scissionniste du 24 novembre et au texte frauduleusement intitulé « *Déclaration du Comité International (majorité)* » par un document politique, « *Pour la défense du Comité International ! Pour la reconstruction de la IV^e Internationale* » publié dans un supplément au numéro 544 d'*Informations Ouvrières* en date du 24 novembre 1971.

En conséquence de quoi, l'O.C.I. continue à assumer ses tâches quant à la reconstruction de la IV^e Internationale. Une réunion du Comité International a été régulièrement convoquée, toutes les sections étant prévenues de la date et de l'ordre du jour. Les scissionnistes, une fois encore, ont fui la discussion.

Nous publions en annexe à ce numéro spécial de *La Correspondance Internationale*, les résolutions adoptées par cette réunion du Comité International.

La lutte sera longue et difficile, mais c'est la lutte des classes elle-même qui conditionne de cette façon l'activité de l'avant-garde. Une leçon de plus pour celle-ci de la nécessité de rompre toute illusion dans son combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

C'est un élément de ce combat que d'aboutir au bilan le plus rigoureux des problèmes politiques soulevés par la révolution bolivienne, par la marche de la révolution prolétarienne en Amérique latine. Le document de l'O.C.I. que nous publions dans ce numéro est une contribution à ce bilan.

La Correspondance Internationale.

Pour aider le combat pour la reconstruction
de la IV^e Internationale,

**SOUSCRIVEZ
AU FOND INTERNATIONAL
LÉNINE - TROTSKY**

C.C.P. BLOCH 30 500-79 .. La Source - 45

LA CONTRE-RÉVOLUTION D'AOUT 1971

Par Guillermo LORA

Le 18 août 71 a éclaté le coup d'Etat attendu et annoncé de la droite de l'armée ayant comme appui civil, la FSB éclatée de Mario Gutierrez (un secteur dirigé par Riveros qui se réclame de la Gauche) et le MNR qui représente sans doute la carte sûre de l'impérialisme nord-américain dans le Pacte dit de Lima.

Le ministre de l'Intérieur Jorge Gallardo Lozada en a fait l'annonce officielle et il a ajouté que l'état d'urgence nationale avait été déclaré (El Nacional, La Paz, 20 août).

« Le Gouvernement révolutionnaire communique que le coup d'Etat fasciste a éclaté à Santa Cruz, dirigé par Mario Gutierrez chef de la Phalange Socialiste Bolivienne et des groupes minoritaires du M.N.R.

« Face à la subversion de droite dont le plan de coup d'Etat avait été parfaitement décelé, l'Etat d'urgence nationale est déclaré et les organisations populaires et révolutionnaires sont convoquées pour qu'elles se mobilisent autour du Gouvernement révolutionnaire pour défendre les conquêtes du peuple bolivien et détruire la contre-révolution fasciste. Le Gouvernement contrôle la situation dans le pays et se maintient ferme sur les positions du 7 octobre avec le peuple. » (1).

Auparavant on avait dénoncé les opérations contre-révolutionnaires que le gorillisme voulait commencer à la périphérie du pays, ayant comme axe les effectifs militaires stationnés dans l'Est. Effectivement, le mouvement subversif s'étendit rapidement aux divisions de Riveralta, Camiri, Bermejo et jusqu'à Tarija. Cette tenaille de feu — tenaille puissante, certainement parce qu'une partie de l'armée s'y trouvait engagée — se referma de plus en plus sur La Paz, non pas tant par rapport à la population que par rapport à la junte militaire. La défection des garnisons de Cochabamba et Oruro rendit insoutenable la situation du Président Torres et lui posa comme tâche inéluctable la reprise de cette dernière ville qui se trouvait fortement encerclée par les rangs de Challapata.

L'insurrection militaire s'est présentée sous le drapeau déployé d'un furieux anti-communisme et doit se comprendre comme la lutte contre la décision des organisations de masses et révolutionnaires d'implanter dans le pays un régime socialiste et un gouvernement ouvrier-paysan ; contre la consolidation de l'Assemblée populaire, comme organe de pouvoir des masses et du prolétariat et la voie de mobilisation qui rendent objectif le mot d'ordre du Gouvernement Ouvrier-Paysan ; contre le danger que pourrait signifier pour l'Etat la participation ouvrière majoritaire dans la COMIBOL et l'Université unique sous la direction hégémonique du prolétariat. Autrement dit :

(1) Le décret du 19 août charge les ministres de l'Intérieur et de la Défense, du maintien de l'ordre et « de la mobilisation totale et active du peuple autour du gouvernement ».

le gorillisme, en constatant que la montée du processus révolutionnaire mettait à l'ordre du jour son inéluctable écrasement a été obligé de réaliser le coup d'Etat contre-révolutionnaire qui devait être, en principe préventif.

La campagne engagée pour justifier le coup centra ses efforts contre le programme du prolétariat — et ce n'est qu'en passant, de façon particulière, qu'elle fit allusion au Général Torres et à son gouvernement. La véritable lutte s'est menée et se mène encore entre la majorité nationale et le gorillisme, et Torres n'y a joué qu'un rôle de peu d'importance.

Torres s'est maintenu en équilibre sur la pointe d'une épingle pendant neuf mois grâce à l'extrême tension qui régnait entre les forces extrêmes en lutte qui accumulaient des forces sans oser prendre l'initiative de l'attaque. Nous savons avec précision que l'ambassade nord-américaine voyait d'un oeil méfiant le régime militaire parce qu'il avait pratiquement cessé de gouverner. D'une manière ou d'une autre, chacun des groupes en lutte s'est efforcé d'utiliser le gouvernement comme fer de lance contre son adversaire.

Le régime qui est né le 7 octobre 1970 n'a pu à aucun moment concentrer entre ses mains le contrôle total, ou pour le moins son contrôle décisif sur les forces armées. Il s'épuisa en vain dans ses efforts pour gagner les généraux conspirateurs en échange de concessions chaque fois plus grandes au point qu'à tous moments ils pouvaient agir avec suffisamment de liberté. Après chaque coup d'Etat avorté, les gorilles, dans la plupart des cas, étaient simplement mutés ailleurs (il y eut des cas où ils ne se virent pas privés de leur commandement sur la troupe) et exceptionnellement certains furent exilés. Le plan contre-révolutionnaire consistait à enlever à Torres tout appui militaire, et à la veille du 19 août le président était à peine obéi par 20 % des chefs militaires. S'inspirant de l'expérience d'octobre, le gorillisme a travaillé ferme et patiemment pour instaurer un rapport de forces qui lui soit clairement et indiscutablement favorable, dans le but de s'attribuer le pouvoir politique, sans lutte, sans un seul coup de feu ; cela pour éviter que les masses ne descendent dans la rue et impulsent un cours imprévisible aux événements. Cette préoccupation était aussi celle des chefs militaires fidèles au gouvernement, qui montrèrent sans équivoque qu'ils craignaient davantage les masses que la droite de l'armée.

Depuis le début de la révolte fasciste à Santa Cruz, jusqu'au départ de Torres du Palacio Quemado (palais gouvernemental) seulement trois jours se sont écoulés ; ce délai a cependant suffi pour que les masses descendent dans la rue. La centaine de morts et le demi-millier de blessés en constituent des preuves éloquentes et tragiques.

Le 20 août à 23 heures le Commandement politique (organe de l'Assemblée populaire chargé de prendre en mains la direction du mouvement des masses dans la période qui s'écoule entre les séances de celle-ci) s'est réuni et a décidé d'appeler tous les exploités à descendre dans les rues pour combattre activement la conspiration du gorillisme. Le commandement militaire fut élargi aux représentants des partis politiques appartenant à l'Assemblée.

Résolution du commandement politique

Les derniers événements qui se sont déroulés dans le pays mettent une fois de plus en évidence que le gorillisme, la réaction fasciste et les laquais de l'impérialisme utilisent le coup d'Etat, le terrorisme et tous les moyens dans leurs vains efforts pour écraser le mouvement révolutionnaire et la classe ouvrière. Le Commandement Politique, au nom de l'Assemblée populaire, réaffirme que son objectif fondamental est la construction du socialisme, but qui ne pourra être atteint qu'à travers l'écrasement total du gorillisme fasciste et de la réaction, écrasement qui suppose la destruction de son pouvoir économique malheureusement intact en de nombreux secteurs.

Le coup fasciste qui s'avance annonçant à tambour battant la catastrophe nationale qu'il souhaite tant, a un caractère préventif face à l'inévitable participation ouvrière majoritaire dans la COMIBOL et à la victoire certaine du peuple bolivien et de sa classe prolétaire qui sera la victoire définitive du socialisme. La défense de notre cause qui est celle des hommes et femmes habitant ce pays, nous oblige à repousser la provocation fasciste avec énergie et décision.

Dans ce moment crucial nous croyons de notre devoir de mettre l'accent sur le fait que la réaction peut conspirer sans se gêner, utiliser une partie de l'appareil et des ressources de l'Etat, grâce aux hésitations, aux faiblesses et aux dangereuses oscillations de droite à gauche du gouvernement du gé-

ral Torres. Le peuple bolivien ne peut pas être d'accord avec cette conduite, et signale que toute concession au gorillisme fasciste, tout accord avec lui, entraîne un coup rude au processus révolutionnaire, une trahison des intérêts nationaux et représente un service notoire rendu à l'impérialisme.

Pour tout ce qui précède, le Commandement politique (direction du Front unique anti-impérialiste) appelle tous les boliviens, hommes et femmes, travailleurs et intellectuels d'avant-garde, les soldats et les jeunes militaires, à se dresser et à combattre, à descendre dans les rues pour écraser totalement et définitivement le gorillisme putschiste, les brigands de la droite et les laquais de l'impérialisme.

Le Commandement politique appelle tous les boliviens à défendre leur révolution qui est leur propre avenir, à sauver l'ensemble du pays de tous ceux qui le menacent ouvertement et à déraciner la contre-révolution.

BOLIVIENS !

Le peuple est en guerre à mort contre le gorillisme fasciste. Comme en toute guerre, l'objectif central consiste à vaincre et à écraser l'ennemi.

Les exploités ne font confiance qu'à leurs seules organisations et à leurs propres forces et c'est autour de celles-ci qu'ils doivent se mobiliser.

LA PAZ, 21 avril 71

Mobilisation des masses

Le vendredi 21, dans l'après-midi, une importante manifestation, anti-fasciste et anti-impérialiste eut lieu. Les travailleurs répondirent positivement à l'appel que leur avait adressé le Commandement politique et la COB. La marche a duré approximativement quatre heures. A l'origine, l'accord s'était réalisé pour que le rassemblement ait lieu face au local de l'Assemblée Populaire (l'ex-Palais Législatif). Cependant, à cause de l'esprit conciliateur de Lechin, le Palais du Gouvernement servit de tribune à la manifestation. Les orateurs furent déçus par l'esprit qui animait les manifestants et aucun n'indiqua avec clarté les objectifs pour lesquels on devait lutter et mourir. Torres et Lechin furent sifflés fréquemment et ce dernier parlant sous la cravache de ses adversaires chercha à apparaître radical en lançant des mots d'ordre pour l'expropriation des entreprises des conspirateurs fascistes. Torres encore une fois a fait montre de son surlivisme servile, face aux masses mobilisées. Les manifestants criaient « J.J. (Juan Jose Torres) frappe dur ! » et le Président répondit comme un gosse : « Je les frapperai fort ! ».

La manifestation, entre les quolibets et les sifflets, a également démontré que Lechin était une figure totalement vieillissante et dépassée. Ultima Hora du 23 août, qui lui tout à fait fidèle, écrivait :

« Lechin a parlé entre des sifflets et clameurs à signification politique. Ce vétéran, dominateur de multitudes, avec sa verve révolutionnariste, fut cette fois-ci incapable d'imposer sa domination. Il a dit, peut-être avec des termes différents de ceux qu'il espérait employer en arrivant, qu'il fallait demander l'unité de toutes les forces de gauche, qu'elles s'emparent des propriétés et des fabriques de ceux qui étaient dans les rangs de la conspiration. »

Ainsi, apparaissait-il comme le diable vieillissant.

La marche anti-fasciste a eu un visage souriant, explicable si l'on tient compte que tous, hommes de la rue et gouvernement, étaient certains que leur masse énorme avait déjà écrasé la conspiration fasciste. Quelques heures plus tard on verra avec une limpidité évidente que la rébellion militaire ne pouvait être écrasée qu'en employant le fusil.

En octobre 1970, la classe ouvrière occupa la scène politique sans armes, comme une simple masse. On comprenait déjà clairement que pour pouvoir vaincre le gorillisme, il était nécessaire de donner des armes à feu aux ouvriers politisés. A ce moment-là, il y avait une idée courante — partagée même par nous marxistes — que les armes seraient cédées par l'équipe militaire gouvernante, partant de la considération que c'était uniquement en s'appuyant sur les masses, en les dotant de la capacité de feu adéquate, que l'on pourrait au moins neutraliser la droite gorilliste. La conclusion apparut complètement fautive car on n'avait pas pris en compte que Torres considérait comme préférable de pactiser avec ses compagnons en général, de capituler devant eux plutôt que d'armer les masses qui ont donné des preuves évidentes du fait qu'on s'acheminait vers le socialisme et dont la mobilisation mettait en cause l'armée en tant qu'institution. Le chemin pris par les événements qui ont commencé fin 1970, l'incapacité démontrée par la direction militaire de gagner la confiance des exploités, de faire sortir du sein des forces armées, l'extrême-droite, et de trouver une issue de gauche à l'impasse politique, a obligé certaines couches peu nombreuses de jeunes officiers, classes et sous-officiers à évoluer jusqu'à arriver à la conclusion que si la destruction de l'armée était nécessaire pour la victoire socialiste, il n'y aurait aucune raison de s'opposer à sa destruction. Un tract anonyme de

sous-officiers avait apporté la confusion et pas mal ont cru que l'armée était totalement divisée entre les gradés inférieurs et les officiers et que la troupe désobéirait à tous les ordres donnés pour tirer contre le peuple.

On sait maintenant que les choses se sont passées d'une autre manière. Le tract qui est né dans le corps d'aviation de La Paz eut peu de répercussion dans le reste de l'armée. Le gouvernement, qu'il ait eu ou non quelque chose à voir avec cela, en a profité pour tirer avantage du tract et encourager les revendications d'ordre économique des couches inférieures des forces armées.

Néanmoins, la montée et la radicalisation des masses étaient frappantes ; de plus en plus, chaque jour dans le sein de l'armée, peut-être dans une plus grande mesure

chez les gradés inférieurs et sous-officiers que chez les jeunes militaires, se manifestait le début du processus de désintégration, commun à toutes les institutions et même à l'ordre établi. La croissance de la vague révolutionnaire sapait la base sur laquelle s'appuyaient les forces armées (les soldats sont dans leur majeure partie des ouvriers, des paysans, éléments de la classe moyenne avec une expérience syndicale et politique) et finit par la démolir avant même qu'elles soient vaincues dans une bataille frontale. Les soldats désertent ou n'obéissent pas aux ordres de leurs supérieurs qui doivent faire attention à ceux qui se battent dans les rues, et à leurs subordonnés. Alors, le peuple a à sa portée son arsenal naturel. C'est cela qui s'était passé le 9 avril 1952.

La politique du gouvernement Torres

Dans la nuit du 20 août, le Commandement Politique centra presque toute la discussion sur le problème de l'armement. Jusque là, le président Torres et ses ministres avaient offert une ou deux fois de livrer des armes au peuple, promesses qui éveillaient des illusions démesurées dans plusieurs secteurs ouvriers. Comprenez que la conspiration fasciste avançait par tout le pays et que la menace de sa victoire devenait chaque jour plus sérieuse, l'accord se fit pour envoyer une dernière commission (composée de Lechin, Mercado, Lora, Lopez, Reyes et Eid) pour parler au gouvernement et pour faire savoir au Président que s'il n'accomplissait pas sa promesse de livrer des armes, l'Assemblée Populaire suivrait son propre chemin. Torres, pour justifier son refus, déclara que s'il désarmait les soldats pour livrer les fusils aux ouvriers, les officiers lui répondraient en se rebellant.

Nous ne saurions pas dire si à un certain moment le président avait sérieusement songé à livrer des armes aux travailleurs (il semblait plutôt qu'il utilisait cette perspective comme chantage contre ses opposants de gauche et de droite), mais ce qui est évident c'est qu'il subissait une très forte pression des militaires pour ne pas le faire. Une rumeur circule avec insistance sur le fait que les hauts gradés de l'armée entraînaient Torres à ne pas livrer d'armes, sous la menace de se rebeller. Le résultat de l'entrevue gêna extrêmement les assistants de l'Assemblée Populaire.

Ce fut à cette occasion que Torres fit connaître son plan de reprise de Oruro, opération qui, selon lui, se concluerait à 6 heures du matin le 21. Il demanda de l'aide pour envoyer des émissaires clandestins pour qu'ils prennent contact avec les travailleurs qui étaient à la fois concentrés dans San José et encerclés par des effectifs militaires. La manœuvre fut baptisée : « Cien-pies aguilitas voladora ». Les délégués de gauche de Oruro, et parmi eux Emilio Perez, se tinrent pour satisfaits de cette solution, dans un état de choses qu'ils considéraient comme extrêmement délicat. Au moment du bilan des délibérations du Commandement Politique, deux militants du P.O.R. se présentèrent (C. J.) qui représentaient les mineurs de Siglo XX et Huanuni lesquels, en voyant qu'ils ne pouvaient vaincre les rangers qui gardaient Oruro, sont restés retranchés dans les environs de Vinto. Ces travailleurs

n'avaient que de la dynamite, et bien que le bon sens aurait voulu qu'ils se replient sur leurs bases pour attendre des armes, car il existait de lointaines possibilités de les y trouver, ils restèrent dans ces positions précaires dans l'attente de l'arrivée des troupes loyales.

Plus tard on apprit que les régiments envoyés par Torres pour sauver le point stratégique que représentait le promontoire, avaient très vite rejoint les rebelles. Parce que les masses se trouvaient désarmées, les véritables batailles se livraient non pas dans les rues mais entre les commandements militaires qui utilisaient les régiments de soldats comme pièces d'un échiquier.

Bien que les régiments chargés de reprendre Oruro étaient passés à l'ennemi, la radio d'Etat « Illimani » avait continué à envoyer des messages chiffrés à cette ville dans le sens que l'opération « Cien-Pies aguilita voladora » allait se terminer à la tombée de la nuit. Ce mensonge criminel prononcé en code pour que les travailleurs y croient, permit que ceux-ci prennent d'assaut la ville et soient virtuellement massacrés par les troupes de l'armée (2).

Le samedi 21, à dix heures environ, le Ministre de l'Intérieur J. Gallardo, et de la Santé Publique, Javier Torres Goitia, se sont présentés au local de la COB où travaillaient le Commandement Politique et son Commandement militaire (qui s'étaient déclarés en séance permanente), pour y faire savoir que le régiment Castrillo s'était rebellé, et que dans quelques minutes on attaquerait la grande caserne de Miraflores pour la prendre. Le plan consistait à former un cercle de feu avec les régiments Colorados commandés par le major Ruben Sanchez, et celui qui était retranché à San Jorge. Le peuple organisé par milliers devait pousser du côté de l'avenue Sauvedra (le bâtiment de la Fac de Médecine était déjà entre les mains des rebelles), dans le but de prendre d'assaut la Cité Militaire au moment opportun. Dans la Confédération de Fabriles, on répartit environ 400 fusils Mauser et Garand, dont une partie en mauvais état, et 2 000 projectiles.

Lechin lut à la radio un appel au peuple pour qu'avec ses armes il se rassemble sur la place del Estadium. Rapidement se réunirent quelque 2 000 personnes. Le samedi se leva comme un jour de grande tension ; la nuit d'avant, La Paz avait tremblé au bruit des charges de dynamite que les mineurs de Milluni faisaient sauter.

L'affrontement armé à la Paz

Le ministre du gouvernement avait promis que ses effectifs occuperaient la colline de Laikacota qui sépare Miraflores du centre de la ville et qui revêt une grande importance stratégique. Au contraire, des effectifs de Castrillo disposent de nids de mitraillettes sur la colline. Le Commandement Militaire se plaça à proximité del Estadium Siles pour pouvoir diriger les opérations, mais cela ne put se faire de manière efficace car on manquait d'informations précises sur la situation générale. Dans ce domaine-là, on dépendait exclusivement de la chaîne de radio dirigée par radio Illimani qui diffusait une série de faux messages pour des raisons tactiques, et des informations que fournissaient les autorités à travers une unité de patrouilles mobiles. Arriva au Stadium un autre petit lot de vieux fusils Mauser, qui disparurent rapidement dans

(2) Presencia (La Paz, 23 août) soutient qu'un « affrontement insensé des mineurs avec les forces de l'armée le dimanche 22 à 17 heures, a fait au moins 8 morts et 27 blessés aux abords de l'usine Rockett, à 6 km de cette ville, entre la piste d'envol « Juan Mendoza » et la fonderie d'étain à Vinto ». Au cours de l'affrontement qui, selon la presse, a duré peu de temps, ont participé environ 1 500 mineurs venus de Siglo XX et Huanuni, dans près de 40 camions, contre les rangers et le bataillon divisionnaire et du centre d'instruction dans la forêt vierge qui, aux premières heures du matin, arrivèrent fortement armés de Ribera. Il y a eu également des affrontements violents à Machamarca, à 25 km d'Oruro, entre les mineurs et le régiment Loa qui se transportait d'Uyuni à Oruro.

la soif d'armes de la population. De soir en soir, des munitions arrivaient par petites quantités.

La foule rassemblée en cet endroit prit d'assaut l'Intendance de Guerre et en sortit une grande quantité d'armement dont une partie était totalement inutilisable (3).

Dans les rues qui débouchaient sur le Stadium, se trouvaient des ouvriers et des étudiants et, en plus petites proportions, des éléments des autres classes sociales. La majeure partie de ces effectifs appartenaient aux partis politiques de gauche. A aucun de ceux qui étaient rassemblés ici, encore moins aux dirigeants du Commandement Politique, ne vint l'idée de prendre d'assaut immédiatement la Caserne générale, car la capacité de feu de Castrillo était très grande. L'objectif était de se maintenir en position d'affronter jusqu'à ce que l'arrivée des troupes loyales oblige à se rendre à la Cité Militaire pour se lancer ensuite à l'assaut. Ceux qui à midi marchaient vers El Stadium étaient persuadés qu'ils allaient là-bas pour s'organiser et pour en finir avec l'opération dirigée depuis le Palais du Gouvernement. La vérité est que le régiment de San Jorge n'avait pas bougé. A 18 ou 19 heures, le Ministre de l'Intérieur demanda que la foule armée marche jusqu'au Parc Triangulaire situé à 200 m de la Caserne générale. La proposition fut rejetée car elle signifiait livrer les masses à une mort certaine.

Selon Gallardo, il s'agissait d'augmenter la pression sur la Grande Caserne. Depuis Laikacota on attaquait sans répit la foule postée aux environs del Stadium et il en résulte que l'action des francs-tireurs politiquement identifiés comme conspirateurs de droite embusqués dans les bâtiments de la zone aggrava la situation.

Beaucoup de morts et de blessés tombèrent victimes de ce feu combiné. Ouvriers et étudiants se fixèrent comme objectif la prise de Laikacota. Au moment où l'opération se réalisait avec succès, on demanda aux gens de descendre de la colline parce que, dit-on, des avions la survoleraient pour attaquer les factieux. En réalité, depuis 17 h 35 la force aérienne qui, à 15 h 30 avait retiré son appui au gouvernement et lancé un ultimatum au Major Sanchez pour qu'il dépose les armes, passa sur la zone tourmentée pour attaquer les Colorados et les civils. Pour finir ouvriers et universitaires parvinrent à faire taire les mitrailleuses de Laikacota.

Ce n'est que plus tard que l'on sut qu'à 13 h 30, le général Reque Teran, Commandant en chef de l'armée, s'était rendu au Palais du Gouvernement pour notifier au Général Torres qu'il devait abandonner le pouvoir. Reque fut retenu par les milices populaires et celles-ci se bornèrent à lui demander des armes pensant qu'il restait fidèle à Torres : « Cependant l'entrevue entre eux ne donna aucun résultat et apparemment elle suscita une altercation verbale » (Ultima Hora, 23 août). Reque lui-même dut accomplir

la mission gênante de « parlementer avec les effectifs du régiment Colorados pour suspendre le feu. Après que sa tentative ait été repoussée, il monta dans une jeep, circonstances au cours desquelles on entendit une rafale de mitrailleuse. » Le capitaine Terrazas, au moment où il s'apprêtait à couvrir de son corps son chef, tomba blessé à l'épaule, en même temps qu'un sous-officier, cependant que Reque était blessé au pied ce pourquoi il fut soigné à l'hôpital militaire (Ultima Hora). Ainsi celui qui trahit son capitaine général fut marqué par le feu.

Des hommes et des femmes prêts à écraser le fascisme se postèrent dans les zones marginales (Alto San Pedro - Via Victoria - Agua de la Vida et le Calvaire) et lancèrent des charges de dynamites. Au milieu de la journée, les régiments Andino et motorisés de Viacha étaient de retour à La Paz, après être passé à l'ennemi aux alentours d'Oruro. A 16 h 30, jeunes et mineurs se précipitèrent au ministère de la défense à la recherche d'armes (quelqu'un leur avait dit que là-bas ils trouveraient des fusils), ils furent reçus par des balles. Bilan : davantage encore de morts et de blessés.

A 20 h 45 le général Torres abandonnait le Palais-lui-même qui, jusqu'à 19 h, ne se fatiguait pas à appeler le peuple à continuer le combat avec fermeté.

La presse du 24 confirma que l'ex-Président qui ne prit même pas la peine de donner sa démission, avait trouvé asile à l'ambassade du Pérou, ainsi que, selon le ministère des relations extérieures, un certain nombre de ses partisans, entre autres le major Sanchez.

Les chars d'assaut du régiment Tarapaca qui semèrent terreur et désolation dans les rues de La Paz firent leur apparition à 20 ans dans les hauts quartiers de la ville (Munayeta et Via Victoria). La radio d'Etat diffusait des instructions irréalisables pour saboter la marche des tanks ; lorsqu'ils s'approchèrent de la place Murrillo, radio Illimani cessa la transmission et c'est alors que se produisit la chute de Torres. A la même heure se réunirent pour la dernière fois les quelques éléments du Commandement Politique qui restaient à Miraflores (Lechin, Allendia, Lora) et qui ignoraient la véritable situation. Des rumeurs continuaient à circuler sur le fait que le Quartier général s'était rendu.

Trois tanks prirent position sur la place Murrillo et 4 autres se dirigèrent vers Laikacota ; la marche de ces monstres de feu causa la plus grande quantité de morts. Les tirs de mitraillettes et de dynamites se prolongèrent jusqu'à l'aube. Le jour suivant (le 22) l'aviation continua sa tâche de nettoyage, ayant toujours comme objectif principal Laikacota. A Santa Cruz fut édicté le décret qui créait le triumvirat militaire qui devait se substituer au Président Torres (Jaime Florentino Mendieta, Hugo Banzer et Andres Selich) qui, en fait n'eut d'existence que sur le papier.

La contre-révolution fasciste

Le 22 août, le nouveau Président Hugo Banzer Suarez jura devant lui-même et, à sa suite, les ministres qui avaient été racollés parmi les militants du MNR et du FST qui, en jonction avec le gorillisme, avaient formé le dit Front Populaire Nationaliste.

Aux premières heures du dimanche 22, l'université de La Paz fut occupée militairement et on dit qu'à l'intérieur se

(3) Hoy du 22 août titre une de ses chroniques à 5 colonnes : « L'assaut à l'intendance fut le début ». Les forces de la COB avancèrent et, dès leur premier effort, parvinrent à occuper l'intendance de guerre où elles ont pu obtenir plus de 11 200 vieux fusils des magasins. L'intendance de guerre n'était gardée que par une douzaine de soldats qui n'opposèrent pas grande résistance aux effectifs de la COB qui pénétrèrent dans les vieux édifices de l'Etat.

trouvaient une vingtaine d'étudiants armés ; le jour suivant (le 23) une Commission de médiation se constitua à l'Université (composée de l'Archevêque de La Paz, des diplomates de la Croix-Rouge, des représentants des professeurs et d'universitaires) afin d'obtenir la sortie des réfugiés présumés. A midi, près de 500 universitaires bloquèrent l'avenue Villazon et se mirent d'accord pour se réunir en Assemblée. Beaucoup étaient assis face aux tanks pour empêcher le retour des troupes à l'Université. L'armée enjoignit à la foule rassemblée de se disperser immédiatement (on dit qu'à ce moment-là on entendit un coup de fusil provenant de l'un des étages supérieurs de l'université). Les avions, les tanks et les soldats dispersèrent sous les balles les étudiants assemblés. Bilan : 7 personnes tuées et plus de 27 blessés. Les étudiants soutinrent que leurs camarades avaient été fusillés et que d'autres avaient été faits prisonniers ; néanmoins la proclamation sui-

vante fut approuvée, qui démontre que l'Université est une forte tranchée de résistance à l'actuel gouvernement :

« L'Assemblée étudiants-professeurs de l'Université majeure de San Andres réunie le 23 août 71 prend la résolution suivante :

1. déclare que l'autonomie universitaire constitue un principe de base de la vie institutionnelle bolivienne sur lequel on ne peut transiger.

2. l'autonomie universitaire obtenue à travers un vote démocratique direct au cours du référendum de 1932, et consignée dans la constitution politique de l'Etat, est violée lorsque le changement des autorités politiques du pays détermine la non-reconnaissance des autorités universitaires et lorsque les forces armées font irruption dans les jardins et les édifices universitaires.

3. La U.M.S.A. (Université Majeure de San Andres) sera intransigeante dans la défense de l'autonomie universitaire.

4. L'Assemblée professeurs-étudiants, vu que les autorités surgies des élections de 1970 ne peuvent exercer leurs fonctions et tant que ne sont pas constituées les nouvelles autorités par le vote plébiscitaire qui sera réalisé prochainement, désigne une direction universitaire comprenant les professeurs et les délégués étudiants des facultés les plus anciennes : Droit - Médecine et Pharmacie qui seront chargés de la direction et de l'administration de l'Université.

5. sollicite du Gouvernement de la République le retrait immédiat de toute troupe et police des édifices et jardins universitaires.

6. demande garanties et libertés pour les professeurs et universitaires poursuivis et détenus,

7. ratifie son adhésion entière au postulat de la Révolution de 1970 (Révolution universitaire).

8. proclame le deuil de toute l'université pour les professeurs et universitaires morts dans les derniers événements.

La Paz, 23 août 1971

Au cours de cette journée, plus de 200 étudiants furent faits prisonniers. « Depuis la matinée, des groupes de citoyens convoqués par la radio d'Etat pour apporter leur appui établi par le Front Populaire Nationaliste se regroupèrent » (Presencia, 23 août).

Des groupes de militants du MNR qui avaient installé leur Quartier général dans la rue Colon parcouraient en auto les rues de la ville faisant de la propagande pour que tous se rendent au rassemblement, tandis que, bien que déployant une activité moindre, les phalangistes faisaient de même et attaquèrent la Confédération des Etudiants du Secondaire pour y installer leur secrétariat.

La foule concentrée sur la place Murillo ne fut pas en nombre négligeable mais universitaires et ouvriers y furent complètement absents. Des couches de la classe moyenne comprenant les petits commerçants et propriétaires, employés publics, chômeurs, entrepreneurs désireux que s'établisse un régime de stabilité institutionnelle, sociale, leur apportant des garanties et leur offrant des occasions d'obtenir des améliorations économiques, commencèrent à se regrouper autour du MNR et du FSB.

La révolution n'est pas écrasée

Les mots d'ordre qui commencèrent à surgir tendaient à satisfaire tout au moins verbalement les exigences suivantes :

— fin à l'anarchie et à l'abus - renaissance de l'Ordre - travail et discipline - respect de la propriété privée - banissement du communisme et de la violence et leur remplacement par la loi, etc.

Le colonel Hugo Banzer, en toute sincérité, bien que dans un espagnol imparfait et titubant, définit nettement sa filiation politique : « Je suivrai les pas de Busch, Villaroel et Barrientos », dit-il. Sur le ton de la défiance, il fait savoir qu'il reste toujours le gorille qui s'est levé en armes avec le Général Miranda et que son rêve le plus cher est de continuer la politique fasciste de Barrientos. Il n'était déjà plus si clair, démontrant plutôt la grande confusion qui régnait dans son esprit lorsqu'il proclama un nationalisme si pur dans lequel il ne serait plus possible de parler de droite ni de gauche. Banzer représente déjà la droite par rapport au gouvernement Torres bien que tous les deux parlent de nationalisme et ne soient que des expressions particularisées du processus nationaliste petit-bourgeois qui commença en 1952.

L'intervention du militant du MNR, Lema Pelaez, et du phalangiste Mario Gutierrez, fut beaucoup plus obscure ; pour tous, il apparut évident qu'il s'agissait de deux opportunistes. Leurs discours furent fréquemment interrompus par les sifflets et quelques heures auparavant, alors qu'ils tentaient d'entrer au Palais, ils se firent abreuver d'injures et reçurent des oranges pourries. Tandis que du balcon péroraient les dirigeants, sur la place les militants des deux partis rendus frères par une liaison indigne, échangeaient des coups de poings. Certainement par peur que la fragile alliance n'éclate en mille morceaux, quelques techniciens sans parti furent désignés comme ministres (bien qu'il s'agisse d'éléments ultra-conservateurs politiquement parlant) afin qu'ils servent de tampon dans les luttes internes au sein du gouvernement. Dans ces conditions, l'armée continuera à être la force décisive. C'est dans ces conditions de dislocation politique que le régime s'appuie sur les partis du MNR et de la phalange.

Sept ans après son renversement, Victor Paz regagne le

pays dans des circonstances apparemment surprenantes. Renversé par Barrientos et Ovando pour n'avoir pas pu brider les masses ouvrières soulevées, il est ramené par les barrientistes eux-mêmes pour préconiser tout le contraire de ce qu'il a fait et dit lorsqu'il était au pouvoir. Ce n'est pas en vain qu'il a remarqué d'un ton ému qu'il revient dans sa patrie pour ne plus commettre les erreurs du passé. Quelles pouvaient être ces erreurs ? Ses glissements vers la gauche, ses velléités ouvriéristes qui l'ont amené à ce qu'il appelle maintenant le chaos et l'anarchie. Il revient en nouant une alliance qu'il désire d'acier et éternelle, rien moins qu'avec la Phalange qui, en tant qu'expression des intérêts vulnérables des grands propriétaires, de la grande mine et des industriels, a lutté à mort contre les déviations « communistes » du MNR. L'alliance entre les phalangistes et les militants du MNR nous oblige à nous demander lesquels d'entre eux se sont déplacés vers les positions de l'autre.

Les positions assumées par Gutierrez au cours des dernières années, la lutte intransigeante contre la gauche apparue au sein de son propre parti, la conspiration sans trêve aux côtés du gorillisme démontrent que le FSB continue à être l'expression politique de la réaction. C'est le MNR qui s'est déplacé vers les positions phalangistes. Paz regagne le pays comme une des cartes les plus sûres du département d'Etat des USA, et c'est cela qui l'oblige à se rapprocher et à pactiser avec les barrientistes et les phalangistes. Paz est aujourd'hui l'expression la plus haute de la contre-révolution. Il a comme petit cheval de bataille le nationalisme révolutionnaire totalement dépassé par le déroulement des événements en Bolivie, par la radicalisation des masses et par l'évolution de la conscience de classe du prolétariat. Ce nationalisme qui, en 1952, pouvait apparaître comme révolutionnaire et éveiller beaucoup d'illusions chez les masses, se présente aujourd'hui comme incontestablement réactionnaire. Paz a pleine conscience que les masses sont convaincues qu'il a trahi ses vieux sermons et qu'il s'est transformé en un homme de droite, c'est pour cela qu'il met tant d'emphasis à souligner que son nationalisme est de gauche. Il est évident que le chef du MNR rêve de revenir à la présidence lors des prochaines élections et peut-être ce problème a-t-il été l'objet de discussions au sein du Front putschiste. Pourtant Banzer a dit qu'il serait prématuré de parler d'élections ; il a également indiqué qu'il ne fixe

pas de délai quant à son maintien au pouvoir pour le moment car « je dois d'abord remplir mes obligations envers le peuple en tant que gouvernant » (Última Hora, 24 août).

En même temps, il a affirmé qu'il n'y a pas eu d'appel de la garnison de La Paz exigeant des élections en mai 1972, bien qu'il y ait des preuves évidentes de l'existence d'un accord adopté par 500 officiers de l'armée en ce sens.

Ce qui est arrivé en décembre 1964 se répète : les politiciens professionnels sont sûrs que les généraux victorieux leur remettront le pouvoir facilement. Nous savons déjà que les choses se sont passées et se passeront d'une autre manière.

Gutierrez et ses amis du MNR parlent de pacifier le pays et de faire cesser les persécutions. Immédiatement les militaires (véritables maîtres de la situation) ont annoncé qu'ils liquideront tous les militants de gauche. Ainsi reste actuelle la lutte entre la révolution et la contre-révolution.

AOUT 1971.

Notes du traducteur :

COMIBOL : Organisme d'Etat de gestion des mines nationalisées créé en 1952 sous le MNR - Un des mots d'ordre de préparation de la seconde session de l'Assemblée populaire est la gestion ouvrière majoritaire de la COMIBOL.

GORILLISTES : tueurs fascistes.

COB : Centrale ouvrière bolivienne - Fédération syndicale regroupant tous les syndicats ouvriers, universitaires, enseignants, employés, commerçants, artisans, et créée vers la fin des années 40.

MNR : Mouvement Nationaliste Révolutionnaire - Parti de Paz Estenzoro qui a pris le pouvoir en 1952 jusqu'à l'arrivée de Barrientos en 1965.

FSB : Phalange socialiste bolivienne - Parti fasciste de Mario Gutierrez.



Deux textes de Tim WOHLFORTH :

Les leçons amères de la défaite

("The bulletin", 30 Août 1971)

Les militaires de droite, avec le soutien des Phalangistes fascistes et du vieux dirigeant national Paz, ont pris le pouvoir en Bolivie, mettant fin au régime de Torres et à l'Assemblée Populaire. Aucune information n'est parvenue quant au sort des révolutionnaires en Bolivie, et en particulier des militants du P.O.R.

Ce nouveau régime militaro-fasciste — aussi sauvage que le vieux régime militaire de Barrientos, qui a assassiné Cesar Lora et d'autres militants du vieux mouvement trotskyste, et qui a pourchassé et liquidé Guevara — pourchassera vraisemblablement avec encore plus de férocité les révolutionnaires.

Il est nécessaire d'examiner comment ce coup a été possible, ce qu'il révèle de l'Assemblée Populaire, et quel a été le rôle, en particulier, de ceux qui prétendaient être trotskystes. La construction d'un mouvement trotskyste en Amérique latine dépendra de l'assimilation des leçons amères de ce dernier épisode sanglant de l'histoire tumultueuse de la Bolivie.

Il ne faut pas perdre de temps pour tirer ces leçons — ce qui s'est passé en Bolivie peut se passer à bref délai au Pérou, au Chili et même en Argentine. La crise du capitalisme est si forte et le mouvement de la classe ouvrière en Amérique latine si déterminé, que la crise de la direction se pose avec la plus grande acuité. Dans chaque pays d'Amérique latine, on peut dire que le capitalisme ne se maintient qu'à cause de la paralysie et de la confusion des éléments qui se prétendent trotskystes. Ceci est l'amère leçon des événements de Bolivie. Rien, absolument rien, ne peut être construit en Amérique latine si cette leçon n'est pas assimilée.

LORA

Hors de Ceylan, c'est en Bolivie qu'il y a eu le mouvement trotskyste le plus fort du monde, dans un pays colonial. Le trotskysme a été un facteur décisif parmi les mineurs de l'étain bolivien depuis quinze ans. La personnalité-clé du trotskysme bolivien a été Guillermo Lora, Lora — qui a perdu son propre frère sous Barrientos et dont le sort n'est pas connu aujourd'hui — a sa part de responsabilité dans le récent coup d'Etat de droite.

Lora, en accord avec les stalinien boliviens et avec les pablistes en Bolivie et à l'échelle mondiale, a failli devant la tâche à mener, à quelque moment que ce soit, la lutte

pour le renversement du régime militaire de Torres. C'est ainsi que, de concert avec le reste de l'Assemblée Populaire, il a agi comme une couverture gauche de Torres, pendant que l'aile droite de l'armée de Torres préparait et finalement réalisait son coup.

En agissant ainsi, Lora ne faisait que poursuivre une trajectoire politique commencée plus de dix ans auparavant, et dont il s'est refusé sans cesse à dévier. A chaque étape, cette orientation a reçu un appui au sein de la IV^e Internationale ou de la part de forces prétendant représenter la IV^e Internationale. Bien que moins connu que l'évolution du L.S.S.P. à Ceylan, le rôle de Lora et du P.O.R. n'a pas été moins traître et moins important.

En 1952, Paz, dirigeant du parti bourgeois M.N.R. (semblable au parti de M^{me} Bandaranaike — le S.L.F.P. à Ceylan), a pris le pouvoir tandis que les mineurs armés s'emparaient des districts miniers, créant les éléments d'une dualité de pouvoir. Dans ces conditions, Lora et le P.O.R. demandèrent que Lechin et la C.O.B. (organisation syndicale bolivienne) soient admis dans le gouvernement de Paz et apportèrent à ce gouvernement un soutien critique. Au lieu de lutter pour briser le lien entre les syndicats et le gouvernement nationaliste, Lora se battit pour que ceux-ci entrent dans le gouvernement. Au lieu d'appeler au renversement de ce gouvernement et à son remplacement par le gouvernement ouvrier, Lora appela à un appui critique à ce gouvernement.

Cette position reçut l'appui total de Michel Pablo, Mandel et d'autres dirigeants de la IV^e Internationale pendant cette période. Ils écrivirent dans leur revue :

« Le P.O.R. a commencé à juste titre à apporter son soutien critique au gouvernement M.N.R. C'est-à-dire qu'en remettant à plus tard le mot d'ordre : "A bas le gouvernement", il donne au gouvernement un appui critique contre les attaques de l'impérialisme et de la réaction et il soutient toutes les mesures progressistes. »

Nous devons noter que nous parlons ici du soutien à Paz qui aujourd'hui cherche à monter au pouvoir avec la Phalange fasciste, les généraux de droite et la C.I.A. !

A cette époque, la IV^e Internationale fut déchirée par une scission fondamentale face à la tentative de Pablo de liquider complètement le trotskysme par l'entrée dans les P.C. et les partis sociaux-démocrates. Dans ces conditions, la question bolivienne ne fut pas sérieusement discutée et encore moins critiquée.

Il faut cependant souligner que Lora a contribué pour sa part à l'approfondissement de la crise en jetant son poids dans la balance en faveur de Pablo. De même que de nombreux éléments au sein du L.S.S.P., Lora avait avec le S.W.P. certains points d'accord, et d'autres avec le Comité International. Mais il ne parlait pas d'une compréhension et de perspectives internationales. Le chemin le plus facile était de marcher avec Pablo et il le fit. C'est ainsi que les sections latino-américaines de la IV^e Internationale se retrouvèrent derrière Pablo qui, par l'intermédiaire de son collaborateur Posadas, allait faire tout son possible pour briser les forces qu'elles constituaient.

LA FUSION

En 1963, à l'époque de la réunification du S.W.P. et de ses alliés avec Mandel, Lora était indépendant, et du C.I. et du S.U. Le groupe du S.U. en Bolivie était dirigé par Moscoso. Peu après, Lora fusionna avec Moscoso et entra dans le S.U., lui apportant son soutien. La fusion s'opéra sur un apparent accord à propos de Cuba et de Castro.

Cette unification ne dura pas longtemps; Moscoso pensant utiliser l'accord pour subordonner le P.O.R. aux activités guérilléristes dans la campagne, tandis que Lora insistait sur une orientation fondée sur les mineurs de l'étain et d'autres sections de la classe ouvrière bolivienne. Une scission s'ensuivit.

A la suite de cette scission, Lora établit des liens avec le C.I., exprimant son accord avec les perspectives internationales du C.I., en particulier sur la place centrale des luttes de la classe ouvrière dans tous les pays. Mais Lora ne fit jamais un effort sérieux pour établir un bilan de sa propre histoire, pour aboutir, ce faisant, à un pas décisif dans la voie de la rupture avec son propre passé.

Avec la montée de Torres et de l'Assemblée Populaire, les vieilles positions de Lora réapparaissent. De nouveau le pays se trouve face à une situation de double pouvoir et de menace de guerre civile. De nouveau, Lora refuse de faire face à cette situation et d'avancer la nécessité de rompre avec Torres, de former un gouvernement ouvrier-paysan et de se battre de front contre toutes les couches de l'armée et du capitalisme.

RESOLUTION

Au lieu de cela, il s'entend avec le P.C. sur la résolution suivante :

« Le processus présent est contradictoire : tandis que le gouvernement prend d'une part certaines mesures anti-impérialistes et progressistes, d'autre part il adopte des mesures pro-impérialistes, contraires aux intérêts nationaux et populaires. Le prolétariat appuie ce qui est positif pour l'émancipation de notre peuple et en même temps il critique et combat les mesures qui vont contre l'intérêt des masses luttant pour imposer de nouvelles mesures anti-impérialistes qui nous mèneront à une vraie révolution dans la voie de l'émancipation nationale et du socialisme. Ceci est notre tactique dans le processus présent, ce qui ne signifie pas que nous oublions les buts finaux de la classe ouvrière. »

Nous comprenons bien que cette section de la résolution a été écrite par les stalinien, mais le P.O.R. a cependant voté l'ensemble du document. En tous les cas, leur position n'était pas qualitativement différente de celle des stalinien. Avec les stalinien, le P.O.R. soutenait la position d'une menace de grève générale et d'une intervention militaire pour la défense de Torres !

Les pablistes, ce qui inclut Mandel et le S.W.P., doivent assumer leurs responsabilités dans cette situation. C'est le S.W.P. qui, le premier, a développé la théorie de la venue au pouvoir au moyen « d'outils émoussés » en Amérique latine, encourageant les tendances liquidationnistes et anti-théoriques dans cette partie du monde. A une époque où ce qui était nécessaire, c'était une lutte théorique aiguë pour construire une direction pour le mouvement de la classe qui s'annonçait, le S.W.P. encourageait l'aventurisme et le guérillérisme et toutes sortes de combinaisons sans principes avec les castristes, les maoïstes et les stalinien.

En 1969 la Bolivie occupait une place centrale dans la lutte au sein du S.U. La majorité, autour de Maitan-Frank-Mandel, qui soutenait une stratégie de guérilla, choisit la Bolivie et Moscoso comme l'homme chargé de réaliser la tâche de créer un « foyer » guérillériste.

Le S.W.P. s'opposa à cela mais n'offrit pas de réelle alternative à cette perspective. Puis la Bolivie devint un « foyer » de lutte prolétarienne et non guérillériste, un an plus tard, Mandel et compagnie se détournèrent alors rapidement de la Bolivie pour se fixer sur l'Argentine. Telle est la réaction de ces éléments au mouvement de la classe ouvrière !

Toutefois, le plus important, c'est que le S.W.P. les laissa faire. Il laissa également de côté la Bolivie dans ses polémiques avec Mandel et Maitan, seulement pour commencer tout récemment à parler de l'Assemblée Populaire dans des termes aussi dénués de critiques que Lora. Il apparut clairement que le mouvement de la classe en Bolivie troublait aussi le S.W.P. Comment pouvait-il proposer une orientation aux étudiants sur la base des développements en Bolivie où la question du pouvoir de la classe ouvrière et de la révolution socialiste elle-même étaient posées ? Lui aussi a fait de son mieux pour que la lutte en Bolivie n'aille pas au-delà des limites de Torres.

S. W. P.

Gerry Foley, écrivant le 19 juillet 1971 dans *Intercontinental Press*, exprima l'approbation complète du S.W.P., précisément en ce qui concerne les relations entre l'Assemblée Populaire et Torres. Il écrit :

« S'armant pour défendre les droits économiques des travailleurs, les syndicats ont apparemment donné un appui critique au régime de Torres — "soutien" qui mérite parfaitement la définition de Lénine "comme la corde soutient le pendu". »

Et plus loin :

« En gros, le programme de l'Assemblée Populaire semble se borner à demander que le gouvernement Torres mène à bien les promesses faites à la classe ouvrière du pays. Les mesures qu'elle préconise sont l'expression claire et logique de cette position. »

Est-il nécessaire de souligner que Lénine parle de soutien aux partis sociaux-démocrates et non aux gouvernements bourgeois, et certainement pas aux dictateurs militaires ?

Les possibilités pour construire un mouvement trotskyste en Amérique latine sont maintenant extrêmement importantes. Ce qui est fondamental, c'est que maintenant la lutte des peuples coloniaux coïncide avec la lutte des travailleurs dans les pays avancés. Cette lutte englobe maintenant la puissante classe américaine, comme la classe ouvrière européenne — particulièrement à la suite de la nouvelle politique économique de Nixon. En même temps, les dangers sont aussi grands que les perspectives sont brillantes.

Nous ne pouvons oublier le prix élevé que la jeunesse ouvrière de Ceylan a payé pour le révisionnisme exprimé à travers le L.S.S.P. Au Soudan, le soutien du P.C. à un autre général « progressiste » a mené au massacre. Nous craignons maintenant pour la vie même des militants du P.O.R. dans la situation créée par le refus de la direction du P.O.R. de faire face aux leçons essentielles du développement historique du mouvement marxiste.

PRINCIPE

Il n'est pas possible de construire un mouvement révolutionnaire sur une autre base que sur les principes. Agir autrement dans cette période, c'est aller au-devant de nouvelles défaites, de nouveaux massacres. Engager la lutte principale pour le trotskysme sur la base de toutes les leçons de la lutte contre le révisionnisme peut mener au développement de partis révolutionnaires de masse en Amérique latine et à l'écrasement victorieux du capitalisme et de l'impérialisme.

"Introduction"

("The bulletin", 27 Septembre 1971)

Nous reproduisons cet article de Guillermo Lora, secrétaire général du POR à cause de l'extrême importance des récents événements de Bolivie pour la construction de la IV^e Internationale en Amérique latine et dans le monde. Cet article apporte des informations supplémentaires sur le déroulement du coup d'Etat militaire de droite ainsi que sur les positions politiques de Lora et du POR.

Il est important de comprendre qu'alors que le coup militaire a été un coup extrêmement sévère contre les ouvriers et les paysans de Bolivie, le combat est loin d'être terminé. Le nouveau gouvernement, comme Lora l'explique, est constitué d'éléments contradictoires et les mineurs restent armés sur leurs lieux de travail. En même temps, la classe ouvrière est à l'offensive dans le reste de l'Amérique latine.

Ce sont là des raisons supplémentaires pour faire le bilan des leçons amères du coup d'Etat bolivien, de telle sorte que notre mouvement puisse être réarmé pour les luttes qui sont devant lui. Il n'y a pas de place pour la moindre complaisance alors que les révolutionnaires sont réduits à la clandestinité et que Banzer peut, à tout moment, déclencher une attaque sanglante contre la classe ouvrière comme le fit Barrientos.

Ce rapport renforce ce que nous avons écrit dans le numéro du 30 août du Bulletin à propos de la Bolivie. La question critique qui fut posée dans les derniers jours de l'Assemblée populaire fut celle de l'armement des travailleurs. Mais cette question était par-dessus tout une question politique. La question politique était celle de Torres !

A ce point critique, Lora écrit :

« Au même moment, il y avait une idée courante, partagée même par nous, marxistes — que les armes seraient cédées par l'équipe militaire gouvernante, partant de la considération que c'était uniquement en s'appuyant sur les masses et en les dotant de la capacité

De même que la direction du L.S.S.P., Lora ne s'est jamais préoccupé des problèmes du mouvement international, de ses batailles théoriques, des difficultés. Il a cru que dans la mesure où il s'implantait dans la classe ouvrière et adhérerait à la théorie de la révolution permanente et au programme de transition, comme il le comprenait, il serait en mesure de jouer un rôle révolutionnaire en Bolivie.

Mais cette perspective ne peut se développer que sur le plan international et à travers une lutte contre son contraire, le révisionnisme et ses tentatives de la détruire. C'est précisément en faisant face à toutes les difficultés du mouvement — l'isolement, la pression petite-bourgeoise, la confusion, tant de confusion — qu'un développement théorique peut prendre place. Sans ce développement, la faillite devant la bourgeoisie nationale est inévitable.

Les leçons de la Bolivie renforcent notre conviction quant à ce que nous écrivions sur le récent congrès du S.W.P. Il n'y a pas d'orientation prolétarienne hors de la lutte pour construire la IV^e Internationale. La IV^e Internationale ne peut être construite que sur le terrain principal solide d'une véritable et honnête appréciation de sa propre histoire.

de feu adéquate que l'on pourrait au moins neutraliser la droite du gorillisme. » (1)

Dans cette perspective, Lora participa aux côtés des représentants du traître nationaliste de gauche, Lechin, et du Parti communiste, à la délégation qui alla demander des armes à Torres. Lora ne décrit pas seulement le refus de Torres, mais il donne des détails sur le rôle traître de ce dernier, ainsi que de ses amis militaires au moment des combats de rue à La Paz.

FRONT UNIQUE

Cette position découle de toute la méthode que Lora et le POR utilisèrent à l'égard de l'Assemblée populaire depuis les premiers jours de son existence. Le POR vit dans l'Assemblée populaire un organe de front unique et comprit son rôle à l'intérieur d'un tel Front unique essentiellement comme devant l'influencer en lui subordonnant le rôle indépendant du Parti.

Toutefois, l'Assemblée populaire était dominée par un bloc entre les nationalistes de gauche regroupés autour de Lechin et le Parti communiste. Ces deux forces soutenaient Torres, totalement et sans critique et avaient suivi pendant plus de dix ans une ligne de subordination à l'égard de la bourgeoisie « nationale ».

(1) Cette citation du rapport de Lora — publié dans ce numéro, pp. 4 à 9 — faite par Wohlforth est inexacte pour deux raisons. D'une part, Wohlforth élimine la phrase qui précède et qui indique clairement que « l'idée courante » dont il s'agit a été « partagée » en octobre 1970 ; d'autre part, la traduction exacte des premiers mots de la citation n'est pas « au même moment », mais « à ce moment-là », c'est-à-dire en octobre 1970 et non en août 1971 comme le laisse entendre frauduleusement Wohlforth (N. du T.).

Il apparaît ainsi qu'une analyse marxiste aurait consisté à partir de la perspective de ne pas soutenir le gouvernement Torres, de lutter pour renverser ce gouvernement et d'amener l'Assemblée populaire à rompre tout soutien à Torres et à mettre fin à la domination des stalinien et de Lechin. Lora s'y prit autrement, concentrant ses forces pour obtenir un accord de front unique sur diverses résolutions politiques et propositions.

Les stalinien et Lechin étaient prêts à voter pour toutes sortes de propositions dans la mesure où elles ne signifiaient pas dans la vie politique concrète l'affrontement avec Torres. Ainsi le POR s'exprimait politiquement dans l'Assemblée populaire sous la forme de déclarations et de proclamations alors que le rapport de force politique était en faveur de Lechin et des stalinien, de leur collaboration avec Torres, Lora procurant une couverture gauche à tout cela.

LIQUIDATIONNISME

Reflétant cette perspective liquidationniste, le POR ne poursuivait qu'un minimum d'activité propre en dehors de l'Assemblée populaire et des syndicats. Son journal n'était publié que tous les quinze jours bien qu'il ait reconnu la situation comme révolutionnaire, et seuls quelques meetings propres ainsi que quelques distributions de tracts furent organisés. En réalité, le POR avait une grande influence et une grande autorité, particulièrement parmi les mineurs, mais en fait aucun appareil ni aucune structure de Parti au moyen desquels il aurait pu lutter de manière indépendante pour diriger la classe. Tout fut fait à travers l'Assemblée populaire et les syndicats. La délimitation claire entre le trotskysme et le bloc stalino-nationaliste ne fut ni faite, ni menée jusqu'au bout. Alors que Lora avait reconnu, au moins six mois avant le coup d'Etat de Banzer le danger d'un tel coup et avait insisté sur l'urgence de l'armement des travailleurs, il s'en tint là. Aucun pas en avant ne fut fait pour armer les travailleurs ; les militants du POR eux-mêmes n'étaient pas armés ; aucune agitation indépendante de l'Assemblée populaire ne fut menée sur cette question. La raison en est maintenant claire : Lora attendait que Torres donne des armes ! Que serait-il arrivé en 1917 si Lénine s'était reposé sur Kérénsky pour armer les travailleurs ?

Lora et le POR n'allèrent jamais au-delà d'une position de soutien critique à Torres, matérialisée par les résolutions de l'Assemblée populaire — votées par le POR — et par sa position consistant à réclamer des armes dans le but de défendre Torres.

Pourquoi est-ce que Lora et le POR commirent-ils ce qu'ils admettent aujourd'hui comme ayant été l'erreur d'attendre de Torres qu'il leur donne des armes ? Nous avons, après tout, des décades d'expérience quant à cette question. Après tout, le mouvement trotskyste, en particulier, est basé sur une compréhension historique de telles questions, sur un combat à mort avec le stalinisme sur ces problèmes.

Nous avons expliqué que le problème se trouvait dans l'histoire du POR et de ses relations avec la IV^e Internationale. En 1952 le POR, sous la direction de Lora et avec l'encouragement de Pablo, prit une position de soutien critique au gouvernement bourgeois de Paz Estensoro. Pablo, toutefois, ne s'en satisfait pas. Il insista pour que le POR se dissolve et entre dans le parti bourgeois radical MNR. Il proposa la même politique au Pérou par rapport à l'APRA et en Argentine par rapport au péronisme.

C'est alors que Lora se rebella et suivit son propre chemin. Mais il refusa d'aller à la racine des propositions liquidationnistes de Pablo en faisant face aux problèmes du mouvement international. Il ne voulut pas rejoindre le Comité international et tourna purement et simplement le dos au mouvement international, se consacrant au travail dans la classe ouvrière bolivienne. Avec cette perspective

nationaliste, Lora ne pouvait rompre qu'empiriquement avec le pablisme et ne pouvait pas comprendre ce qui l'avait amené, avec Pablo, à soutenir la bourgeoisie.

Il serait insuffisant de faire porter le blâme des difficultés rencontrées en Bolivie sur le seul Pablo. Le SWP porte une part de responsabilité par son refus de discuter la question bolivienne et son espoir que, de cette manière, Lora rejoindrait le Comité international. Lora lui-même doit porter sa part de responsabilité pour avoir refusé, après avoir fait amèrement l'expérience du pablisme, de combattre internationalement.

C'est ce qui rendit possible, le 15 juin 1965 la réunification du POR de Lora avec le groupe crouplon dirigé par Moscoso qui était affilié au Secrétariat Unifié pablisme. Il est significatif que cette réunification eut lieu sur les seuls problèmes boliviens et que le parti réuni était indépendant de toute affiliation internationale. Continuant à refuser de poser les questions et ses responsabilités internationales, Lora finit dans une unification sans principe avec les pablistes, qui ne devait pas durer longtemps.

QUATRIEME INTERNATIONALE

Il n'est pas possible de déterminer une ligne révolutionnaire tout en refusant de lutter pour la construction de la IV^e Internationale. La construction de la IV^e Internationale signifie apprendre du long combat qui se poursuit contre le révisionnisme petit-bourgeois et de cette manière développer la compréhension de la méthode marxiste. Lénine prépara Octobre par un âpre combat pendant la Première Guerre mondiale contre le révisionnisme, le centrisme et toute forme d'oscillations sur le mot d'ordre de construction immédiate d'une nouvelle Internationale. Puis, renforcé par cette lutte, enrichi par son étude de Hegel et de la philosophie, Lénine combattit dans la révolution de son propre pays afin d'utiliser ce triomphe historique comme un terrain de décollage pour la construction d'une nouvelle internationale.

Ce fut la méthode de Lénine. Ce doit être la nôtre aujourd'hui. L'apparition, pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine, d'une formation ressemblant étroitement aux soviets, signifie clairement que la révolution socialiste est maintenant à l'ordre du jour, pas seulement en Amérique latine, mais dans le monde. La solution à la crise de la direction réside, comme nous l'avons déclaré auparavant, en surmontant la confusion au sein du mouvement trotskyste. En Bolivie comme à Ceylan, il est clair que, si cela avait été fait plus tôt, la révolution socialiste aurait pu y avoir lieu. Dans tous les pays, il n'existe pas d'autre chemin pour surmonter la crise de la direction. Cette crise est maintenant celle de l'humanité. C'est une crise immédiate.

Pour aider le combat pour la reconstruction
de la IV^e Internationale,

**SOUSCRIVEZ
AU FOND INTERNATIONAL
LÉNINE - TROTSKY**

C.C.P. BLOCH 30 500-79 .. La Source - 45

DÉCLARATION

- de l'Organisation Communiste Internationaliste (section française du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale)
- du Parti Ouvrier Révolutionnaire (section bolivienne du Comité International)
- et du Comité d'Organisation des Communistes (Trotskyistes) des pays de l'Est

Les délégations du Bureau Politique de l'O.C.I., section française du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale, du P.O.R., section bolivienne du Comité International et du Comité d'Organisation des Communistes (Trotskyistes) des pays de l'Est, ont discuté des questions d'intérêt commun soulevées par le combat mené par le P.O.R., dont la signification est précisée comme suit.

Depuis la Grève générale en France et le processus de la Révolution politique en Tchécoslovaquie, c'est le pouvoir politique de la classe ouvrière qui est posé au centre de chaque lutte des travailleurs et de la jeunesse du monde entier. Face à l'impérialisme en décomposition qui leur réserve la misère, le chômage, la barbarie fasciste et la guerre d'extermination, face à la bureaucratie qui menace de détruire les conquêtes de la glorieuse Révolution d'Octobre 1917, qui freine et disloque leurs luttes, toutes les résistances et revendications des travailleurs, toute leur volonté de vivre nécessitent le combat direct et immédiat pour arracher le pouvoir, pour imposer un gouvernement ouvrier.

Jamais la conquête du pouvoir par le prolétariat n'est apparue comme une tâche aussi claire, saisissable, aussi urgente !

La création du soviet d'irbid par les masses opprimées palestiniennes, les comités et conseils formés par la classe ouvrière polonaise, l'Assemblée Populaire bolivienne matérialisent la convergence des luttes vers ce but immédiat, bien que procédant par diverses étapes et sous différentes formes vers la République Universelle des Soviets.

C'est en BOLIVIE que cette marche en avant de la classe ouvrière vers son pouvoir a atteint son plus haut niveau, riche en expériences, exprimant et réalisant l'aspiration la plus profonde de l'ensemble de la classe ouvrière internationale. A la tête des travailleurs boliviens se trouve le Parti Ouvrier Révolutionnaire, armé du Programme de la IV^e Internationale, trempé par des dizaines d'années de lutte acharnée pour la révolution prolétarienne contre le nationalisme, contre le stalinisme, contre le révisionnisme pabliste et contre toutes les variantes de la petite-bourgeoisie, comme le guérillérisme, solidement implanté dans les sections les plus combattives du prolétariat bolivien. Parce que ce Parti a préparé ce combat, il y a été préparé, il a su saisir l'occasion et, à chaque pas du processus révolutionnaire, faire mûrir les conditions de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Dans le processus de la révolution bolivienne se trouvent concentrées non seulement l'aspiration des travailleurs du monde entier pour leur gouvernement, mais aussi et surtout, les leçons et les expériences sur les moyens et les méthodes pour y parvenir. La réalisation de l'unité de la classe par le Front Unique Ouvrier, moteur du Front Unique Anti-impérialiste, s'est matérialisé dans l'Assemblée Populaire, organe du pouvoir. C'est pour cette unité rassemblant les conditions indispensables pour l'assaut du pouvoir que le Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie, membre du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale, a œuvré.

Cette expérience de lutte pour le gouvernement ouvrier-paysan, par un Parti Trotskyiste et sous sa direction, expérience vitale pour la classe ouvrière internationale, rend

vivantes les leçons universelles de la Révolution d'Octobre 1917. Elle en est la plus digne commémoration à la veille de son prochain anniversaire. Elle est donc la réponse positive à la Révolution hongroise des Conseils qui, voici quinze ans, a vainement cherché sa direction politique organisée. Elle est la démonstration trotskyste d'un combat pour donner une force organisée et centralisée à la lutte d'ensemble du prolétariat marchant vers le pouvoir contre les staliniens français qui ont trahi et disloqué la Grève générale de 1968, combattu l'effort de l'O.C.I. pour une telle centralisation organisée.

Aujourd'hui, le P.C.F. dirige une campagne de calomnies contre le P.O.R. dans le but de détourner le prolétariat de l'accomplissement de ses tâches révolutionnaires. L'appareil international du Kremlin, dans ce travail, trouve l'appui le plus réel dans la campagne des pablistes de toute obédience (Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, etc.) contre le P.O.R. en lutte.

Personne ne s'y trompe. Tous les ennemis cachés et ouverts de la dictature du prolétariat et de son Parti déversent aujourd'hui des montagnes de mensonges et de calomnies contre le Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie. Les staliniens, qui, à l'échelle internationale et en toutes circonstances, combattent l'indépendance de classe réalisée dans l'Assemblée Populaire, fermement maintenue grâce au P.O.R., glorifient la collaboration de classe au CHILI, condamnent non seulement le P.O.R., mais le P.C. bolivien qui, dans l'Assemblée Populaire, a été contraint d'accepter le Front Unique. Tous les courants petits-bourgeois crachent leur haine contre le Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie parce qu'il a vigoureusement résisté aux aventures des sectes, guidant fermement le combat des masses populaires vers le gouvernement ouvrier. Particulièrement actifs dans le Front petit-bourgeois contre le P.O.R., trouvent leur place les pablistes de toutes nuances de « Lutte Ouvrière », de la Ligue dite « communiste » et du Secrétariat Unifié des renégats de la IV^e Internationale. Ceux-là mêmes qui glorifiaient les dirigeants petits-bourgeois — des staliniens comme Gomulka jusqu'à Yasser Arafat —, qui réalisaient un accord sans principe avec les représentants de la bourgeoisie dans les « Comités Vietnam ». Ces mêmes petits-bourgeois attaquent le P.O.R. qui a su exprimer le processus révolutionnaire en Bolivie. Ils capitulent en Amérique latine, comme en France et partout, devant les courants dits spontanés de la petite-bourgeoisie pour participer au barrage stalinien contre la montée révolutionnaire des masses qui, dans chaque pays, pose la dictature du prolétariat, la démocratie des Conseils comme son enjeu.

C'est précisément parce que les événements de la Bolivie condensent au plus haut point la marche vers le pouvoir de la classe ouvrière internationale, posant au premier plan tous les problèmes décisifs de la conquête du pouvoir ainsi que l'activité du Parti trotskyste au cœur de ce processus mondial, dans une époque de bouleversements et de tourments brusques, que les problèmes non réglés issus de la crise de la IV^e Internationale qu'en 1950 Pablo, Mandel, Frank, etc., ont voulu détruire, trouvent leur expression, y compris au sein du Comité International.

Seuls les petits-bourgeois y trouvent une raison de s'en étonner.

L'histoire de la IV^e Internationale, depuis sa fondation par Léon Trotsky en 1938, fut un combat difficile pour son maintien contre d'immenses forces liguées pour la détruire. Seule, la IV^e Internationale, par son Programme et par ses luttes inlassables, a toujours combattu pour l'indépendance de classe du prolétariat, pour la révolution prolétarienne mondiale contre l'impérialisme et la politique de collaboration de classe du stalinisme. Voilà pourquoi elle fut, elle est toujours la cible des attaques acharnées de tous les ennemis du prolétariat. La IV^e Internationale constitue le véritable enjeu de toute la lutte des classes mondiale, car elle est la continutrice du bolchevisme, de la Révolution d'Octobre. Les Trotskystes qui, dès 1950, ont résisté à la politique de capitulation devant la bureaucratie qui constitue la substance même du pablisme, les organisations trotskystes qui, en 1953, ont constitué le Comité International, ont seuls assuré la continuité de la IV^e Internationale et ainsi préservé les conditions de sa reconstruction indispensable à la construction dans chaque pays du Parti Ouvrier Révolutionnaire dirigeant, section nationale de la IV^e Internationale.

Quoi de plus naturel que tous les problèmes difficiles de toute la lutte des classes internationale se reflètent et se concentrent en son sein ? Quoi de plus naturel que l'enjeu d'un gigantesque combat mondial se traduise dans les crises de la IV^e Internationale comme il se traduit dans la crise de toutes les organisations de la classe ouvrière ?

Aujourd'hui, la direction de certaines organisations du Comité International, comme la Socialist Labour League et la Worker's League, manquant de clarté justement par rapport à la stratégie de la conquête du pouvoir et de la

reconstruction de la IV^e Internationale, ont cédé à d'énormes pressions en attaquant le P.O.R.

Les trois délégations, réunies à Paris, estiment que si la discussion est légitime, tant entre les sections adhérentes au C.I., qu'à l'intérieur de chacune de ses sections, elles condamnent la méthode utilisée par la Worker's League et la S.L.L. qui, sans même avoir étudié les rapports rédigés par la direction du P.O.R., ont entrepris de condamner publiquement la section bolivienne du C.I.

C'est pourquoi les délégations de l'O.C.I. et du Comité d'Organisation des pays de l'Est approuvent la demande effectuée par le camarade G. LORA, exigeant que le C.I. soit convoqué en séance plénière dans les délais les plus rapides pour se prononcer sur le rapport sur la Révolution bolivienne et les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale que la direction du P.O.R. a préparé.

Paris, le 12 octobre 1971.

Guillermo LORA, Secrétaire du P.O.R. de Bolivie, membre du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Pierre LAMBERT, du C.C. de l'O.C.I., section française du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Balazs NAGY, Responsable de la Ligue des Révolutionnaires Socialistes de Hongrie, membre du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale, responsable pour le Comité d'Organisation des Communistes (trotskystes) des pays de l'Est.



Le bilan de la révolution bolivienne et la stratégie de la construction des partis révolutionnaires en Amérique latine

PREMIERE PARTIE

La portée du processus révolutionnaire bolivien et l'action du P.O.R.

La Conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IV^e Internationale, convoquée dans le cadre de la lutte menée par les organisations membres du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale disloquée par le pablisme, prévoit au second point de son ordre du jour une discussion sur « la stratégie de la révolution en Amérique latine à partir de l'expérience bolivienne ».

Le document qui suit constitue la contribution de l'O.C.I. à la discussion sous ce point de l'ordre du jour. Il présente dans une première partie le bilan tiré par l'O.C.I. du processus révolutionnaire en Bolivie et du rôle que le Parti Ouvrier Révolutionnaire, membre du Comité International, y a tenu. Il définit dans une deuxième partie la position de l'O.C.I. sur certains points brûlants de la lutte des classes en Amérique latine.

I. - Révolution et contre-révolution en Bolivie

D'octobre 1970 à août 1971, la Bolivie a été le théâtre d'une puissante montée révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses, dont le degré élevé de conscience par rapport à la réalisation des objectifs historiques du prolétariat, destruction de l'Etat bourgeois et instauration de la dictature du prolétariat ouvrant la voie vers le socialisme, a été marqué par la constitution de l'Assemblée Populaire, organe à caractère soviétique, autour de laquelle les masses ont pu commencer à se regrouper en vue de la lutte pour le pouvoir.

Le 21 août la victoire du coup d'Etat militaire perpétré par l'aile ultra-réactionnaire de l'armée bolivienne, c'est-à-dire les hommes formés par le Pentagone, avec le soutien de la Phalange Socialiste Bolivienne (F.S.B.) et des dirigeants du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (M.N.R.) et avec l'aide directe de la C.I.A. et des militaires brésiliens, a mis fin à cette montée des masses et clos un nouveau chapitre,

de loin le plus prestigieux à cette date, de la lutte révolutionnaire du prolétariat bolivien.

En précipitant le coup qu'ils préparaient dans l'ombre depuis de longs mois, l'impérialisme et l'armée bolivienne ont entendu couper court au processus de mobilisation du prolétariat et des masses autour de l'Assemblée Populaire. En août, il leur a fallu agir sans perdre un moment de plus pour empêcher que se développe plus loin la situation embryonnaire de double pouvoir entre cette Assemblée et l'Etat bourgeois, ouverte depuis la tenue de sa première session fin juin et début juillet, et pour interdire que le processus de décomposition de l'Etat en cours n'atteigne les rangs de l'armée.

Le coup d'Etat victorieux d'août n'a visé que tout à fait accessoirement le gouvernement de Torres et les pâles représentants du nationalisme petit-bourgeois « progressiste ». Il a été dirigé tout entier contre le prolétariat, les masses et leurs organisations.

Depuis plusieurs mois, en effet, Torres avait perdu la partie dans sa tentative de domestiquer la classe ouvrière au travers des moyens politiques propres au nationalisme petit-bourgeois, et se trouvait, du fait du développement de l'Assemblée Populaire, dans une situation où il ne gouvernait plus rien, où les éléments de l'appareil d'Etat qui dépendaient de lui n'exerçaient plus leur fonction de domination politique et physique à l'égard des masses.

L'enjeu de ce processus de révolution et de contre-révolution était et demeure d'abord continental. Si l'impérialisme yankee et les dictatures brésilienne et (dans une moindre mesure) argentine, ont pris la décision d'armer Banzer, Selich et Guttierrez et de guider leurs bras contre le prolétariat bolivien, c'est que le mouvement du prolétariat et des masses dans la majeure partie des pays d'Amérique latine, les portait à établir la jonction entre leurs luttes et celles des masses boliviennes dans un même processus révolutionnaire contre l'impérialisme et pour les Etats-Unis socialistes de l'Amérique latine, dont le combat révolutionnaire en Bolivie a été l'expression la plus élevée.

Pour le prolétariat argentin en lutte contre la dictature militaire en décomposition ; pour le prolétariat et la paysannerie du Chili, freinés dans leur lutte pour l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan, l'expulsion de l'impérialisme et la liquidation des rapports de production capitalistes par la politique d'Allende et du P.C. chilien menée sous le signe du Front Populaire de collaboration de classes ; pour le prolétariat et les masses du Pérou, du Mexique, de la Colombie et du Venezuela ; pour la classe ouvrière et les étudiants d'Uruguay ; pour les masses brésiennes elles-mêmes en lutte contre la barbarie militaire, l'exemple du prolétariat bolivien, engageant la lutte pour le pouvoir ouvrier sur son propre plan autour d'un organisme à caractère soviétique, ne pouvait être qu'un élément supplémentaire et décisif de radicalisation.

La portée de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir en Bolivie a dépassé cependant les limites de l'Amérique latine. Les événements de Bolivie s'intègrent dans le gigantesque combat engagé à l'échelle mondiale entre le prolétariat d'un côté et l'impérialisme et la bureaucratie de l'autre, et en sont devenus une composante centrale dans la dernière période.

La phase historique que nous vivons se caractérise non seulement par le fait que face à l'impérialisme et au stalinisme qui se disloquent la classe ouvrière possède l'initiative, mais encore que la lutte des classes pose la question centrale du pouvoir comme l'enjeu effectif des combats réels, posant aussi, par là même, la question des moyens que le prolétariat doit employer pour atteindre son objectif, c'est-à-dire établir la dictature du prolétariat.

La portée du processus révolutionnaire bolivien pour la lutte révolutionnaire mondiale du prolétariat tient au fait, précisément, que c'est dans cette voie que les travailleurs boliviens se sont engagés. Ils l'ont fait non plus de façon spontanée comme à Irbid, mais dans une situation où c'est l'intervention consciente du Parti Ouvrier Révolutionnaire (P.O.R.), qui leur a permis de se regrouper autour de l'Assemblée Populaire, dont la formation a marqué le début d'une situation de double pouvoir et le premier pas vers l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan, étape transitoire vers la dictature du prolétariat. Par cela même, les événements de Bolivie constituent dans l'immédiat l'expression la plus élevée de la lutte d'ensemble du prolétariat mondial dans le cadre de la période de l'imminence de la révolution.

Le fait que le prolétariat bolivien ait pu exprimer de façon si claire le processus où se trouve engagé aujourd'hui le prolétariat de tous les pays du monde,

a pour fondement l'intervention dans ses rangs, nourrissant et fécondant son combat et lui donnant une conscience toujours plus claire de ses objectifs, du parti révolutionnaire marxiste, c'est-à-dire trotskyste, de Bolivie, le Parti Ouvrier Révolutionnaire (P.O.R.), section du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Fondé et organisé sur la base du Programme de transition, programme de fondation de la IV^e Internationale, le P.O.R. était et demeure, de ce fait, le seul parti en Bolivie ayant inscrit à son programme la lutte pour le pouvoir soviétique et, par là même, susceptible de comprendre que :

« A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée (...) est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. » (1)

C'est de l'intervention du P.O.R. qu'ont par conséquent résulté la naissance, puis la tenue de l'Assemblée Populaire ainsi que l'organisation embryonnaire des milices et l'apparition des prémices du double pouvoir. C'est l'intervention du P.O.R. qui a assuré, à chaque étape, la conquête et la défense, pour le prolétariat, de son indépendance de classe face à la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie. C'est l'intervention du P.O.R. qui a permis au combat du prolétariat et des masses boliviennes contre la bourgeoisie compradore et l'impérialisme, d'acquiescer son caractère de combat classe contre classe. C'est son intervention qui a assuré jusqu'au bout le maintien du Front Unique du prolétariat avec ses organisations politiques et syndicales, dans la forme élevée au niveau du combat pour le pouvoir que ce Front Unique a revêtu dans le cadre de l'Assemblée Populaire, et qu'a créé cette situation où certaines organisations politiques de la petite-bourgeoisie ont pu venir se regrouper autour du prolétariat pour donner naissance à un Front Unique anti-impérialiste révolutionnaire véritable, parce que constitué sur la base de l'affirmation politique, par le prolétariat, de son hégémonie dans la lutte des classes.

La victoire du coup d'Etat de Banzer et Selich porte un coup au processus révolutionnaire en Bolivie et contraint le prolétariat bolivien à opérer aujourd'hui un important recul dans sa lutte pour le pouvoir. L'impérialisme a repris, pour un temps, le dessus en Bolivie, bien qu'il l'ait fait dans des conditions extrêmement précaires pour lui. D'un côté, en effet, le prolétariat bolivien n'a pas été écrasé. Il a été obligé de reculer, mais après avoir livré combat, et dans des conditions où l'intervention lucide de son avant-garde, le P.O.R., lui a permis d'opérer ce recul en bon ordre et d'éviter une décapitation ou une saignée qui hypothéquait l'avenir. De l'autre côté, son recul s'inscrit dans le contexte général d'une situation de montée du prolétariat à l'échelle mondiale et de dislocation de la domination de la bourgeoisie internationalement, c'est-à-dire une situation qui limite considérablement les conséquences et doit aider à abréger la durée de la victoire du régime de Banzer.

Aujourd'hui il importe que l'avant-garde révolutionnaire assimile les leçons du combat du prolétariat bol-

(1) Programme de transition : Les pays arriérés et le programme des revendications transitoires, Edition la Vérité (supplément au n° 544), p. 33. (Toutes les références ultérieures au Programme de transition seront faites par rapport à cette édition.)

vien et fasse en sorte que ces leçons deviennent un acquis pour le prolétariat mondial tout entier. Car l'expression de la lutte menée par le prolétariat bolivien pour le gouvernement ouvrier et paysan rend toute leur actualité aux leçons universelles de la révolution d'Octobre 1917. Dans le processus de la révolution bolivienne se sont trouvées concentrées non seulement l'aspiration qui est celle des travailleurs de tous les pays d'engager le combat pour leur propre pouvoir, mais aussi les leçons et les expériences sur les moyens et les méthodes pour y parvenir.

Le processus révolutionnaire bolivien a confronté le Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie à des responsabilités auxquelles jusqu'à présent nul autre parti trotskyste ne s'était trouvé confronté. L'examen de son intervention, de la politique qu'il a suivie se présente par là même comme un élément important de la progression politique des organisations et des groupes, membres ou sympathisants du Comité International.

L'assimilation des leçons du processus révolutionnaire bolivien constitue donc, à deux titres, l'une des formes que prend aujourd'hui le combat pour la construction du parti mondial de la révolution prolétarienne, instrument indispensable de la victoire du prolétariat de chaque pays, qui n'est autre que le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Aucune organisation trotskyste ne peut se désintéresser de ce combat. Les insuffisances ou les faiblesses que l'on peut relever dans l'intervention du P.O.R., dans le cadre d'une politique fondamentalement juste dans son orientation de fond, ne sont que le reflet du stade exact atteint dans le travail de reconstruction de la IV^e Internationale. Elles expriment le fait qu'à la suite de la crise de la IV^e Internationale en 1952-53, le P.O.R. a vécu pendant des années en marge de l'avant-garde trotskyste des autres pays. Une analyse insuffisante des causes et des conséquences de la crise pabliste, qui a été perçue avant tout au travers des contre-coups spécifiques qu'elle a signifiés pour le P.O.R. lui-même, sans que la portée internationale en soit saisie, a conduit le P.O.R. à se replier sur lui-même,

à ne pas assumer de responsabilités pendant toute une longue période dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale et à vivre longtemps, par là même, hors du seul cadre où sa direction et ses militants auraient pu confronter leur politique sur le plan de l'internationalisme prolétarien.

Inversement, ces faiblesses ont également traduit la capacité encore limitée que les autres organisations trotskystes ont eu d'apporter au Parti révolutionnaire bolivien toute l'aide politique et matérielle qui lui aurait été nécessaire, en particulier au moment où il s'est trouvé affronté aux tâches nouvelles résultant du développement d'une situation de double pouvoir.

Toute appréciation de l'intervention du P.O.R., faite d'un point de vue voulant ou prétendant se situer sur les positions de l'internationalisme prolétarien militant, c'est-à-dire combattant pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui n'intégrerait pas cette dimension des problèmes, s'en trouverait nécessairement diminuée ou faussée à un degré plus ou moins considérable.

Mais apprécier à quel point les conséquences de la destruction de la IV^e Internationale par Pablo, Frank, Maitan, Hansen, Mandel se sont fait sentir en Bolivie signifie nécessairement aussi, de la part de ceux qui se situent sur le terrain de l'internationalisme prolétarien qui n'est autre que celui de la compréhension de la nécessité de construire, au même titre que le parti révolutionnaire, l'Internationale comme outil indispensable de la révolution prolétarienne :

— d'une part, qu'ils redoublent leurs efforts pour qu'à une étape future, l'Internationale puisse se reconstruire en tant qu'organisation centralisée capable de se porter avec les forces politiques et matérielles qu'elle rassemble aux côtés de ceux qui se trouvent situés à un moment déterminé aux avant-postes du combat pour la révolution prolétarienne ;

— d'autre part — et en tant que dimension immédiate de ce combat — qu'ils resserrent les rangs autour du P.O.R., et défendent l'immense portée du combat qu'il a livré avec le prolétariat bolivien.

II. - Le processus révolutionnaire bolivien contraint chacun à choisir son camp dans la lutte des classes

La victoire de l'impérialisme et des forces les plus réactionnaires de Bolivie, ainsi que le recul du processus révolutionnaire qui en a résulté, ont été l'occasion des attaques les plus violentes contre le P.O.R. bolivien et contre l'Assemblée Populaire dont il fut l'inspiration et le moteur.

Ces attaques contre le P.O.R. et l'Assemblée Populaire, ainsi que l'effort pour discréditer et calomnier les trotskystes boliviens et obscurcir les problèmes en jeu, sont menés par les différents courants politiques selon des formes et avec des arguments avancés en relation avec la disposition des forces politiques, expression des forces de classe en lutte.

Selon les uns, la politique du P.O.R. et la formation de l'Assemblée Populaire aurait permis le coup d'Etat en sapant le pouvoir du gouvernement Torres ; selon les autres, elles auraient préparé la défaite en servant au contraire de couverture de gauche à Torres et en le protégeant des coups des masses. Tous sont néanmoins d'accord pour se retrouver sur un point : c'est le P.O.R. qui a été le principal artisan de la victoire du coup d'Etat, c'est sur lui que pèse l'essentiel des responsabilités.

1) Le stalinisme

D'un côté le P.O.R. est accusé, principalement par l'appareil du stalinisme, d'être responsable de la contre-révolution pour avoir dégagé le prolétariat bolivien et ses organisations d'une position de subordination à l'égard de Torres, et mené avec succès le combat pour que les masses s'organisent sur leur propre plan, en vue de la lutte pour leur propre pouvoir, le pouvoir ouvrier. L'argument, tel que le présente, pour ne prendre qu'un exemple, le stalinien français Georges Fournial, l'un des agents spécialisés de la bureaucratie du Kremlin pour les questions latino-américaines, est simple (2). Il repose entièrement sur la tentative de justifier la politique de subordination du prolétariat au nationalisme petit-bourgeois dont le « fondement théorique » est la théorie de la révolution par étapes, et aussi de défendre a contrario la politique suivie.

Le point de départ de l'argumentation stalinienne,

(2) G. Fournial : « Bolivie, pourquoi cette victoire de la réaction impérialiste ? », *France Nouvelle* n° 1346, 31 août, 6 septembre 1971, p. 18.

c'est que, sous le « régime nationaliste » de Torres, la Bolivie avançait sur la voie de la « démocratie et du progrès », ou, en d'autres termes, que le gouvernement bourgeois « progressiste » de Torres était capable d'assurer la satisfaction des revendications des masses sans rompre le cadre des rapports de propriété capitalistes et des relations de subordination à l'égard de l'impérialisme yankee, c'est-à-dire sans briser l'appareil d'Etat bourgeois. Dans ces conditions la seule perspective que le prolétariat et ses organisations devaient se fixer était celle du soutien inconditionnel à Torres. Ne s'étant pas engagé dans cette voie, mais ayant ouvert la voie vers le pouvoir de la classe ouvrière, vers le gouvernement ouvrier et paysan, le prolétariat et ses organisations portent, selon l'appareil stalinien, la responsabilité de la contre-révolution fasciste.

« Le crime — écrit Fournial — est certes pour l'essentiel celui des réactionnaires, fascistes et autres et son bénéficiaire est l'impérialisme U.S. ; mais il y a d'autres responsabilités ; en fait, si la paysannerie n'a que dans une très faible mesure soutenu le régime nationaliste de Torres, et moins encore les classes moyennes en général, n'est-ce pas à cause des impatiences, des stridences, des gesticulations ultra-révolutionnaires et de l'agitation entretenue par les dirigeants syndicaux trotskystes, par les petites bandes maoïstes et même par les gauchistes de la "démocratie chrétienne" ? »

En s'exprimant ainsi, le stalinien Fournial a recours à la pratique classique de l'amalgame de façon à tenter d'effacer la délimitation qui s'est établie, de la manière la plus nette possible, entre la politique que le P.O.R. a menée sur la ligne du Front Unique et la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan au travers de la constitution de l'Assemblée Populaire, et la politique préconisée par les gauchistes décomposés sur la ligne guérillériste menée derrière le dos des masses.

Le procédé vise à brouiller les cartes et préparer ainsi le fond de l'attaque des staliens qui a pour objet l'Assemblée Populaire dont le P.O.R., reconnaît Fournial, fut effectivement l'inspirateur. « L'Assemblée Populaire installée à La Paz, sans pouvoir réel mais imposée au général Torres par les dirigeants trotskystes de la Centrale Ouvrière Bolivienne entourée de "Gardes Rouges" spectaculaires et légiférant, n'a-t-elle pas nourri des illusions d'une part sur le "pouvoir ouvrier" et d'autre part les campagnes réactionnaires alors aisément déchainées sur le "Soviet suprême de La Paz" ? »

Le « responsable », l'ennemi, pour le stalinisme, c'est en effet l'Assemblée Populaire, ce sont les soviets, le gouvernement ouvrier et paysan, la dictature du prolétariat, en un mot la lutte pour l'émancipation des travailleurs au travers de l'action politique propre de ceux-là. Voilà « l'impatience, la stridence, la gesticulation » dont sont responsables les trotskystes !

L'inacceptable pour l'appareil international du Kremlin, c'est que la classe ouvrière bolivienne se soit organisée sur son propre terrain, pour ses propres intérêts : c'est que le P.O.R. soit parvenu à défendre le Front Unique ouvrier, noyau militant et dirigeant du Front Unique anti-impérialiste jusqu'au bout, et à créer un cadre de mobilisation unie du prolétariat que l'appareil du P.C. bolivien, malgré toutes les injonctions qu'il a reçues, n'est pas parvenu à briser : c'est que les masses boliviennes aient pu suivre aussi loin qu'elles l'ont fait la voie du prolétariat russe, de la révolution d'Octobre.

Car dans les explications de Fournial il y a un grand absent : le P.C. bolivien, dont le rôle — et pour cause — n'est jamais expliqué. « Parti faible, incapable de résister à la démagogie trotskyste », expliquera par la suite un commentateur des *Izvestia*. Non ! Parti dont la pratique, tout simplement, permet de vérifier dans

les faits l'exactitude de l'analyse faite précédemment par l'O.C.I. sur la base de l'analyse historique, c'est-à-dire simultanément la vulnérabilité des P.C. par rapport à une politique menée de façon conséquente sur la ligne du Front Unique Ouvrier grâce à l'influence désagregatrice que cette politique peut exercer par rapport à l'emprise de l'appareil sur les cadres moyens et les militants du P.C., mais aussi la capacité que l'appareil possède de suivre très loin les masses dans leur évolution vers la gauche, dans le but d'en reprendre à une étape ultérieure le contrôle. C'est ainsi que le fait, par exemple, que le 20 août, des militants du P.C. bolivien soient venus offrir au P.O.R. une partie des armes en leur possession bien qu'il possède une très grande portée, ne signifie en aucune manière que l'appareil stalinien en Bolivie avait perdu toute possibilité de porter encore des coups traitres aux masses.

Il faut comprendre, d'autre part, que les attaques de Fournial répondent aux exigences mêmes de la situation à laquelle bien d'autres sections nationales de l'appareil international du Kremlin s'apprentent à faire face ailleurs. C'est parce que l'appareil sait qu'en France et dans d'autres pays la poussée révolutionnaire des masses peut le contraindre à faire un virage loin à gauche afin, au besoin, de « trahir les soviets au nom des soviets », qu'il est obligé de rappeler à ses militants à propos de la Bolivie quelle est sa position de fond, et attaquer de façon acharnée l'Assemblée Populaire et les trotskystes.

L'analyse de Fournial a été reprise par les organes officiels de l'appareil stalinien dans tous les pays, en premier lieu en Amérique latine. Il ne saurait en être autrement. Malgré le revers qu'il a subi, l'exemple du prolétariat bolivien — luttant pour son propre pouvoir, déterminé à arracher la direction de la société et à mener à bien par ses propres méthodes les tâches démocratiques-bourgeoises non accomplies et la libération du pays du joug de l'impérialisme — est un exemple explosif. Il met directement en cause la politique de subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie imposée par le P.C. à tous les autres prolétariats. Il sert de contrepoint à l'« expérience » chilienne où le P.C. met tout en œuvre pour que le mouvement des masses ne parvienne pas à briser les cadres de l'Etat bourgeois. Il ouvre la voie à l'avant-garde prolétarienne dans tout le continent.

2) « Lutte Ouvrière »

L'attaque stalinienne contre l'Assemblée Populaire et le P.O.R. sert de contrepoint à la critique prétendument « gauche » qui consiste à accuser le P.O.R. d'avoir, au contraire, servi d'appui au gouvernement de Torres, de lui avoir fourni une caution et une couverture de gauche, d'avoir propagé et nourri des illusions de type réformiste.

Cet argument est développé avec plus ou moins de subtilité selon les traits spécifiques de chacun des courants petits-bourgeois qui le formule.

C'est ainsi que le groupe *Lutte Ouvrière* tout d'abord, saisit l'occasion que lui fournit le coup d'Etat bolivien, pour étaler d'un côté son ignorance affligeante — et son mépris — de l'histoire de la lutte des classes en Bolivie (qui n'est rien d'autre que l'expression des cadres nationaux bornés que ce groupe a donné de tous temps à son prétendu « trotskysme »), et pour réaffirmer de l'autre des positions traditionnelles d'hostilité à toutes les formes d'organisation propres que le prolétariat se donne aux différentes étapes de sa lutte (3).

(3) « Bolivie : Nouveau coup d'Etat militaire », *Lutte Ouvrière* n° 156, 24-30 août 1971, p. 5.

L'objet principal de l'attaque de *Lutte Ouvrière* est, tout comme pour les stalinien, l'Assemblée Populaire. Dans le cas présent, l'attaque est préparée par une accumulation de contre-vérités à l'égard de la Centrale Ouvrière Bolivienne. *Lutte Ouvrière* affirme :

« Depuis octobre 1970, toute la politique de la C.O.B. et de Lechin, son leader, a consisté à couvrir sur la gauche le régime de Torres. La Centrale syndicale bolivienne est d'ailleurs habituée à cautionner de tels régimes. Lechin lui-même a été vice-président de la République pendant une dizaine d'années et a complaisamment fermé les yeux sur nombre de crimes de Paz Estenszoro. En contrepartie, la bureaucratie syndicale a obtenu quelques concessions importantes, notamment des postes dans l'industrie minière nationalisée, une station émettrice de radio, le droit de posséder un service d'ordre en armes, etc. »

La réaffirmation des positions traditionnelles d'hostilité aux syndicats qui constitue l'un des « label de qualité » du groupe *Lutte Ouvrière* tourne, dans le cas présent, à la calomnie.

Pratiquant à son tour l'amalgame entre les moyens de corruption dont le M.N.R. usa après la révolution de 1952 pour corrompre la bureaucratie syndicale (les postes dans l'industrie nationalisée) et les expressions véritables du droit à l'organisation indépendante que le prolétariat a arraché par ses luttes et sans lequel la classe n'a aucun moyen d'engager la lutte pour ses objectifs propres, le rédacteur de *Lutte Ouvrière* montre qu'il ignore tout du cours de la lutte des classes en Bolivie, de la naissance de la C.O.B., de la manière dont les « concessions » dont il parle avec tant de mépris ont été payées par le prolétariat bolivien de son sang. Ce n'est qu'à son propre combat que le prolétariat doit son droit à l'organisation, par son propre combat qu'il a arraché, à différents moments de la lutte, des armes avec lesquelles les masses organisèrent leurs milices armées. Il s'agit de conquêtes durement acquises, que seule la lutte acharnée des travailleurs sous les régimes bourgeois successifs a permis de sauvegarder. C'est d'elles que le prolétariat bolivien tire sa force, ainsi que la capacité de résistance à la répression dont il a fait preuve à maintes occasions et qui ne relève nullement d'un quelconque trait national plus ou moins mystérieux.

L'attaque contre la C.O.B. et les syndicats a pour but de préparer le terrain pour attaquer l'Assemblée Populaire et permettre à *Lutte Ouvrière* d'écrire :

« La fameuse Assemblée Populaire, créée le 22 juin à La Paz, avec la neutralité bienveillante de Torres et présentée comme le "premier soviet d'Amérique latine", n'a été que le hochet avec lequel Torres et Lechin ont amusé leurs alliés de gauche un peu trop turbulents à leur goût. L'Assemblée Populaire était étroitement contrôlée par la C.O.B. et le P.R.I.N., le Parti de Lechin, et elle se garda bien d'empiéter en quoi que ce soit sur les prérogatives du pouvoir. Et ce n'est guère la présence en son sein de deux délégués trotskystes et de deux maoïstes (sur 221 membres) qui s'évertuaient à réclamer que cette Assemblée se transforme en organe de double pouvoir, qui changeait quoi que ce soit à sa nature factice. »

Lorsque le stalinien Fournial attaque l'Assemblée Populaire et tente de tourner en dérision sa prétention légitime à avoir été le premier soviet d'Amérique latine, il porte cette attaque en connaissance de cause, d'une manière qui montre sa conscience du danger que la bureaucratie du Kremlin a couru de voir s'instaurer en Bolivie le pouvoir de la classe ouvrière fondé sur ses organes soviétiques propres.

L'attaque de *Lutte Ouvrière*, tout au contraire — qui le conduit pourtant à se situer du même côté de la barricade que les stalinien — est fondée sur l'ignorance la plus profonde — ignorance quant aux faits, ignorance politique quant à la nature des organes soviétiques — à laquelle se mêle plus ou moins consciemment l'effroi du petit-bourgeois populiste face à une situation où la classe ouvrière a entrepris de prendre son sort entre ses propres mains.

Mais ce n'est pas tout. Alors que ce sont au moins 10 000 travailleurs et jeunes qui se sont rendus le 20 août au stade Siléi à La Paz pour se mettre sous les ordres du commandement militaire de l'Assemblée Populaire et 12 000 mineurs qui ont fait route vers Oruro pour affronter l'armée, une fois encore l'ignorance et la hargne conduisent *Lutte Ouvrière* à expliquer à propos des combats de La Paz et d'Oruro que :

« Le moins qu'on puisse dire, en se référant aux quelques informations données par la presse et la radio, c'est que la classe ouvrière bolivienne ne s'est guère levée pour défendre une assemblée qui était censée être la sienne. Et il semble bien que seul le service d'ordre de la C.O.B. (baptisé "milices ouvrières" en la circonstance) ait pris part aux combats. Ce qui explique sans doute en partie la progression fulgurante des troupes insurgées. »

3) La Ligue Communiste

Sur ce point — mais il s'agit du seul — le groupe *Lutte Ouvrière* est suivi par la Ligue Communiste de Krivine. L'hebdomadaire *Rouge* se plaît à souligner lui aussi « qu'il a suffi de deux ou trois jours de combats pour que les forces militaro-fascistes mènent à bien leurs coups contre-révolutionnaires » (4), comme si le fait essentiel n'était pas précisément que les combats aient eu lieu, en dépit des conditions dramatiquement inégales de l'affrontement sur le plan militaire, démontrant la volonté de milliers de travailleurs et de jeunes — l'avant-garde de la classe ouvrière — de prendre les armes contre l'ennemi de classe. Mais pour le reste, la Ligue Communiste qui occupe une toute autre place dans l'échiquier politique et ne peut se permettre d'adopter des positions aussi clairement irresponsables et ignorantes que *Lutte Ouvrière* est contrainte de procéder de façon beaucoup plus nuancée, n'hésitant pas pour le faire à réajuster sérieusement certaines de

ses affirmations antérieures dans sa tentative pour attaquer le P.O.R.

Le premier ajustement concerne le P.O.R. lui-même : d'une situation où tout au long des mois précédents le P.O.R. était représenté comme un misérable « groupuscule », on saute tout d'un coup à un état de choses où son influence est telle que sa responsabilité dans le cours des événements devient déterminante.

Le second ajustement concerne l'Assemblée Populaire elle-même : présentée dans le numéro 114 de *Rouge*, dans un article de Gonzales Moscoso daté d'avril, comme « guère plus qu'une sorte de Parlement national », elle se voit promue dans le numéro du 6 septembre de l'organe de la Ligue Communiste, article signé A. Toussaint, au rang de l'« organe central de représentation des masses » ; le même article précise qu'« elle constitue une expérience incomparable... pour les masses, par son existence même, quelles que furent ses limites, elle a montré le chemin du gouvernement ouvrier et paysan ». La nécessité d'un réajustement

(4) *Rouge*, n° 122, 6 septembre 1971, p. 8.

fondamental sur la question de la nature de l'Assemblée Populaire amène même Toussaint à écrire que ses amis boliviens du groupe Gonzales voyaient « dans ce type soviétique de représentation des masses le levier irremplaçable pour mener la lutte à marches forcées pour la construction de l'Armée Populaire et d'une direction politique unifiée... »

Sans doute était-ce faire là une concession par trop importante aux positions trotskystes, conduisant Charles Michaloux à revenir sur les positions de Toussaint et à écrire dans *Rouge*, n° 126 du 2 octobre 1971 :

« Assimiler l'Assemblée Populaire à un soviétisme comme l'a régulièrement fait Lora était une véritable mystification. Créée par les directions bureaucratiques de la C.O.B., du P.R.I.N., du P.C. et également du P.O.R. - Lora, ce n'était en rien une structure issue des masses et contrôlée par elles : elle eût pu le devenir. »

S'exprimer ainsi c'est faire preuve d'une profonde ignorance de ce que sont les soviets, des nécessités auxquelles ils répondent et donc la manière dont ils se forment et peuvent être dirigés au moment de leur formation. Nous y reviendrons par la suite.

Les oscillations de la Ligue sont une chose, les positions de Gonzales une autre. A celui-ci, il faut au moins rendre cette justice ! il n'a jamais vu dans l'Assemblée Populaire ce que Toussaint voulait y voir. Dans son article déjà cité d'avril, il écrivait que les militants de son groupe « ne se font pas d'illusions ; ils utilisent l'Assemblée Populaire comme un porte-voix, comme une tribune, c'est tout », car, « L'Assemblée Populaire n'est guère plus qu'une sorte de Parlement national où sont représentés les secteurs sociaux les plus importants (...) et s'est vu "accorder" un statut officiel par Torres. »

Encore peu habituée, semble-t-il, aux zig-zags de la Ligue Communiste, *Lutte Ouvrière* paraît avoir pris pour argent comptant ce que les amis de Krivine expliquaient au moment où il leur fallait combattre contre l'Assemblée Populaire en tant qu'« organe à caractère soviétique », avant d'en découvrir, après le coup d'Etat, la signification. Donc plus « sérieuse » elle, la Ligue a, comme tant de fois, « rectifié la ligne » : le P.O.R. de Lora n'était pas un groupuscule, mais un parti susceptible d'influencer de façon déterminante les événements ; l'Assemblée a effectivement été un type soviétique de représentation des masses, « le levier irremplaçable » dans la voie de la lutte pour le pouvoir.

A partir de là, la position de la Ligue Communiste est extraordinairement défensive. Dans l'article de Toussaint, en dehors d'une affirmation qui relève de la pure calomnie tellement elle se trouve en contradiction avec la suite de son analyse, à savoir que « le général Torres reçut le pouvoir des mains du commandement politique formé par la direction de la C.O.B. avec certaines organisations politiques dont le P.C. pro-Moscou, le P.O.R. de Lora, le M.N.R. et "quelques autres" » — c'est-à-dire le P.C. pro-chinois et le groupe

petit-bourgeois « Espartaco » que *Rouge* préfère ménager, bien naturellement —, la Ligue est contrainte de concentrer l'ensemble de ses batteries sur un seul point : au sein de l'Assemblée, le P.O.R., en alliance avec le P.C. bolivien, aurait fait bloc contre les « véritables révolutionnaires » et interdit que soient posés les problèmes de l'armement du prolétariat. C'est sur ce point que Michaloux concentre son attaque : pétri « d'illusions réformistes », le P.O.R., à l'instar du P.C. bolivien, aurait cru que l'affrontement militaire pouvait être évité, ne se serait pas armé lui-même et n'aurait armé le prolétariat. Il se serait comporté en « parfait conciliateur » et serait le principal responsable du fait que la classe ouvrière se soit vue contrainte de tenter de parer au coup d'Etat, pratiquement désarmée (5).

La démarche défensive de la Ligue, sa retraite à reculons, traduisent la réalité même de la situation bolivienne. Michaloux dans cette affaire se fait le porte-parole « sophistiqué » des positions propres à l'ensemble des courants aventuristes-gauchistes, petits-bourgeois latino-américains auxquels Maitan, Mandel et la Ligue, avec la résolution qu'ils ont imposée lors de leur « congrès mondial » de 1969, ont donné l'aval officiel du prétendu « Secrétariat Unifié » de la IV^e Internationale.

Or, de même que le stalinien Fournial se voit contraint de concentrer tous ses tirs sur l'Assemblée Populaire et les trotskystes sans être capable de leur opposer à aucun moment l'intervention sur une autre ligne du P.C. bolivien, pour la bonne raison que celui-ci avait été forcé d'accepter le cadre de l'Assemblée et de s'aligner à plusieurs reprises sur les positions du P.O.R., les « ajustements » successifs de la position de la Ligue sont l'expression du fait que les organisations gauchistes n'ont, pas plus que le P.C., pu échapper au cadre contraignant de l'Assemblée et ont dû subir tout le poids de l'affirmation par le prolétariat, au travers de cet organisme, de son hégémonie dans la lutte des classes.

C'est ce fait — et la grave défaite politique que le gauchisme a subie en Bolivie au sein du prolétariat, qui l'a contraint à n'être qu'un acteur de second ou troisième plan dans les événements — que Michaloux cherche à escamoter. Pour ce faire, il se replie, à l'instar des pro-chinois, du M.I.R. et des guerrilléristes de tout poil, sur les seules positions que le prolétariat leur a laissé — et cela pour une brève étape seulement, soyons-en rassurés — la possibilité d'occuper, à savoir la question de l'armement du prolétariat considérée comme une chose en soi.

Le problème de l'armement est un problème fondamental dont il sera longuement question plus loin. Il ne peut pas être abordé selon la méthode qui est celle de la Ligue, mais doit être situé dans le cadre d'une analyse d'ensemble des rapports politiques entre les classes dont les composantes dépassent les limites de la seule Bolivie.

4) La Workers League et la S.L.L.

C'est dans ce contexte, et alors que le P.O.R. se trouve confronté à cette attaque sur tous les fronts, que les directions du groupe Wohlforth et de la S.L.L., membres du Comité International au même titre que le P.O.R., ont choisi de porter à leur tour publiquement à l'encontre du P.O.R. des accusations, dont la gravité a dépassé de loin celles de la Ligue Communiste et dont l'objectif a été de tenter d'accentuer l'isolement du P.O.R., de le salir, de le frapper à terre, de le livrer à ses ennemis, en même temps que de porter

de graves coups au travail même de reconstruction de la IV^e Internationale.

Les principaux termes de l'accusation sont formulés de la manière suivante :

« Lora, en collaboration avec les staliniens boliviens et avec l'accord des pablistes en Bolivie et à l'échelle internationale, s'est abstenu d'engager à un moment quelconque la lutte pour le renversement

(5) *Rouge*, n° 126, 2 octobre 1971, pp. 8-10.

du régime militaire de Torres. C'est ainsi qu'il a servi, ensemble avec le reste de l'Assemblée Populaire, de couverture de gauche pour Torres, tandis que les éléments de droite de l'armée de Torres ont préparé et finalement mené à bien leurs coups.» Et encore :

« Avec la montée de Torres au pouvoir et l'apparition de l'Assemblée Populaire, les vieilles positions de Lora ressurgissent. Une fois de plus, le pays est confronté avec une situation de double pouvoir et la possibilité d'une guerre civile. Une fois de plus, Lora refuse de faire face à la situation, de se poser la nécessité de rompre avec Torres, de former un gouvernement ouvrier-paysan, d'en découdre directement avec l'ensemble des secteurs de l'armée et du capitalisme. » (6)

En cela, Lora et la direction du P.O.R. n'auraient fait que poursuivre une « évolution commencée il y a plus de dix ans (...) évolution moins connue que celle du L.S.S.P. à Ceylan (...) mais non moins traître et importante que la sienne ».

Dans le second article de Wohlforth, le P.O.R. est accusé

« d'avoir conçu l'Assemblée Populaire comme un front unique et son rôle à l'intérieur de ce front unique comme celui d'en influencer le cours, mais en lui subordonnant le rôle indispensable du parti (...). Une approche marxiste eût été de prendre comme point de départ la position de refus d'appuyer le gouvernement Torres, de lutter pour faire tomber ce gouvernement, et de lutter pour en finir avec l'appui de l'Assemblée Populaire à Torres, et sa domination par les staliniens et Lechin. Lora a procédé différemment concentrant tout sur l'obtention de l'assentiment du "front unique" à toute une série de résolutions politiques et de propositions.

« Les staliniens et Lechin étaient d'accord pour voter toutes espèces de propositions pour peu que dans la vie politique concrète elles ne signifient pas le heurt avec Torres. C'est ainsi que le P.O.R. s'est trouvé dans la situation de dominer politiquement l'Assemblée Populaire sous la forme de déclarations et de proclamations, tandis que le rapport politique réel était celui de la domination de Lechin et des staliniens et de leur collaboration avec Torres, le P.O.R. fournissant à tout cela une couverture gauche.

« Comme expression de cette politique liquidationniste, le P.O.R. n'a mené que le minimum d'activité indépendante de l'Assemblée Populaire et des syndicats. Son journal ne paraissait que tous les quinze jours malgré sa reconnaissance de la situation révolutionnaire et il faisait peu de meetings indépendants, lançait peu de tracts, etc. En réalité, le P.O.R. avait une grande influence et autorité en particulier chez les mineurs, mais presque aucun appareil ou structure de parti à l'aide duquel mener une lutte indépendante pour diriger la classe. Tout se faisait au travers de l'Assemblée Populaire et des syndicats. La démarcation nette entre le trotskysme et le bloc stalinien-nationaliste ne fut pas établie au couteau. Enfin, alors que Lora, reconnaissant au moins six mois avant le coup d'Etat de Banzer la menace d'un coup d'Etat de droite, réclama avec urgence l'armement des travailleurs, la question en fut laissée là. Aucune mesure ne fut prise pour armer les travailleurs. Les militants du P.O.R. eux-mêmes n'étaient pas armés. Aucune agitation indépendante de l'Assemblée Populaire ne fut menée sur cette question. Aujourd'hui, on voit clairement pourquoi. Lora s'attendait à ce que Torres donne lui-même les armes ! (...).

« Lora et le P.O.R. n'ont jamais réellement dépassé une position de soutien critique à Torres, contenue dans les résolutions de l'Assemblée Populaire votées par le P.O.R. lui-même et dans sa position de recherche des armes dans le seul but de défendre Torres. » (7)

Ces attaques s'apparentent à celles de la Ligue, mais les dépassent en gravité de façon qualitative. D'un côté Wohlforth et la S.L.L., qui est le véritable instigateur de ces attaques, passent complètement à côté de la question fondamentale, que même la Ligue pabliste s'est pourtant vue contrainte d'aborder, à savoir le caractère soviétique de l'Assemblée Populaire, et par là même la portée — ne fût-ce qu'objective — du combat que le P.O.R. a mené pour sa constitution. De l'autre Wohlforth et la S.L.L. franchissent un pas qu'aucune organisation pabliste n'avait osé franchir : brandir l'accusation de trahison consciente, établir une relation entre le P.O.R. et le L.S.S.P. de Ceylan, dont les dirigeants ont siégé au gouvernement et collaboré aux agressions les plus violentes contre les masses au compte de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Il est des moments où les questions de méthode, la façon d'aborder les problèmes et d'engager les discussions ont pour conséquence de conduire les organisations hors de la voie du marxisme.

Telle a été la portée de l'attaque publique lancée par Lévi contre la direction du Parti Communiste Allemand au lendemain de l'action de mars 1921. « Même si Paul Lévi avait raison à 90 % dans ce qu'il affirme concernant l'offensive de mars, il serait encore passible d'exclusion du parti parce que, par son action dans les circonstances données, il a frappé le parti dans le dos » déclarait le Comité Exécutif de l'I.C. en confirmant l'exclusion de Lévi du Parti Communiste Allemand. Partageant de son côté effectivement à 90 % l'appréciation de Lévi sur le fond, Lénine déclarait néanmoins que par la forme et le moment qu'il avait choisi pour défendre ses positions Lévi s'était « jeté sur le parti comme une bête féroce et l'a déchiré » (8). De fait, à partir de sa façon d'aborder la discussion, Lévi a effectivement évolué hors de la voie du marxisme.

Il en a été de même, dans des circonstances différentes, lorsqu'un peu plus tard, de 1923 à 1925, les méthodes du groupe Zinoviev, au-delà des divergences politiques en présence, mais les incluant, allaient fortifier le courant stalinien dans le Parti bolchevique, contre la première opposition dirigée par Trotsky.

Si le groupe Wohlforth et la S.L.L. avaient formulé leurs positions dans un document interne et engagé avec le P.O.R. lui-même, comme avec l'ensemble des autres sections membres du Comité International, la discussion quant à la stratégie et l'intervention du P.O.R., l'O.C.I. aurait combattu ces positions avec la plus grande vigueur, mais sans être obligée de caractériser en plus la politique de ces deux organisations à partir de la manière dont elles ont porté leurs attaques contre le P.O.R.

Il est clair tout d'abord, ainsi que l'O.C.I. l'a déjà expliqué brièvement dans la déclaration qu'elle a faite le 21 novembre en réponse à l'action scissionniste de la S.L.L., que les positions de Wohlforth et de Healy ont pour caractéristique principale de passer radicalement à côté de l'élément essentiel du processus révolutionnaire bolivien et de l'action du P.O.R., c'est-à-dire la constitution de l'Assemblée Populaire. Cette incompréhension est évidemment en étroite relation avec les attaques que Wohlforth et la S.L.L. portent à l'encontre

(6) Bulletin, Weekly Organ of the Workers League n° 209, 30 août 1971, p. 13.

(7) Bulletin, n° 213, 27 septembre 1971, p. 7.

(8) P. Broué, La révolution allemande, Paris, 1971, Editions de Minuit, p. 509.

de la politique du front unique — non seulement dans le cas bolivien, mais aussi de façon beaucoup plus générale. Elle exprime une conception des relations entre parti et masses qui n'a rien à voir avec le marxisme, qui est une pure caricature des positions de Lénine.

Dans la conception de la S.L.L., la construction du parti révolutionnaire est totalement coupée du processus que Marx nomme dans le *Manifeste* celui de « la constitution des prolétaires en classe » qui culmine dans la « conquête du pouvoir politique par le prolétariat ».

Pour Healy, Banda et Wohlforth, les marxistes ne sont pas des militants qui, pour citer le *Manifeste* de nouveau, « n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat... (qui) ... n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier » (et qui...) « ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

1° dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et commun à tout le prolétariat.

2° Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité » (*Manifeste du Parti communiste*, chapitre II).

Pour Healy, Banda et Wohlforth, les marxistes seraient les détenteurs des vérités métaphysiques de la « philosophie marxiste », ce qui leur conférerait le droit, comme ils le reconnaissent sans peine, de présenter des ultimatums, non seulement aux autres courants politiques du mouvement ouvrier, mais aux travailleurs eux-mêmes. C'est ainsi que dans leur conception le parti serait quelque chose qui pourrait se construire totalement en marge de la classe ouvrière et en dehors du mouvement historique de sa lutte pour s'organiser en classe indépendante face à la bourgeoisie.

Cette conception mécaniste et ultimatisée de nature idéaliste et petite-bourgeoise des relations entre parti et masses, où les questions tenant à l'appareil et à la structure organisationnelle du parti deviennent des choses traitées en soi, indépendantes du mouvement d'ensemble du prolétariat pour se constituer en classe, conduit Healy et Wohlforth à des erreurs d'appréciation politique dont la portée pourrait être dramatique si la critique la plus impitoyable n'en était pas faite dans les rangs trotskystes.

Dans les trois articles qu'il a écrit sur la Bolivie (les deux parus dans le *Bulletin*, plus sa présentation de l'édition espagnole de ces textes) Wohlforth reprend de façon systématique une idée centrale qui commande finalement toute son appréciation. Il écrit :

« En Bolivie, comme à Ceylan, il est clair que si cela avait eu lieu plus tôt (c'est-à-dire la bataille pour la clarification théorique des confusions dans les rangs trotskystes) la révolution socialiste aurait pu avoir lieu. Dans tous les pays il n'y a pas d'autres moyens d'aborder la crise de la direction révolutionnaire. C'est cette crise qui est maintenant la crise de l'humanité. Il s'agit d'une crise immédiate. » (9)

Non satisfait de se refuser à intégrer dans son appréciation de l'intervention du P.O.R., le stade exact où se trouvait le travail de reconstruction de la IV^e Internationale en 1971, ou à faire état de la manière dont toute aide politique (et matérielle) a été refusée au P.O.R. par la Workers League comme par la S.L.L., Wohlforth nous conduit, avec ces quel-

ques lignes, dans un monde où, soudain, comme par enchantement, l'obstacle contre-révolutionnaire du stalinisme disparaît de même que celui de la social-démocratie, de même que celui des courants centristes subordonnés à l'appareil du Kremlin, qui en Amérique latine, ont pourtant le visage non négligeable du castrisme.

Non, ce serait là des problèmes apparemment résolus dans toute l'Amérique latine (mais pourquoi là, et non ailleurs, et non aux Etats-Unis, S.V.P., Wohlforth ?). En ce qui concerne la Bolivie en tout cas, Wohlforth est formel : là la crise de la direction révolutionnaire se réduirait à une affaire interne aux rangs trotskystes. C'est dans les rangs trotskystes que, selon Wohlforth, se trouverait désormais ce que le *Programme de transition* désigne comme étant « le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est-à-dire le caractère opportuniste de la direction prolétarienne, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, le lien traître qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie » (9).

C'est là, faire bien rapidement et audacieusement, faire bon marché des extraordinaires moyens dont la bureaucratie stalinienne du Kremlin, de même que la bureaucratie chinoise, disposent pour trahir les masses ; de la force considérable que possèdent également les appareils sociaux-démocrates et dans certains cas les organisations petites-bourgeoises centristes ! Mais c'est aussi aborder les problèmes de la reconstruction des partis révolutionnaires dans chaque pays de façon totalement idéaliste et petite-bourgeoise.

La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne se comprend pas en dehors du mouvement historique de la classe ouvrière pour se libérer de l'emprise des appareils traîtres, mouvement qui n'est autre que celui de la lutte qu'il lui faut mener pour surmonter les conséquences des défaites qu'elle a subies, à l'intérieur de ses propres organisations, au cours de son propre passé, c'est-à-dire de la lutte qu'il lui faut mener pour régler ses comptes avec sa propre histoire.

Ceci étant, il est obligatoire que les immenses problèmes politiques qui accompagnent nécessairement un processus d'une telle ampleur et d'une telle portée se soient toujours réfractés jusque dans les rangs trotskystes et que la IV^e Internationale ait été de façon répétée, et soit aujourd'hui de nouveau, à la fois le terrain et l'enjeu de la lutte des classes. L'évolution de Healy, Banda et Wohlforth constitue la meilleure preuve qui soit qu'effectivement la crise de la direction révolutionnaire ne s'arrête pas aux portes du Comité International et qu'elle intègre, ce qui ne veut pas dire qu'elle s'y concentre et encore moins qu'elle s'y réduit, les problèmes d'orientation dans la lutte des classes de l'avant-garde trotskyste.

C'est là l'une des raisons fondamentales qui font que l'O.C.I. se refuse absolument à cautionner en quoi que ce soit l'acte scissionniste du 24 octobre 1971 et le refus proprement intolérable, sans le moindre précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier, que la S.L.L. et la Workers League opposent au développement de la discussion politique dans les rangs du Comité International. L'enjeu de ce débat intéresse toute l'avant-garde ouvrière parce qu'il s'intègre précisément dans cette lutte que la classe ouvrière a engagée pour se libérer de l'emprise de son propre passé.

Mais ceci ne signifie pas faire litière du stalinisme et du centrisme. La méthode petite-bourgeoise, idéaliste de Wohlforth le conduit à défendre une conception au terme de laquelle la responsabilité de la victoire du coup d'Etat de Banzer repose en définitive, essentiellement, sinon exclusivement, sur les épaules du P.O.R. et se présente comme la conséquence soit

(9) *Programme de transition : Le prolétariat et ses directions*, p. 10.

d'erreurs, soit (position de Wohlforth lui-même) de trahisons de sa part.

Aux camarades qui ne suivraient pas Wohlforth jusque-là, mais qui considéreraient — plus ou moins consciemment, en partant de la même méthode — que s'il y a eu victoire du coup d'Etat, il y a eu tout au moins des erreurs plus ou moins graves de la part du P.O.R., l'O.C.I. lance la plus sérieuse mise en garde.

L'O.C.I. dit : il est impossible et il est radicalement faux politiquement d'abstraire la situation bolivienne de la situation mondiale. Le problème de la direction révolutionnaire fût-il résolu en Bolivie — ce qui n'était pas le cas, car le P.O.R. n'était pas et n'a jamais prétendu être la direction incontestée du prolétariat bolivien —, encore demeurerait-il entier à l'échelle mondiale, et pour ce qui concerne directement la Bolivie, à l'échelle latino-américaine.

Faire abstraction du poids qu'a représenté dans l'issue de la situation bolivienne le fait qu'au Chili le prolétariat et les masses soient encore sous le contrôle d'Allende et du P.C. chilien ; qu'au Pérou le P.C. lie les mains aux masses péruviennes face à la junte de Velasco ; qu'à Cuba le prolétariat ne soit pas au pouvoir ; que dans toute l'Amérique latine des centaines de militants suivent encore le castrisme, ou des formes encore plus décomposées d'aventurisme petit-bourgeois, serait, et nous le disons y compris aux camarades mêmes du P.O.R., commettre soi-même les plus graves erreurs d'appréciation concernant la portée de l'action du P.O.R. et les causes de la victoire du coup d'Etat fasciste, et ne pas comprendre le sens de la bataille engagée aujourd'hui pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Tel est le débat qu'il aurait fallu en tout état de cause mener. Telle est la démonstration qui sera faite dans la partie suivante de ce document. Mais la S.L.L. et la Workers League ont rompu le cadre naturel de ce débat, c'est-à-dire le Comité International, et porté à l'encontre de la reconstruction de la IV^e Internationale tous les coups qu'il était en leur pouvoir de porter.

La publication de leurs articles a cautionné toutes les attaques portées contre le P.O.R. Elle a apporté une aide des plus réelles à tous ceux qui, depuis le stalinisme et les courants destructeurs de la IV^e Internationale, jusqu'aux forces ouvertement bourgeoises, mettent tout en œuvre pour empêcher l'assimilation par le prolétariat latino-américain et le prolétariat mondial des leçons vitales du processus révolutionnaire bolivien. Elle a cherché délibérément à accroître l'isolement du P.O.R. qui supporte, avec le prolétariat bolivien, les coups les plus sévères que la clique fasciste de Banzer, à la solde de la CIA, lui porte et que le stalinisme international renforce.

Mais il y a plus encore. Il y a, comme le note la déclaration du C.C. de l'O.C.I. du 21 novembre, de la part de la Workers League et de la S.L.L. :

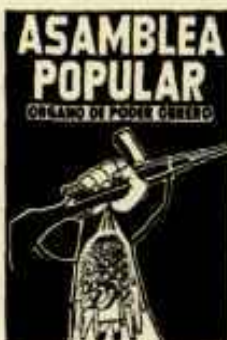
« La volonté délibérée d'utiliser la victoire du coup d'Etat fasciste d'août 1971 contre l'unité du Comité International » (...) « en reprenant contre le P.O.R. les calomnies les plus grossières des ennemis du trotskysme et de la révolution prolétarienne, sans même essayer d'être informés sur les faits. » Comme le souligne l'O.C.I. : « c'est le 20 août qu'a lieu le coup d'Etat. C'est le 30 août alors que les communications sont coupées que Tim Wohlforth publie un article qui désigne le P.O.R. comme le responsable principal, dans le mouvement ouvrier, de la victoire du coup fasciste. Dans cet article que la S.L.L. s'empresse d'officialiser en le publiant dans "Workers Press" et où il ne se trouve pas la moindre référence à la solidarité de combat face à l'ennemi de classe pas plus que la moindre allusion au rôle de l'impérialisme américain, Wohlforth va encore

plus loin. Il assimile la position du P.O.R. à celle du L.S.S.P. de Ceylan. C'est là un amalgame comparable à ceux que forgent les staliniens : même si l'on considérerait comme correctes les attaques formulées contre la politique du P.O.R. par Wohlforth, quel rapport y a-t-il entre les renégats du L.S.S.P. qui siègent dans un gouvernement bourgeois et ont couvert une sanglante répression, et les combattants du P.O.R. qui se sont dressés avec leur classe face à la contre-révolution ? » (10)

Pour conclure provisoirement ce point, on peut sans hésiter reprendre les termes de l'Internationale Communiste et de Lénine. D'un côté Wohlforth et la S.L.L. ont « frappé le P.O.R. dans le dos », ont tenté de le poignarder alors qu'il se trouvait à terre, sans même se donner la peine de chercher à se différencier de l'impérialisme et du stalinisme. De l'autre, ils se sont servis de la victoire du coup d'Etat fasciste pour « se jeter comme une bête féroce » contre la IV^e Internationale en reconstruction et tenter de la déchirer, pour autant qu'ils ont la force de le faire.

Cette voie ne peut que conduire ceux qui s'y engagent très rapidement hors du marxisme, en particulier lorsqu'elle s'accompagne d'erreurs politiques de l'importance de celles qui ont été signalées. Il est temps que les militants de la Workers League et de la S.L.L. le comprennent. Il leur faut changer de cap tant qu'il en est encore temps.

(10) « Réponse à un acte scissionniste : Pour la défense du Comité International ! Pour la reconstruction de la IV^e Internationale ! », Déclaration du Comité Central de l'O.C.I., supplément au n° 541 d'Informations Ouvrières, 24 novembre 1971.



SEPTIEMBRE - 1971

N° 400

MASAS

PARTIDO OBRERO REVOLUCIONARIO

**¿BOLIVIA
DERROTADA?**



III. - Le mouvement de la révolution bolivienne, de la mort de Barrientos (août 1969) au coup d'Etat de Banzer (août 1971)

C'est par rapport à la constitution de l'Assemblée Populaire et au rôle que le P.O.R. a joué dans la formation et le fonctionnement de cet organisme à caractère soviétique que l'O.C.I. a déterminé sa position et porté, à partir de sa déclaration du 17 septembre, son appréciation de fond sur la politique du P.O.R.

C'est sur l'Assemblée Populaire que le stalinisme et les courants centristes ont concentré l'essentiel de leurs attaques ; c'est par rapport au caractère soviétique ou non de l'Assemblée Populaire que la Ligue Communiste a manifesté les plus grands zig-zags et montré des signes de clivage ; c'est sur le refus d'examiner la nature de l'Assemblée et de porter sa consti-

tution au crédit de la politique du P.O.R., que reposent — pour autant que la question bolivienne ne serve pas à la S.I.L. de simple prétexte à un acte scissionniste décidé en son principe bien avant — les attaques de cette organisation contre le P.O.R.

C'est par rapport à cet axe central qu'il s'agit par conséquent de centrer l'analyse de la politique du P.O.R. au cours des phases successives de la montée révolutionnaire de 1969-71. Ce n'est qu'une fois que ceci est fait qu'il devient possible, d'une part de porter une appréciation sur certains aspects de l'intervention du P.O.R. qui révèlent des lacunes ou des faiblesses, et d'autre part d'aborder la question de l'armement du prolétariat.

1) Le P.O.R. et la première phase de remontée des masses autour de leurs organisations syndicales

Le fait que ce soit en Bolivie et non autre part qu'une section du prolétariat latino-américain ait pour la première fois conduit la lutte pour son propre pouvoir jusqu'au stade de la formation d'une forme initiale d'organisme à caractère soviétique, n'est pas le fait du hasard. Il ne s'agit pas de la conséquence de caractéristiques nationales qui pourraient être en quelque sorte propres au prolétariat bolivien. Il s'agit très simplement de la conséquence du fait que ce prolétariat est le seul en Amérique latine, où un parti trotskyste soit parvenu à s'implanter et ait su mener sur une période qui couvre plus de deux décennies, un travail acharné pour aider le prolétariat à conquérir d'abord et à défendre ensuite, face à la bourgeoisie et à l'impérialisme, comme à leurs agents dans les rangs ouvriers (P.C.B., bureaucratie syndicale lechiniste), le droit à s'organiser sur son propre plan dans l'indépendance par rapport à la bourgeoisie et à l'Etat, ainsi que le droit de promouvoir une orientation révolutionnaire par rapport aux problèmes fondamentaux confrontant les masses exotées. C'est là précisément la première leçon que le combat du P.O.R. fournit à l'avant-garde du prolétariat latino-américain.

La force de la classe ouvrière bolivienne, la capacité de résistance qu'elle a démontrée face à la dictature barrientiste, la rapidité avec laquelle elle a réoccupé le devant de la scène politique après l'arrivée au pouvoir d'Ovando, sont indissociables de l'existence de la C.O.B. et des syndicats qui composent celle-ci. Mais l'existence de la C.O.B. se présente à son tour comme l'une des conquêtes fondamentales acquises par le prolétariat en 1952. Fruit d'un long combat antérieur où les trotskystes avaient déjà joué un rôle de premier plan, cette conquête a dû être défendue âprement face aux résistances successives de Paz Estenzoro pour faire de la C.O.B. un rouage du gouvernement M.N.R., puis de Barrientos pour la détruire purement et simplement. Dans ce combat, c'est la lutte implacable des trotskystes contre Lechin, la bureaucratie lechiniste et leurs alliés et appuis stalinien et pablistes,

et contre la politique de collaboration et de subordination au nationalisme petit-bourgeois suivis par eux, qui a garanti l'attachement profond du prolétariat à ses organisations syndicales et rendu possible la résistance à la dictature barrientiste. Ce combat a été indissociable du combat pour la démocratie ouvrière, pour le droit pour les fractions syndicales des partis de présenter et défendre chacune leur propre orientation à l'occasion des congrès, pour la reconnaissance de la légitimité pour les syndicats, sans sortir de leur rôle et sans empiéter sur le travail du parti, d'adopter une orientation révolutionnaire, dont la première formulation a été donnée dans les thèses de Pulacayo, rédigées par les trotskystes du P.O.R.

Cette lutte, qui a coûté aux militants du P.O.R. de longues années de prison sous les gouvernements du M.N.R. et la vie de Cesar Lora, Camacho, Aguilar et bien d'autres encore sous Barrientos, a été menée de façon indissociable avec la lutte pour la construction du parti. C'est sur la base du travail acharné du P.O.R. dans les syndicats et d'abord dans la Fédération des Mineurs que les trotskystes ont pu s'enraciner dans le prolétariat et établir avec celui-ci, dans un nombre déterminé de secteurs, le type de relations qui contribuent à former le parti révolutionnaire comme parti dirigeant du prolétariat.

Ce combat ne saurait être dissocié de la lutte politique menée parallèlement par le P.O.R., à l'époque où Guevara avait ouvert un foyer de guérilla en Bolivie. Le P.O.R. a alors combattu politiquement les positions guérilléristes au sein du prolétariat et de la jeunesse, et montré que le combat « exemplaire » mené par les groupes guérilléristes, de façon extérieure à la classe ouvrière et au mouvement propre de sa mobilisation et de sa lutte, conduisait seulement à l'impasse et la défaite, et avait le sens aussi d'une action menée à l'encontre du prolétariat, quelles que soient les intentions de ceux qui s'y engageaient.

A leur tour ce sont ces relations nées de toutes ses luttes qui ont permis au P.O.R. dans les mois qui ont suivi la mort de Barrientos et le cours politique

nouveau ouvert par Ovando, de faire du combat pour la réorganisation des syndicats, la tenue des congrès syndicaux et l'adoption par ceux-ci de positions programmatiques claires, la première étape de la remontée de la classe ouvrière.

Nul ne doit se méprendre sur la nature de la dictature de Barrientos, dictature implacable dirigée et organisée directement (comme le sera celle de Banzer) par l'impérialisme à travers ses agences spécialisées, qui s'est donné pour tâche de détruire les organisations ouvrières et a procédé aux massacres en règle de l'avant-garde du prolétariat des mineurs, recherchant la liquidation physique des cadres organisateurs de la classe, c'est-à-dire avant tout des militants ouvriers trotskystes. Dans un article pour la *Vérité* de janvier-février 1970, l'O.C.I. a pris soin de souligner ce fait et de souligner que la mort de Cesar Lora, de Camacho et de dizaines d'autres militants moins connus ne pourrait pas ne pas avoir des conséquences très graves pour l'avenir.

Il s'agit là d'un élément qui a eu des conséquences difficilement calculables mais qui a contribué pour une part, à coup sûr, à déterminer les rapports de force exacts entre les classes, dans la phase critique du processus révolutionnaire. En la personne de Cesar Lora, le P.O.R. possédait, avant sa mort, un dirigeant mineur, capable de poser face à Lechin sa candidature à la présidence de la C.O.B. d'abord, de l'Assemblée Populaire ensuite. Nul ne peut mesurer la portée exacte de son assassinat.

Ce qu'il faut noter cependant, c'est la rapidité avec laquelle le P.O.R. a pu impulser la réorganisation de la classe ouvrière au travers de la tenue des congrès syndicaux.

L'occupation militaire des mines n'a pris fin qu'au début 1970. Les syndicats n'ont récupéré leurs locaux et leurs libertés d'organisation qu'à ce moment-là. Deux mois après, le congrès de la Fédération des mineurs se tenait, et quatre mois après celui de la C.O.B., qui adoptaient l'un et l'autre des thèses, rédigées dans leur forme initiale par le P.O.R., destinées à faire le bilan de la lutte syndicale et politique du prolétariat au cours de toute la période antérieure et à fixer l'orientation pour ses combats futurs.

L'O.C.I. a examiné ces thèses avec attention et dans une lettre au P.O.R. de juillet 1970, elle a relevé l'existence de deux lignes contradictoires au sujet desquelles elle a demandé au P.O.R. des explications.

« Nous avons relevé, tout d'abord, dans le texte plusieurs passages sur la situation politique interne de la Bolivie qui paraissent d'inspiration stalinienne et sont en parfaite contradiction aussi bien avec d'autres passages des mêmes thèses qu'avec les positions que le P.O.R. a défendues dans « Masas ». On aboutit ainsi à la juxtaposition de deux lignes totalement opposées.

Prenons quelques exemples : on lit d'une part, et à notre avis correctement, que :

« L'expérience de 1952-1964 nous enseigne qu'une révolution pour être victorieuse ne doit pas s'arrêter, mais continuer jusqu'à la fin, et que le problème décisif est la question de savoir quelle classe sociale contrôle le pouvoir. Le soulèvement insurrectionnel des masses ne suffit pas, il faut définir qui assume la direction de ce soulèvement. La participation héroïque de la classe ouvrière aux événements du pays est en soit insuffisante, ce qui importe, c'est la forme que prend cette participation, et si elle s'effectue avec sa propre direction et en vue de ses propres objectifs. Il est nécessaire en définitive que la classe ouvrière conquière l'hégémonie dans le cours de la lutte, attirant à ses côtés les masses des campagnes et de larges secteurs populaires et urbains.

« Le problème qui se pose au prolétariat bolivien est de se constituer en une puissante force sociale et politique indépendante, et d'intervenir au travers de l'ouverture nationaliste et démocratique pour conquérir le pouvoir. En ce sens, les travailleurs rejettent toute possibilité de retour au cogouvernement, expérience négative qui a fermé à la classe ouvrière la voie de la conquête de tout le pouvoir, et qui en se transformant pour la petite-bourgeoisie en un instrument de contrôle et de freinage de la classe ouvrière, se termina par une défaite majeure dont la cause a résidé dans la trahison que cette notion signifiait par rapport au rôle historique de la classe ouvrière. »

Mais d'autre part nous trouvons dans les mêmes thèses des passages qui sous-entendent que le gouvernement Ovando a pris au moins « certaines » mesures « anti-impérialistes », qu'il pourrait sous la pression des masses peut-être en prendre d'autres et accomplir ainsi lui-même sous la « pression » des masses des pas « nous conduisant à une véritable révolution ». C'est ainsi en particulier que le passage suivant nous paraît **INCONCILIABLE** avec l'analyse que nous venons de citer et exprimer une **AUTRE** ligne politique : celle des agents boliviens de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin :

« Le processus actuel est contradictoire : tandis que le gouvernement prend quelques mesures anti-impérialistes d'une part, d'autre part il adopte des mesures pro-impérialistes et contraires aux intérêts nationaux et populaires. Le prolétariat appuie tout ce qui est positif pour l'émancipation de notre peuple et en même temps il critique et combat les mesures qui sont contraires aux intérêts des masses, luttant pour imposer de nouvelles mesures anti-impérialistes, qui nous conduiraient à une véritable révolution sur le chemin de l'émancipation nationale et du socialisme. Telle est la tactique de notre intervention dans le processus actuel, ceci sans oublier les objectifs finaux de la classe ouvrière. »

Nous pensons que c'est dans le chapitre 5 que la juxtaposition de deux lignes — celle où grâce à son organisation indépendante de classe le prolétariat bolivien doit se porter à la tête des autres classes et couches sociales de la Bolivie dans le combat pour la révolution socialiste ; celle au contraire où dans le cadre d'un « front populaire anti-impérialiste... » se conjuguent tous les courants politiques et sociaux qui luttent pour un changement profond de la situation bolivienne, comportant le remplacement des structures périmées dans un sens anti-impérialiste et populaire — atteint son point culminant. Ce n'est plus de section à section ou de paragraphe à paragraphe que la juxtaposition de deux lignes inconciliables s'opère, mais de phrase à phrase. » (11)

Le P.O.R. a répondu à l'O.C.I. en expliquant les conditions politiques déterminées qui avaient présidé à la tenue des congrès de la F.S.T.M.B. et de la C.O.B. et qui avaient déterminé les changements apportés dans les textes définitivement votés par rapport à la rédaction initiale du P.O.R.

« Tout document à caractère politique, adopté dans ce cadre (syndical) traduit le rapport de forces entre les tendances politiques en présence. Traditionnellement la pratique syndicale bolivienne veut que les projets de déclarations politiques ou autres qui sont présentés, soient discutés, révisés ou réélaborés dans les commissions et assemblées des congrès. Il est très rare qu'un document préparé par une fraction

(11) Document adressé par le Bureau Politique de l'O.C.I. au Comité Central du P.O.R. bolivien le 30 juillet 1970 publié dans la *Vérité*, organe du Comité Central de l'O.C.I. n° 550, octobre 1970, pp. 55-56.

politique déterminée soit adoptée sans modifications ou amendements.

Au cours des deux congrès récents, les militants du P.O.R. ont travaillé dans des conditions extrêmement difficiles : ils commençaient à peine à être intégrés dans la production, ils n'ont pas pu contrôler la préparation de ces réunions, leurs adversaires politiques ont disposé du temps et des moyens pour monter toute une machinerie destinée à corrompre la pensée des couches les plus avancées du prolétariat. Le trotskysme s'appuie sur les secteurs d'avant-garde et ses idées peuvent toujours être neutralisées à l'aide de la majorité des délégués qui correspondent au gros des couches indifférentes ou politiquement retardataires des travailleurs.

Au cours des deux congrès, les deux tendances les plus importantes et capables de servir de pôles de regroupement furent sans aucun doute la tendance trotskyste et la tendance stalinienne d'obédience soviétique qui, en raison de ses propres positions, possédait plus de possibilités que nous pour agglutiner autour d'elle toutes les tendances nationalistes et modérées.

Les documents votés au cours de ces deux congrès reflètent le heurt de ces tendances, ce qui explique beaucoup des contradictions dont ils souffrent.

Il ne faut pas parler d'un compromis idéologique entre des courants opposés, mais de positions imposées au travers d'une série de votes. Dans cette bataille, les trotskystes ont engagé toutes leurs forces pour défendre les principales thèses qu'ils ont proposées concernant l'évolution du pays, et de ce point de vue, ils ont obtenu un succès remarquable.

Le problème politique le plus décisif à l'heure actuelle, consiste à donner une réponse claire à la tentative de réformes nationalistes, c'est-à-dire capitalistes, qu'entreprennent les militaires aujourd'hui au pouvoir.

Les trotskystes donnent cette réponse en reprenant à leur compte, sous la meilleure forme possible, la thèse centrale de la théorie de la révolution permanente : la tentative des nationalistes bourgeois de mener à bonne fin les tâches démocratiques est condamnée à l'échec, et cet objectif ne peut être atteint qu'à condition que le prolétariat parvienne à se mettre à la tête du processus et prenne le pouvoir, afin d'accomplir pleinement les tâches démocratiques et les transformer en socialistes.

Les thèses de la C.O.B. ouvrent la perspective de la lutte pour le socialisme, non pour un avenir lointain et indéterminé, mais pour le présent, comme résultat du processus politique que nous sommes en train de vivre. C'est cette idée qui constitue la colonne vertébrale de tout le document et c'est ainsi que tous nos ennemis l'ont compris. C'est pour cela que le gouvernement, comme les industriels, comme toute la gamme des agents impérialistes, se sont dressés furieux pour combattre le document adopté par les congrès ouvriers.

Nous sommes convaincus que cette idée et cette perspective demeureront comme un acquis définitif et permettront la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et des masses en général. C'est pour cette raison que le document de la C.O.B. jouera un rôle similaire à celui de la thèse de Pulacayo.

Les stalinien sont parvenus à introduire des paragraphes qui sont en contradiction totale avec la thèse exprimée plus haut ; ils nourrissent l'illusion qu'il serait possible de parvenir à la transformation du régime nationaliste au moyen de pressions, etc., mais ces scories disparaîtront dans le cours même de la lutte des classes. Heureusement, le heurt entre les positions politiques des uns et des autres ressort très clairement de la lecture du document.

Au cours même du congrès, le secrétaire général du P.O.R. a dénoncé ces contradictions et expliqué qu'il fallait voter les thèses pour leur idée centrale : la lutte pour le socialisme. Ce discours a été publié intégralement dans "Masas". » (12)

L'O.C.I. faisait également au P.O.R. de nombreuses observations concernant la structure du texte et certains passages qui paraissent susceptibles de nourrir de graves illusions quant au point auquel pourrait parvenir la construction du socialisme en Bolivie, indépendamment du développement de la révolution en Amérique latine. Bien que le P.O.R. ait recherché à remédier à ceci, en faisant voter au Congrès de la C.O.B. une résolution séparée sur ce point (13), l'O.C.I. continue à penser, tout à fait indépendamment des compromis circonstanciels avec le parti communiste bolivien, que dans sa structure même le texte était déficient du point de vue de la dimension internationale des thèses de la révolution permanente, dont il s'inspire pourtant pleinement en ce qui concerne le processus interne de la révolution bolivienne.

L'O.C.I. pense que ceci ne peut être dissocié du fait que le P.O.R. venait récemment encore d'adhérer au Comité International et avait à peine commencé à assumer les tâches décisives qui lui reviennent dans la construction de la IV^e Internationale en Amérique latine.

Sur l'autre point, celui de la raison d'être des contradictions dans le texte au niveau de la position du prolétariat bolivien, face au nationalisme bourgeois, l'O.C.I. a compris la situation dans laquelle se trouvait le P.O.R. et accepté ses explications. Aujourd'hui il importe de rappeler hautement qu'au-delà de la juxtaposition, à certains moments, de la ligne stalinienne de subordination au nationalisme petit-bourgeois, et la ligne trotskyste de la lutte du prolétariat sur son propre plan en vue du pouvoir de la classe ouvrière, les thèses se terminent par la définition des tâches immédiates du prolétariat, dont la première est la suivante :

« Unité du peuple bolivien autour de la C.O.B. et de la Fédération des Mineurs, dans la lutte pour un gouvernement propre de la classe ouvrière et l'établissement du socialisme. »

Aujourd'hui, l'O.C.I. déclare que c'est effectivement cette orientation que le P.O.R. a réussi à faire prévaloir à l'étape suivante du processus révolutionnaire et l'orientation stalinienne qu'il a réussi au contraire à mettre en échec.

(12) « Sur le Document de la Centrale Ouvrière Bolivienne », Masas n° 375, La Paz, 25 août 1970 et la Vérité n° 550, octobre 1970, pp. 58-59.

(13) Dans sa réponse à l'O.C.I., le P.O.R. a cité en particulier le cinquième point de cette résolution où il est dit :

« La révolution prolétarienne sera notre œuvre à nous, travailleurs, et non pas celle de quelques sectes du groupe qui prétendent s'arroger abusivement notre représentation. Cette révolution commencera dans le cadre national, profondément enracinée dans nos traits nationaux spécifiques et dans notre histoire, et sera un phénomène national par excellence. Toutefois, la victoire du socialisme, et, par là même, la consolidation du gouvernement ouvrier ainsi que la structuration postérieure de la société sans classes, ne pourront se réaliser que sur le plan international en étroite relation avec le mouvement révolutionnaire mondial. L'unité latino-américaine, indispensable pour écraser l'impérialisme, a cessé d'être une tâche appartenant à la bourgeoisie ou à la petite-bourgeoisie et passe aux mains du prolétariat. L'unité latino-américaine se réalisera sous la forme des États-Unis socialistes d'Amérique latine. »

On trouvera le texte complet de cette résolution dans Masas n° 372, La Paz, 21 mai 1970, pp. 4-5.

2) La crise d'Octobre 1970 et la lutte pour l'indépendance des masses face à Torres

Ceci nous conduit à la seconde leçon que le P.O.R. fournit à l'avant-garde du prolétariat latino-américain : celle d'avoir mené — et ce qui plus est, avec succès — la lutte pour souder le Front unique de la classe ouvrière et de ses organisations politiques et syndicales, créant ainsi les conditions politiques qui lui ont permis de constituer le moteur du Front Unique anti-impérialiste et de dégager le prolétariat et les masses de la subordination politique à l'égard du nationalisme petit-bourgeois.

Afin de suivre cette lutte, il convient de partir des événements du 7 octobre 1970, date du coup d'Etat organisé par la droite de l'armée contre Ovando, accusé par les autres militaires d'avoir péché par indécision et libéralisme excessif à l'égard du mouvement ouvrier et notamment d'avoir autorisé la tenue du congrès de la C.O.B. Ce jour-là, l'action des militaires fascisants a rencontré une opposition faite de la conjonction momentanée entre deux forces : d'un côté, l'aile (tout à fait minoritaire y compris le 7 octobre 1970) nationaliste petite-bourgeoise de l'armée, qui aspirait à mettre en œuvre une politique de mesures anti-impérialistes limitées ne transgressant pas le cadre de la propriété bourgeoise ; de l'autre, le prolétariat, les étudiants et les masses petites-bourgeoises prolétarisées des villes et d'abord de La Paz, qui se sont mobilisées dans la rue à l'appel de la C.O.B. et des organisations politiques unies de la classe ouvrière.

Cette situation a pris la droite de l'armée de court. Jugeant la préparation de leur coup insuffisante, ils ont tout de suite reculé, en bon ordre, afin de préserver l'avenir et ne pas s'engager dans une aventure qui leur paraissait comporter quelques risques. C'est ainsi que Torres a pris le pouvoir, sans qu'il y ait eu à La Paz d'affrontement entre les masses et l'armée et encore moins entre les deux fractions de celle-ci.

L'absence d'affrontement et l'apparente bonne grâce avec laquelle l'armée a réintégré ses casernements, a conduit certains « stratèges » à affirmer que la classe ouvrière et les masses auraient pu prendre le pouvoir le 7 octobre. C'est là ce que la Ligue Communiste, en particulier, a affirmé sous la plume de Toussaint. Il s'agit d'une position intenable soutenue simplement pour calomnier le P.O.R. Elle est contredite — ainsi que la Ligue Communiste le reconnaît elle-même — par toute la suite des événements, et notamment par la nécessité qu'il y a eu pour le prolétariat bolivien, de posséder un organe à caractère soviétique lui permettant de se mobiliser en vue de la lutte pour le pouvoir.

Au lendemain du 7 octobre, la seule chose dont il pouvait s'agir à cette étape dans une perspective révolutionnaire, était de se fonder sur le fait fondamental que les masses s'étaient mobilisées sur leur propre terrain à l'appel de leurs organisations syndicales et politiques unies et de mettre tout en œuvre pour empêcher qu'à la faveur de la coïncidence momentanée et purement superficielle entre l'intervention des masses et la sienne, l'aile nationaliste petite-bourgeoise de l'armée, regroupée autour de Torres ne parvienne à subordonner la classe ouvrière et une partie de ses organisations à ses objectifs. C'est ainsi que dans sa presse, le P.O.R. a immédiatement expliqué à l'avant-garde le caractère de conjonction momentanée de deux forces qu'avait revêtu le 7 octobre. Il a montré en quoi ces deux forces divergeaient radicalement, tant par leur nature de classe que par leurs objectifs, et entrepris une campagne politique vigou-

reuse en défense de l'indépendance politique du prolétariat. Dès le premier numéro de *Masas* qui a suivi le 7 octobre, le P.O.R. écrivait (20-10, n° 379) « qu'il serait extrêmement hasardeux et dangereux de penser qu'il y eût identité d'objectif entre les masses et les groupes militaires formés autour de Torres car on a pu constater d'emblée que l'un et l'autre se battaient pour des objectifs différents ».

Le sous-titre de l'article à la une du numéro suivant (3-11, n° 380) affirme d'une façon non équivoque : « le gouvernement Torres n'est pas celui des travailleurs » et l'article lui-même affirme que les « éléments les plus conscients de la classe ouvrière comprennent la nécessité d'établir dans un avenir proche le gouvernement propre des ouvriers et des paysans ».

Au sein du « Commandement politique de la classe ouvrière », c'est-à-dire de l'organisme regroupant les organisations syndicales et politiques du prolétariat et les organisations politiques de la petite-bourgeoisie, qui était né le 7 octobre et dont la C.O.B. était l'axe, le P.O.R. menait sur cette ligne une lutte politique sévère pour multiplier les conditions de participation de ministres ouvriers au gouvernement Torres et empêcher que le « Commandement politique » envoie des représentants des organisations ouvrières occuper quelques strapontins ministériels, ce qui aurait permis à Torres de s'assurer de nouveau à bon compte la subordination du prolétariat et des masses. En même temps, le P.O.R. faisait adopter par le « Commandement politique » sur sa proposition, un programme de revendications immédiates en 17 points. Celui-ci devenait la charte d'action de la classe ouvrière au cours des semaines suivantes et a permis que se poursuive la mobilisation des masses derrière leurs organisations, aggravant d'emblée les difficultés de Torres.

L'action du P.O.R. a non seulement permis de souder le Front unique des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, mais a tendu plus encore à en faire un cadre sans cesse plus astreignant pour Lechin et les lechinistes et pour le P.C. bolivien, un cadre qu'il leur est devenu chaque jour plus difficile de rompre sans se couper des masses.

C'est ainsi que le P.O.R. a créé les conditions qui ont permis la phase suivante de la mobilisation des masses.

CIEREK FACE AUX GRÉVISTES DE SZCZECIN

Procès-verbal de la rencontre entre Edward Cierek, premier secrétaire du P.O.U.P., accompagné d'autres membres du Bureau politique, et les ouvriers des chantiers navals Adolf Warski à Szczecin, 24 janvier 1971.

REPRODUCTION INTEGRALE DE L'ENREGISTREMENT MAGNETIQUE EFFECTUE PAR LES TRAVAILLEURS DU PORT.

SELIO

SOCIETE D'EDITION, LIBRAIRIE, INFORMATIONS OUVRIERES
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75 - Paris (10°)

PRIX : 16 F.

3) La crise de Janvier 1971 et la lutte pour la création et la tenue de l'Assemblée Populaire

C'est en janvier 1971 que s'est situé le point de départ de l'étape suivante de la mobilisation et de l'organisation des masses qui va jusqu'à la tenue de la première session de l'Assemblée Populaire, fin juin. Les militaires fascisants ayant tenté de mettre en œuvre un coup d'Etat encore mal préparé, le « Commandement politique » lançait l'ordre de grève générale et la Fédération des Mineurs, sous l'impulsion du P.O.R., appelait les mineurs à se diriger sur La Paz pour affirmer à l'aide d'une manifestation massive, leurs positions. Face à Torres, les mineurs, au nom du prolétariat entier, ont su affirmer que leur objectif était la destruction de l'Etat bourgeois et de son pilier, l'armée, et la constitution du gouvernement ouvrier ouvrant la voie vers la construction du socialisme. Masas publia et popularisa tout de suite l'orientation que le P.O.R. avait impulsée au travers de sa fraction chez les mineurs dans le cours de la manifestation de la place Murillo :

« Le socialisme et non le réformisme bourgeois ! »
« Oui au gouvernement ouvrier et paysan ! »

« Non au Front populaire capitulaire et traître ! »
(Masas, n° 384 du 18-1-71).

Mais la situation exigeait qu'un pas qualitatif soit franchi sans tarder.

C'est alors que le P.O.R., cherchant le levier qui puisse accélérer cette lutte vers le gouvernement ouvrier et paysan et canaliser l'ensemble des énergies révolutionnaires vers cet objectif, a lancé la perspective qui s'est concrétisée immédiatement sous le nom d'Assemblée Populaire. Il a proposé et fait adopter par le « Commandement politique » à la mi-janvier la création d'un organe qui matérialiserait le Front Unique de classe au niveau de la lutte pour le pouvoir, qui créerait un axe sur la base duquel il deviendrait possible de poser en termes concrets la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, et de préparer non seulement le renversement du gouvernement Torres, mais aussi l'affrontement militaire avec l'armée, dont chacun — et d'abord le P.O.R. — savait qu'il était inévitable.

En lançant la perspective qui devait se matérialiser dans les faits par la réunion effective de cet organisme à caractère soviétique, dont nous expliquerons plus loin en quoi il a effectivement constitué un organe de double pouvoir, le P.O.R., ainsi que nous l'avons rappelé plus haut, a suivi l'orientation définie par le *Programme de transition*, programme de fondation de la IV^e Internationale, dont le contenu résume l'expérience accumulée de la lutte séculaire du prolétariat pour son indépendance de classe et pour son propre pouvoir.

Mais le P.O.R. a également pris appui sur la propre histoire du prolétariat bolivien, qui comporte un épisode où déjà, avant 1971, ce prolétariat a fait l'expérience directe d'une courte période de double pouvoir, dont le P.O.R., à travers les écrits du camarade Lora, avait fait le bilan et maintenu la tradition vivante.

Dans les semaines qui ont suivi la révolution du 9 avril 1952, au cours de laquelle les masses avaient, en conséquence de l'effondrement du régime militaire de Urriolagoitia et la dislocation profonde du pouvoir

Etat qui s'ensuivit, fait irruption sur la scène politique de façon brutale et massive, la C.O.B. (Centrale Ouvrière Bolivienne) qui venait d'être constituée à l'initiative de militants du P.O.R. (dont le camarade Alandía Pantoja, élu en juillet 1971 responsable mili-

taire de l'Assemblée Populaire) a pris pendant une courte période le caractère d'un organe de double pouvoir. Dans son livre sur la révolution de 1952, le camarade Lora a analysé cette période et montré la manière dont, sous la pression des masses, la Centrale Ouvrière a dû sortir de façon répétée des cadres du syndicalisme et faire d'importantes incursions dans tous les domaines de la vie sociale pour régler les nombreux problèmes que les masses portaient devant elle. Cette situation de double pouvoir était accentuée encore par le fait qu'à cette occasion-là — à la différence de 1971 — la dislocation momentanée du pouvoir d'Etat, à la suite de l'effondrement du régime militaire et la défaite au combat de l'armée, avaient permis au prolétariat et aux masses de s'armer sérieusement.

A ce point une parenthèse paraît nécessaire :

Concluant son appréciation de cette période et tirant le bilan de l'action du parti à cette époque, le camarade Lora écrit dans son livre :

« Le mot d'ordre de "tout le pouvoir à la C.O.B." aurait pu conduire les travailleurs à la victoire à deux occasions exceptionnellement favorables (...) Le fait de n'avoir pas saisi comme il le fallait ces deux occasions et le fait de s'être borné à servir de courroie de transmission aux mots d'ordre de la gauche du M.N.R., représentent les plus grandes erreurs commises par le P.O.R. et doivent être portées au compte des pablistes et centristes qui monopolisaient alors la direction. » (14)

Lorsque Wohlforth et ceux au sein de la direction de la S.L.L. qui lui ont guidé la main, écrivent que Lora n'a jamais tiré le moindre bilan, ni du pablistisme, ni de la politique du P.O.R. en 1952, ils ne font qu'afficher leur profonde ignorance et donner une preuve de plus de leur complète irresponsabilité. La source essentielle de toutes leurs attaques contre la politique suivie par le P.O.R. en 1952-1953 est un document interne du S.W.P. rédigé en 1954 par Ryan et que le groupe Robertson — fait pour le moins gênant — a récemment réédité. Au moins Robertson a-t-il l'honnêteté d'expliquer en introduction que le P.O.R. a adopté en 1959 un nouveau programme (publié en 1966 dans *la Vérité*) (15) qui constitue, sur à peu près tous les points, une rupture avec tous les textes programmatiques antérieurs du P.O.R.

Toute discussion sérieuse de la part de ceux qui attaquent le P.O.R. exigerait qu'ils lisent et analysent ce programme. Elle exigerait également d'eux qu'ils connaissent et donc qu'ils puissent responsablement prendre position par rapport au livre de Lora sur la révolution bolivienne, qui comporte, outre le bilan tiré par le P.O.R. de ses erreurs de 1952, un long chapitre sur la lutte menée pour la défense du P.O.R. contre le pablistisme, et qui donne une caractérisation de celui-ci au travers de l'analyse des instructions que Pablo et ses émissaires ont imposées au P.O.R. bolivien à partir de 1952, jusqu'à l'éclatement du parti en 1954.

Ce n'est pas la voie suivie par Wohlforth et Healy qui donnent par là même une preuve de plus de leur irresponsabilité et de leur absence de principes. On peut discuter tel ou tel aspect de l'analyse de

(14) G. Lora, *La Révolution bolivienne*, La Paz 1963, 408 p., pp. 269-270.

(15) *La Vérité* n° 553 : « La plateforme du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie », pp. 57-83.

Lora, mais au moins faut-il la connaître. Au moins faut-il connaître les faits, se rappeler aussi les dates, se rappeler que la révolution d'avril 1952 en Bolivie a coïncidé avec l'exclusion de la section française et avec le début de la dégénérescence accélérée de la IV^e Internationale, à partir du moment où Pablo a eu les mains libres pour imposer sa politique à toutes les sections, et commencer à construire sa fraction dans tous les partis.

Cette parenthèse indispensable faite, nous pouvons revenir au fil de notre démonstration. C'est sur la tradition de lutte propre au prolétariat bolivien au moment antérieurement le plus élevé qu'il avait atteint dans son combat, et sur le bilan que le P.O.R. a tiré, tant des enseignements de cette lutte que de sa propre intervention, que le parti a pris appui en lançant en janvier 1971 la perspective de la lutte pour la formation de l'Assemblée Populaire.

Le P.O.R. a expliqué les objectifs auxquels répondait l'Assemblée Populaire et a défendu les termes du document constitutif rédigé par lui, dans les termes suivants (Masas, 15-2-71, n° 386) :

« Dans le cours des grandes mobilisations de janvier, le Commandement politique s'est transformé en un organisme à caractéristique soviétique qui a été défectueusement baptisé du nom d'Assemblée Populaire. Son document constitutif déclare que l'Assemblée s'affirme comme organe de pouvoir du peuple et du prolétariat. La dualité de pouvoir, latente depuis peu dans les masses, trouve ainsi une expression politique et organisationnelle adéquate. C'est par ce canal que la Révolution progressera et que le mot d'ordre du "pouvoir aux ouvriers !" peut prendre une forme tangible et trouver un instrument susceptible de le concrétiser. »

Le numéro suivant du 8 mars, sous les mots d'ordre suivants : « la tâche du moment : renforcer l'Assemblée Populaire ! », affirme que « le développement de l'Assemblée Populaire en tant que pouvoir ouvrier, ne signifie rien moins que la destruction de son gouvernement (de Torres) », et que c'est cela seul qui justifie sa création et la lutte que le prolétariat doit mener sur cette ligne. C'est ainsi que l'offensive politique du P.O.R., tout de suite après le retour d'Europe de Lora, brise dans l'œuf une tentative montée par Torres pour reconnaître l'Assemblée et l'intégrer dans le mécanisme de l'Etat bourgeois.

Cette orientation visant à défendre l'indépendance de classe de l'Assemblée a été celle suivie par le P.O.R. à chaque étape dans toute la période qui a suivi. Il en a été ainsi au cours des semaines qui ont précédé le 1^{er} mai, au moment où il a fallu combattre une contre-offensive stalinienne, impulsée par le P.C. chilien au compte du Kremlin. Il en a été ainsi le jour même du 1^{er} mai, où ce sont les militants du P.O.R. qui ont dû conduire Lechin de force au Palais Législatif, et lui dicter son discours. Il en a été ainsi entre le 1^{er} et le 22 juin lorsqu'il a fallu imposer la tenue des élections dans les syndicats et dans les entreprises pour la désignation des délégués. Il en a été ainsi à la veille du 22 juin, lorsqu'il a fallu à la fois combattre de nouvelles manœuvres d'enveloppement de Torres et prévenir les reculs et oscillations à l'annonce d'un possible coup d'Etat. Il en a été ainsi, enfin, au cours de la session même de l'Assemblée, lorsqu'il a fallu couper court à de nouvelles manœuvres de Lechin, du P.C. et des nationalistes pour intégrer l'Assemblée dans les structures de l'Etat bourgeois.

Au combat politique mené contre le stalinisme et le nationalisme petit-bourgeois pacifiste et réformateur de type lechiniste, a fait pièce le combat politique mené par le P.O.R. contre le nationalisme petit-bourgeois activiste, aventuriste et pseudo-révolution-

naire de type chrétien de gauche (M.I.R.), castriste (E.L.N.) et pro-chinois (P.C.B.) (ml).

Le camarade Sossa, dans *Informations Ouvrières*, a décrit les gesticulations des divers courants de gauchisme décomposé qui fleurit aujourd'hui dans tous les pays et qui a pris dans les jours qui ont précédé la réunion de l'Assemblée Populaire la forme d'actions provocatrices d'aussi bas étage que cette « occupation » d'un motel de luxe près de La Paz ou divers attentats terroristes. L'appel de ces groupes pour que l'Assemblée Populaire décrète immédiatement l'insurrection armée ne les a pas empêchés de souder avec le nationalisme petit-bourgeois réformiste et pacifiste, un bloc anti-ouvrier au moment du vote à la présidence de l'Assemblée Populaire et de porter leurs voix sur Lechin.

La haine que ces groupes et leurs alliés et porteparole en Europe portent au P.O.R. et au camarade Lora en particulier, traduit la violence du combat que les trotskystes ont mené contre l'élément de division et de pourriture que ces groupes ont tenté d'introduire dans le processus de mobilisation unie des masses.

Tels sont les faits qui conduisent l'O.C.I. à affirmer que c'est uniquement grâce à l'intervention du P.O.R. que l'Assemblée Populaire a pu se constituer et se réunir effectivement, permettant ainsi au prolétariat et aux masses boliviennes de pousser loin en avant et avec un degré de conscience élevé leur mobilisation en vue de la lutte pour le pouvoir.

L'action du P.O.R. a permis que le Front unique anti-impérialiste constitué en octobre dans le cadre du « Commandement politique », et dont le noyau était constitué par le Front unique des organisations du prolétariat, parvienne au stade où en juin il avait pris dans le cadre de l'Assemblée une forme, où les objectifs pour lesquels les travailleurs combattaient, étaient affirmés ouvertement comme se situant au niveau du combat pour le pouvoir.

A Wohlforth nous répondons : non, le front unique constitué dans le cadre de l'Assemblée Populaire n'a pas été un lieu de compromission entre le P.O.R., les staliniens et Lechin. Au contraire il a été le cadre contraignant où l'ensemble des organisations se sont vues obligées de se plier à une ligne de mobilisation dans l'unité des masses boliviennes sous l'hégémonie du prolétariat. Ainsi en témoigne l'incapacité dans laquelle le P.C. bolivien s'est trouvé de le briser malgré les injonctions transmises par l'appareil du P.C. chilien ; ainsi en témoigne l'obligation dans laquelle des groupes gauchistes — les M.I.R., l'E.L.N., Espartaco — ont été obligés de venir siéger à l'Assemblée Populaire et de se soumettre dans ce cadre à l'hégémonie du prolétariat ; ainsi en témoigne également, à sa manière, la nécessité où les pablistes, à l'échelle internationale, se sont trouvés d'ajuster constamment leurs positions et le contenu de leurs attaques contre le trotskysme.

Dans une contribution écrite destinée à la discussion interne du Comité International, qui a été bien entendu publiée dans une version tronquée dans *Workers Press* et dans le *Bulletin*, un camarade péruvien a traité le P.O.R. « d'observateur » par rapport à la lutte des classes, et aussi de parti « révisionniste » et « réformiste ».

Ce n'est pas dans la nature des partis « révisionnistes » ou « réformistes » de formuler concrètement des réponses au problème du pouvoir de la classe ouvrière et de lutter pour la formation d'organismes permettant le regroupement des masses sur leur propre plan par rapport à cet objectif. Toute discussion sérieuse de la politique du P.O.R. doit répondre à cette question : le P.O.R. a-t-il oui ou non été à l'initiative — lui seul et nul autre — de la constitution de l'Assemblée Populaire, sans l'existence de

laquelle il n'aurait pas existé de situation pré-révolutionnaire à partir de juillet 1971 ?

C'est par rapport à cela qu'il faut, d'autre part, juger d'une prétendue « capitulation » du P.O.R. devant le stalinisme ou le nationalisme petit-bourgeois. De janvier à juin, les événements ont fourni de multiples occasions permettant à un parti « révisionniste » ou « réformiste », qui aurait, selon ses détracteurs, commis en janvier un « impair » par rapport à sa propre ligne en proposant la constitution de l'Assemblée Populaire, d'abandonner ou de transformer cette perspective. Les plus fortes pressions ont été exercées

par Torres et le P.C. bolivien (lui-même poussé par l'appareil international du Kremlin) sur le P.O.R. pour que la décision de former l'Assemblée Populaire soit abandonnée ou alors transformée dans le sens de la réunion d'un organe consultatif, rouage de l'Etat bourgeois. Le P.O.R. a tenu bon. Il n'y a pas eu capitulation dans une situation où, répétons-le, les occasions de janvier à juin n'ont pas manqué, et où la lutte pour la réunion de l'Assemblée Populaire aurait pu être tranquillement abandonnée, sans que les censeurs actuels du P.O.R., qui ne manifestaient alors pas grand intérêt pour la Bolivie, l'eussent même remarqué.

4) Le caractère soviétique de l'Assemblée Populaire

C'est à ce point qu'il convient d'aborder la question du caractère soviétique de l'Assemblée Populaire. Nous le ferons en prenant comme point de départ les positions développées par Michaloux de la Ligue Communiste, où l'on trouve de nombreuses confusions qui sont partagées par certains camarades qui se sont fangés du côté de Wohlforth et de Healy.

Michaloux écrit :

« (...) s'il est indubitable que l'Assemblée fut un instrument de mobilisation qui polarisa la radicalisation du mouvement ouvrier bolivien, il était erroné de la considérer, ainsi que le fit Lora — et l'A.J.S.-O.C.I. — comme un pouvoir d'ores et déjà alternatif à la bourgeoisie. »

« Assimiler l'Assemblée Populaire à un soviet comme l'a régulièrement fait Lora était une véritable mystification. Créée par les directions bureaucratiques de la C.O.B., du P.R.I.N., du P.C. et également par le P.O.R. — Lora, ce n'était en rien une structure issue des masses et contrôlée par elles : elle eût pu le devenir. » (16)

Ce passage dont les idées sont reprises dans la brochure publiée ultérieurement par la Ligue Communiste sur la révolution bolivienne — repose sur une méconnaissance profonde de la notion marxiste de double pouvoir. Il nous oblige à revenir sur l'acquis théorique accumulé par le marxisme sur ce point.

Dans l'Histoire de la révolution russe, Trotsky commence son chapitre sur « La dualité de pouvoirs » en expliquant que :

« Le mécanisme politique de la révolution consiste dans le passage du pouvoir d'une classe à une autre. L'insurrection violente en elle-même s'accomplit habituellement en un court délai. Mais aucune classe historiquement définie ne s'élève d'une situation subalterne à la domination subitement, en une nuit, quand bien même ce serait une nuit de révolution (souligné par nous). Elle doit déjà la veille, occuper une position extrêmement indépendante à l'égard de la classe officiellement dominante ; bien plus elle doit concentrer en elle les espoirs des classes et couches intermédiaires, mécontents de ce qui existe, mais incapables d'un rôle indépendant. La préparation historique d'une insurrection conduit en période pré-révolutionnaire, à ceci que la classe destinée à réaliser le nouveau système social, sans être encore devenue maîtresse du pays, concentre effectivement dans ses mains une part importante du pouvoir de l'Etat, tandis que l'appareil officiel reste encore dans les mains des anciens possesseurs. C'est là le point de départ de la dualité de pouvoirs dans toute révolution. » (17)

C'est là le thème sur lequel Lénine et Trotsky sont revenus à de nombreuses reprises. Y compris lorsque le processus révolutionnaire est ouvert, un certain laps de temps est nécessaire pour que la classe ouvrière et les masses puissent se préparer politiquement à passer d'une situation subalterne, d'une situation de classe dominée et opprimée, à une situation de classe dominante, exerçant en tant que classe hégémonique le pouvoir politique. Il ne s'agit pas simplement de gagner le temps nécessaire à la préparation matérielle, à l'insurrection victorieuse. Il s'agit de quelque chose d'autrement plus profond : la préparation politique par une classe dominée à l'idée que le moment est venu où elle doit trouver sa situation subalterne pour une situation de domination et exercer le pouvoir à la place de la bourgeoisie.

Pour l'avant-garde du prolétariat, cette préparation est permanente et s'opère dans les rangs des syndicats et surtout du parti révolutionnaire qui doit jouer par rapport au prolétariat, comme Trotsky le rappelle dans *Leçons d'octobre* : « le rôle que jouait dans la révolution bourgeoise la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. » (18) Pour le gros de la classe ouvrière et pour les autres classes et couches exploitées, cette préparation, dont le parti révolutionnaire doit être le moteur et l'inspirateur, ne peut que se faire dans le feu même du processus révolutionnaire et au cours des phases immédiatement pré-révolutionnaires de celui-ci. Elle exige la constitution d'organismes appropriés qui ne sont précisément autres que les soviets, ou autres organes répondant aux mêmes fonctions, comités d'usines, juntas d'ouvriers et paysans.

La question, au départ, n'est pas de savoir si les organismes soviétiques sont en mesure de se présenter comme le voudrait Michaloux « comme un pouvoir d'ores et déjà alternatif à la bourgeoisie ». A ce compte-là il n'y aurait que fort peu de cas de dualité de pouvoir : ni en 1905 en Russie, ni en Allemagne en novembre 1918, ni même de façon centralisée en Espagne en 1936, les organismes soviétiques ne sont-ils présentés comme « un pouvoir d'ores et déjà alternatif à la bourgeoisie ». Il s'agit certes de la situation qui doit se présenter à la veille de l'insurrection, mais qu'il est inconcevable qu'elle se présente d'emblée comme telle.

Ici encore, Trotsky répond aux gauchistes lorsqu'il explique dans son texte sur l'insurrection de Canton (1928) que :

« la tâche des soviets n'est pas seulement de lancer l'appel à l'insurrection ou de mener celle-ci à

(16) Rouge, n° 216, 2 octobre 1971, p. 8.

(17) L. Trotsky, Histoire de la Révolution russe : La Révolution de février, Paris, Editions du Seuil, pp. 204-205.

(18) L. Trotsky, Les Leçons d'Octobre, dans *Staline contre Trotsky 1924-26* : « La Révolution permanente et le Socialisme dans un seul pays », Paris, Maspero 1965 (Collection Bibliothèque Socialiste), pp. 76-77.

bien, mais de conduire les masses vers l'insurrection par les étapes nécessaires (souligné par Trotsky). Au départ, le soviét ne rallie pas les masses au mot d'ordre de l'insurrection armée, mais seulement à des mots d'ordre limités ; ce n'est que plus tard, pas à pas, que celles-ci sont conduites vers l'insurrection sans se perdre en route et en empêchant que l'avant-garde ne soit isolée de la classe dans son ensemble. Le soviét fait le plus souvent son apparition en relation avec des grèves qui contiennent en elles les perspectives d'un développement révolutionnaire, mais qui sont, au moment donné, limitées à des revendications partielles. Mais il faut que les masses ressentent et comprennent dans l'action, que le soviét est leur organisme, qu'il rassemble leurs forces pour la lutte, la résistance, l'auto-défense et l'offensive. Elles ne peuvent pas ressentir et comprendre ceci dans l'action d'un jour, au travers d'un seul acte, mais par l'expérience de plusieurs semaines, mois et peut-être années, avec ou sans interruption. » (19)

Ceci ne signifie pas pour autant que le soviét soit dès le départ, comme le voudrait Michaloux et ceux qui partagent sa conception des soviets, « une structure issue des masses et contrôlée par elle ». Affirmer cela, c'est sur ce point encore, ne rien comprendre à la nature des soviets, c'est en donner au mieux une interprétation totalement gauchiste. Au départ les soviets peuvent fort bien être et dans la plupart des cas ont été, et seront, des organismes soit contrôlés par les directions traditionnelles de la classe ouvrière, par les appareils traitres des partis ouvriers, soit dans lesquels ceux-ci occupent pour le moins une place importante.

Cela renferme de très grands dangers et fait que la formation des soviets ne préjuge en rien de la suite du processus révolutionnaire, et ne garantit en aucune manière la destruction ultérieure de l'Etat bourgeois et la prise du pouvoir par le prolétariat.

Cela n'en modifie pas pour autant la nature des soviets. Celle-ci ne découle pas seulement de leur composition, mais aussi — et avant tout — de la fonction déterminée qu'ils occupent dans le cadre des relations nouvelles qui se nouent, ne fût-ce que temporairement, entre le prolétariat et les masses d'un côté et la bourgeoisie et son Etat de l'autre, et dont l'existence caractérise une situation révolutionnaire.

A ceux qui en doutent, nous demandons de se reporter une fois encore à 1917. Que voit-on ? On voit le Comité exécutif provisoire du soviét des députés ouvriers « se constituer à Pétrograd le 27 février sous l'impulsion de dirigeants menchéviques que l'on venait de tirer de prison avec des "représentants actifs du mouvement syndical et de la coopération appartenant à la même aile droite (...) et d'anciens révolutionnaires qui avaient perdu le contact des "masses" mais gardé un nom" » ; et Trotsky poursuit : « le Comité exécutif s'étant également adjoint des bolchéviks, invita les ouvriers à élire leurs députés » ; plus loin, Trotsky rapporte que « même au soviét du quartier de Vyborg le rôle des dirigeants appartient dans un premier temps à des ouvriers menchéviques ». On ne saurait être plus clair (20).

Au départ, l'initiative dans la création puis la direction a appartenu aux « directions bureaucratiques » dont parle Michaloux. Mais que voit-on aussi ? Que ce « Comité exécutif provisoire » composé de membres dont la majorité n'avait qu'un seul souci, celui de remettre tout le pouvoir à la bourgeoisie, c'est-à-dire

au Comité Provisoire de la Douma, fut néanmoins, du fait même de sa constitution et sous la pression des masses, obligé, malgré lui, de s'affirmer face au gouvernement bourgeois comme un organe de pouvoir et d'assumer une partie des tâches gouvernementales. C'est là, on le sait, que réside tout le « paradoxe de février », que se trouve toute la dialectique qui conduit de février à octobre et dont l'un des aspects est la transformation interne des soviets exprimée par la conquête de la majorité par les bolchéviks, conduisant à une situation où ils sont devenus ce qu'ils n'étaient pas au départ, « une structure issue des masses et contrôlée par elle », et une base adéquate pour engager la lutte pour le pouvoir.

Ce processus n'a rien d'inéluctable. Même en 1917, Lénine et les bolchéviks ont envisagé — au lendemain des journées de juillet — la possibilité d'avoir à abandonner les soviets comme canal de mobilisation des masses vers le pouvoir et d'avoir à organiser la révolution y compris contre les soviets demeurés aux mains des conciliateurs. En Allemagne, en novembre-décembre 1918, la faiblesse des révolutionnaires, l'absence du parti révolutionnaire centralisé, même petit, ont permis à l'appareil social-démocrate de liquider en quelques semaines — et de l'intérieur de ceux-ci — les conseils d'ouvriers et de soldats en tant qu'organes de double pouvoir et de reconstruire l'Etat bourgeois disloqué au nom du « pouvoir au peuple » et des élections à une Constituante.

Il ne suffit donc pas que naissent des soviets pour que le problème du pouvoir soit résolu. Mais inversement, il est nécessaire que ceux-ci violent le jour pour que ce problème puisse commencer à se poser en termes concrets et s'imposer aux masses comme une tâche à réaliser immédiatement. Sur la base d'expériences d'un siècle exactement, d'expériences de lutte du prolétariat, les marxistes savent qu'il n'existe aucune autre institution qui assure de façon semblable la centralisation de l'énergie révolutionnaire des masses, qui peut éviter que celles-ci « se perdent en route », et qui leur fournit une institution où elles peuvent se préparer à la prise du pouvoir, en faire partiellement l'apprentissage et se préparer, y compris « psychologiquement », à l'idée qu'elles doivent se substituer à la bourgeoisie comme classe dirigeante.

« La forme soviétique — dit Trotsky parlant de 1917 — ne contient en soi aucune force mystérieuse. Elle n'est nullement exempte des vices inhérents à toute forme de représentation, inévitables tant que celle-ci reste indispensable. Mais (...) elle réduit ces vices au minimum. On peut dire avec assurance (...) QUE TOUTE AUTRE REPRÉSENTATION ATOMISANT LA MASSE (souligné par nous) aurait exprimé dans la révolution la réelle volonté de celle-ci incomparablement moins bien et avec plus de retard. » (21)

C'est à partir de cette compréhension exacte de la nature et des fonctions des soviets que l'O.C.I. affirme que l'Assemblée Populaire était effectivement un soviét, que sa première réunion a effectivement été le point de départ d'une situation de double pouvoir.

(21) L. Trotsky, *ibidem*, pp. 238-239. Dans le cas de la Bolivie, l'Assemblée Populaire a eu cette vertu centralisatrice. Son existence a permis de réduire considérablement les effets de la présence, dans le mouvement ouvrier, de nombreux courants distincts et hostiles, contrairement à ce qu'affirme la revue petite-bourgeoise chilienne *Punto Final* (n° 138 du 31 août 1971) qui, reflétant les positions du M.I.R. chilien, s'acharne contre l'Assemblée Populaire. L'affirmation par le prolétariat de son hégémonie a imposé à tous les courants un cadre qu'il leur a fallu respecter et a permis à l'Assemblée Populaire, en centralisant la volonté de combat et la mobilisation en cours des masses, de représenter une force qualitativement plus puissante que la somme des partis et organisations présentes dans son sein.

(19) L. Trotsky, « L'insurrection de Canton, Alma-Ata, juillet 1928 », publié dans L. Trotsky, *Problems of the Chinese Revolution*.

(20) L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, pp. 161-163 et 170-171.

Elle eut cette vertu pour la raison que signale Trotsky dans « Et maintenant ? » lorsqu'il rappelle que « de même que le Syndicat est la forme élémentaire de front unique dans la lutte économique, le Soviet est la forme la plus élevée du front unique dans les conditions où le prolétariat entre dans l'époque de la lutte pour le pouvoir ». Ecrits, tome III, Allemagne-Espagne, Ed. Quatrième Internationale, p. 163.

Le P.O.R. a expliqué à de nombreuses reprises que l'Assemblée Populaire, organe à caractère soviétique, était sous une forme élevée au niveau du problème du pouvoir, un Front unique anti-impérialiste.

Dire ceci n'est exact qu'à condition d'expliquer immédiatement après, que c'est la constitution et le maintien, contre vents et marées, du Front Unique prolétarien qui a seul permis que se forme et que vive un Front Unique anti-impérialiste, où aux côtés des partis et organisations ouvriers se sont effectivement trouvés des partis et organisations nationalistes bourgeois et petits-bourgeois.

Que tel ait été le cas, ressort de toute l'évolution politique suivie d'octobre 1970 jusqu'au coup d'Etat. C'est autour de la C.O.B. tout d'abord que s'est constitué en octobre le « Commandement politique », première forme prise par le Front Unique anti-impérialiste. De façon plus nette encore, le 10 janvier c'est l'intervention, sur leur propre plan de classe et dans le cadre du Front Unique prolétarien, des mineurs, qui a ouvert la voie vers la formation de l'Assemblée Populaire, et c'est la Fédération des Mineurs qui a ensuite constitué la colonne vertébrale de celle-ci. Il ne fait pas le moindre doute, en effet, que c'est le Front Unique de classe constitué sous la forme concrète du bloc P.O.R., P.C.B. et Fédération des Mineurs — constitué par le P.O.R. et imposé par lui au P.C. sur la base de la mobilisation unie du prolétariat minier — qui a seul évité que l'Assemblée se subordonne immédiatement à Torres et collabore à la mise en œuvre des projets constitutionnels de celui-ci. L'adoption par l'Assemblée Populaire des thèses de la C.O.B. comme son texte programmatique de base traduit — au-delà des lacunes et contradictions dont ces thèses étaient entachées — la même réalité. Avant d'être l'expression organisationnelle du Front Unique anti-impérialiste, l'Assemblée Populaire était l'expression organisationnelle dans une forme élevée au niveau de la lutte pour le pouvoir du Front Unique prolétarien. C'est uniquement cela qui lui permettait d'être le canal de la mobilisation des masses autour du prolétariat dans la lutte pour le pouvoir ouvrier, le gouvernement ouvrier et paysan, transition vers la dictature du prolétariat.

Ce point est essentiel : le seul prolongement conforme aux intérêts des masses que peut avoir le Front Unique anti-impérialiste est la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan et la dictature du prolétariat au travers des soviets d'ouvriers et de paysans. La tactique du Front Unique impérialiste n'est admissible, comme l'indiquent les thèses du IV^e congrès de l'Internationale Communiste que pour autant qu'il permet au mouvement ouvrier « de conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun » et d'imposer « l'orientation vers la Russie des Soviets et la jonction avec la lutte du prolétariat des pays avancés », étant donné que « la révolution coloniale ne peut triompher qu'avec la révolution prolétarienne dans les pays occidentaux » (22).

Dans les thèses sur la Révolution Permanente, il est écrit :

« 3. — Non seulement la question agraire mais aussi la question nationale assignent à la paysanne-

rie, qui constitue l'énorme majorité de la population des pays arriérés, un rôle primordial dans la révolution démocratique. Sans une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, les tâches de la révolution démocratique ne peuvent pas être résolues ; elles ne peuvent même pas être sérieusement posées. MAIS L'ALLIANCE DE CES DEUX CLASSES NE SE RÉALISERA PAS AUTREMENT QUE DANS UNE LUTTE IMPLACABLE CONTRE L'INFLUENCE DE LA BOURGEOISIE LIBÉRALE NATIONALE.

« 4. Quelles que soient les premières étapes épiques de la révolution dans les différents pays, L'ALLIANCE RÉVOLUTIONNAIRE DU PROLÉTARIAT ET DE LA PAYSANNERIE N'EST CONCEVABLE QUE SOUS LA DIRECTION POLITIQUE DE L'AVANT-GARDE PROLÉTARIENNE ORGANISÉE EN PARTI COMMUNISTE. » (23)

Le Front Unique anti-impérialiste est une tactique légitime lorsqu'il assure, dans ces conditions, cette alliance, ainsi de façon plus générale lorsqu'il permet le regroupement autour du prolétariat et de ses organisations et sous l'hégémonie politique de celui-ci des partis et organisations représentant la petite-bourgeoisie et les masses opprimées des villes et des campagnes. Il n'a ni légitimité, ni valeur, indépendamment du respect absolu des principes ainsi définis par Trotsky. Le préalable à la mise en œuvre de la tactique du Front Unique anti-impérialiste est donc constituée par la réunion effective des conditions permettant d'assurer l'hégémonie politique du prolétariat au sein du front anti-impérialiste et en faire le tremplin dans la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, transition vers la dictature du prolétariat.

L'Assemblée Populaire a eu ceci de propre qu'il s'agit de la première forme centralisée d'organe soviétique qui soit né comme conséquence de l'intervention consciente, délibérée d'une organisation révolutionnaire marxiste, dans une phase précédant les convulsions les plus profondes de la lutte de classes. C'est de là que résulte le caractère extrêmement organisé qu'a revêtu l'Assemblée en particulier le fait qu'elle ait été dotée de statuts. Deux catégories de délégués sont venus constituer l'Assemblée Populaire :

1° Les délégués désignés par les organisations syndicales, ouvrières, étudiantes et paysannes ainsi que, à raison de délégués chacun, les cinq partis qui ont accepté les objectifs et les statuts de l'Assemblée : Parti Révolutionnaire de la Gauche Nationaliste (P.R.I.N.), Parti Communiste Bolivien, Parti Communiste Bolivien, Parti Marxiste-Léniniste (pro-chinois), Parti Ouvrier Révolutionnaire (P.O.R.) et groupe Espartaco.

2° Les délégués élus dans les entreprises, les mines et les assemblées locales de base.

Lors de la session de juin-juillet, tous les sièges prévus à l'Assemblée n'ont pas été pourvus ; en particulier ceux prévus pour la paysannerie et une partie de ceux prévus pour les assemblées d'entreprises et locales.

Ni le P.O.R., ni l'O.C.I. n'ont attendu que la Ligue Communiste se réveille subitement pour signaler d'autre part que les délégués désignés par les organisations syndicales avaient été choisis au sein de l'appareil syndical et comportaient une forte proportion d'éléments droitiers, proches de Lechin ou même formés par les centrales syndicales « libres » nord-américaines au temps de Barrientos.

Interrogé à ce sujet dans le n° 527 du 7 juillet 1971 d'Informations Ouvrières, le camarade Sossa a répondu :

« Chez les mineurs, les dirigeants de la Fédération des Mineurs, sous l'impulsion de notre camarade Filemon Escobar, ont immédiatement entrepris une

(22) Voir les Thèses générales sur la question d'Orient dans « Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste », Librairie du Travail, juin 1934 (reprint Maspero 1970), p. 177.

(23) « Qu'est la révolution permanente ? » (Thèses), Thèses n° 3 et 4.

campagne systématique d'explication et de mobilisation autour de l'Assemblée Populaire et se sont rendus en personne dans les différents centres et les différents puits. Là se sont créés effectivement des comités de base et se sont tenues des assemblées qui ont élu les 18 délégués représentant les mineurs à l'Assemblée Populaire. Les résultats de ces élections ont traduit un premier mouvement de radicalisation consciente des mineurs, et ont été sensiblement différents de ceux des élections syndicales qui avaient eu lieu quelques semaines auparavant. Parmi les 18 délégués des mineurs, se trouvent cinq membres du P.O.R. et plusieurs autres militants très proches de lui.

Ailleurs, dans les autres secteurs de la classe ouvrière, dans l'industrie manufacturière ou dans les services publics, des assemblées n'ont pu se tenir qu'au niveau national pour élire les délégués des différentes corporations. Cela traduit en partie la dispersion géographique des travailleurs de ces secteurs, mais aussi un degré de mobilisation moins profond que chez les mineurs.

Dans d'autres secteurs, les directions syndicales ont tenté de procéder de façon totalement bureaucratique et de désigner les délégués. Cela s'est passé chez les enseignants, les fonctionnaires et aussi chez les étudiants où la coalition des groupes petits-bourgeois centristes et gauchistes pro-chinois et catholiques (qui a gagné il y a quelques semaines les élections au syndicat étudiant en servant de point de ralliement sans principe de tous les éléments hostiles aux jeunes du P.O.R. et à la tendance révolutionnaire qu'ils impulsent à l'Université) a refusé de faire élire les délégués étudiants à l'Assemblée populaire moyennant la tenue d'assemblées de base.

Dans la même interview, Sossa a caractérisé comme suit les rapports noués au sein de l'Assemblée entre le parti révolutionnaire et les autres forces politiques.

« D'un côté ce sont les propositions du P.O.R., les documents et résolutions préparés et présentés par lui qui ont servi de base à l'ensemble des travaux de l'Assemblée et qui ont été adoptés par celle-ci avec peu de changements, et le plus souvent pratiquement à l'unanimité des voix. D'où la haute tenue des discussions et l'importance des décisions prises.

« D'un autre côté cependant dès qu'il s'est agi de passer à l'élection des organes de direction de l'Assemblée Populaire les propositions du P.O.R. se sont heurtées à l'opposition la plus vive et au moment de compter les voix il est apparu que le P.O.R. représentait environ 20 % des délégués seulement, peut-être un peu plus, mais moins en tout cas que l'estimation que vous avez avancée dans I.O. la semaine dernière.

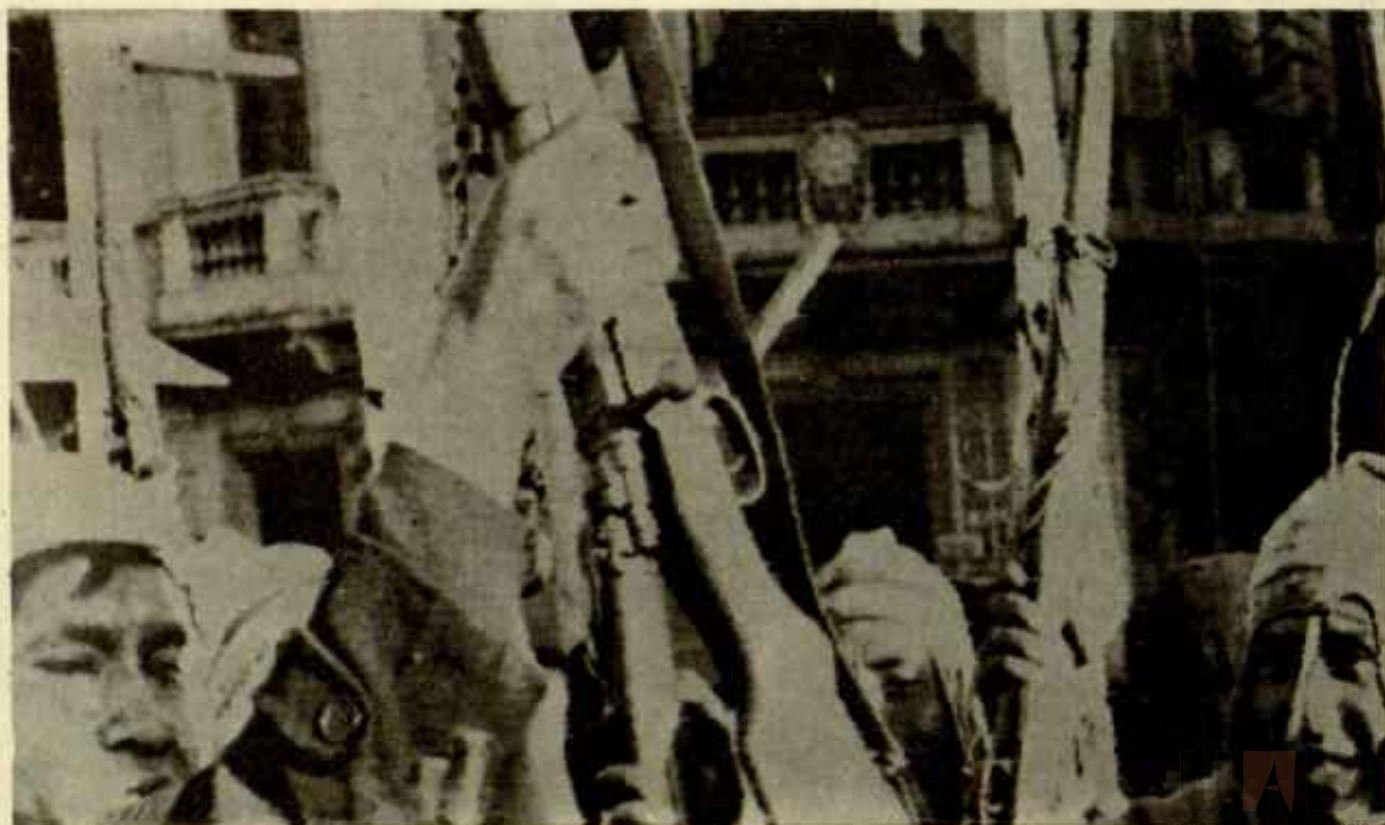
Nous sommes donc en présence d'une situation contradictoire. Les propositions du P.O.R. rencontrent le plus large écho et aucune tendance — que ce soient les staliniens, ou Lechin et les porte-parole de ce qui reste du nationalisme bourgeois et du courant syndical qui appuie le nationalisme bourgeois, ou les groupes gauchistes aventuristes petits-bourgeois — ne peut leur opposer une orientation cohérente, ni s'opposer politiquement aux arguments du P.O.R.

Mais le P.O.R. reste minoritaire sur le plan de l'organisation. Il n'organise pas encore dans ses rangs une couche suffisamment large de militants, intervenant dans l'ensemble des secteurs de la classe ouvrière, et par là même il ne compte qu'une minorité de délégués qui luttent inconditionnellement avec lui à l'Assemblée. Il y a une exception et heureusement elle est de poids, qui sont les mineurs où le P.O.R. a pu compter constamment sur l'appui de la majorité des délégués. Il faut parvenir rapidement à ce que cela cesse d'être une exception, mais devienne la règle dans toutes les corporations. »

Et le camarade Sossa concluait en disant ceci :

« S'il est exact que le prolétariat et les masses boliviennes sont bel et bien engagés dans la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan et que la réunion de l'Assemblée Populaire constitue un premier pas dans la voie d'une dualité de pouvoir d'où il sera possible d'engager la lutte pour détruire l'Etat bourgeois, il reste de très importants pas à faire avant que cet objectif puisse être atteint. »

Nul triomphalisme, par conséquent, ni de la part du P.O.R., ni de la part de l'O.C.I., mais une appréciation froide des possibilités, mais aussi des dangers présents dans la situation qui venait de se créer.



5) La désintégration accélérée de l'Etat bourgeois et le coup d'Etat fasciste

Mais par le simple fait de sa réunion, l'Assemblée Populaire modifiait par son existence même tous les rapports politiques entre les classes en Bolivie. Rien d'étonnant donc qu'à partir de la réalisation de la session de juin et le début de mise en œuvre des premières décisions de l'Assemblée, le processus de mobilisation des masses autour de l'Assemblée se soit accéléré. Deux secteurs au moins, les mineurs et les étudiants, se sont profondément identifiés à celle-ci et ont vérifié l'hypothèse du P.O.R., savoir que c'est par ce canal que passerait la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. C'est cela même qui a précipité le coup d'Etat.

Dès leur retour à La Paz, les délégués ouvriers, à la première session de l'Assemblée, tenaient — dans l'écrasante majorité des cas, à l'initiative du P.O.R. — des assemblées de compte rendu dans les principaux centres ouvriers du pays. A Oruro, et à Potosi, des assemblées populaires régionales ont été convoquées et ont permis de répercuter la discussion politique de fond autour de la signification de l'Assemblée Populaire de La Paz. Dans les mines, la mobilisation autour de l'Assemblée Populaire comportait partout la réunion d'Assemblées de base, où les travailleurs affirmaient leur droit au contrôle de leurs délégués, et imposaient de nouvelles élections où triomphaient les militants du P.O.R.

L'Assemblée a eu un profond impact dans les Universités et a permis aux étudiants et aux intellectuels de commencer à comprendre la signification de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte pour la révolution prolétarienne.

Dans la paysannerie, la période qui est allée de la première session de l'Assemblée au soulèvement fasciste a été marquée également par une évolution beaucoup plus lente, mais néanmoins certaine, vers le regroupement des forces paysannes autour de l'Assemblée et de la classe ouvrière. Le gouvernement Torres a tenté d'exploiter ce changement en sa faveur, mais au congrès paysan tenu à Potosi, quelques jours avant le coup d'Etat sur les débris de l'ancienne Confédération paysanne, on a proclamé la fin de l'alliance armée-paysannerie, dont Barrientos en particulier avait fait un instrument de pouvoir, et la nécessité de lui substituer l'alliance avec la classe ouvrière.

Un facteur important de la mobilisation a été constitué par le travail de la Commission de l'Assemblée chargée d'établir les responsabilités dans les meurtres commis sous Barrientos, dans les mines, les facultés et aussi dans la lutte contre la guérilla de Guevara. Les travaux de cette Commission ont été suivis avec une extrême attention et recevaient un appui toujours plus important dans les masses.

A la mi-août, c'est à juste titre que Masas pouvait affirmer qu'il

« se développe une attente chaque jour plus forte face à la tenue de la seconde session de l'Assemblée Populaire (convoquée pour le 7 septembre) et ceci non seulement en raison des problèmes importants qu'il lui faudra résoudre, mais aussi parce qu'elle s'est renforcée et se présente toujours plus comme la direction révolutionnaire indiscutable de tout le peuple bolivien. Les délégués qui viendront à La Paz en septembre seront indiscutablement des représentants plus authentiques des masses qu'ils ne l'étaient en juin où certains d'entre eux ont été nommés simplement par les dirigeants syndicaux. »

Tous les jours, les journaux faisaient état de mouvements divers dans tous les secteurs des masses,

dans les usines, les quartiers ouvriers, les écoles, qui traduisaient une volonté croissante de répondre par l'action à toute tergiversation du patronat ou de l'Etat.

Tous les jours, on assistait à un affaiblissement du gouvernement Torres et de cette partie de l'appareil d'Etat sur laquelle il gardait encore en principe le contrôle. Un vide indiscutable se créait dans le pouvoir à l'approche de la seconde session de l'Assemblée. C'est pour empêcher que ce soit la classe ouvrière et ses organisations, au travers de cet organisme, qui remplisse ce vide ; pour interdire aussi que le processus de désintégration de l'Etat touche l'armée elle-même, comme il paraissait commencer à le faire, que les fascistes se sont soulevés, le 19 août à Santa-Cruz, et ont précipité la guerre civile, pendant qu'il était encore temps pour eux d'agir avec initiative. Mais si une telle situation a pu se créer, une telle désintégration du pouvoir de l'Etat se produire, c'est parce que dans le processus de mobilisation des masses, il y avait eu l'élément conscient de la politique du Parti Révolutionnaire, le P.O.R.

Arrivé à ce stade, il est clair que la thèse développée par la Ligue Communiste comme par Wohlforth et la S.L.L., selon laquelle le P.O.R. aurait soutenu Torres, lui aurait servi de couverture gauche, aurait même constitué l'Assemblée Populaire avec cet objectif principal, est une thèse qui se trouve démolie pierre par pierre, broyée, liquidée, dans des conditions qui jettent le plus grand discrédit sur ceux qui l'ont formulée et permettent de les caractériser comme des irresponsables dont les positions les conduisent à s'aligner peu ou prou dans le camp de la classe ennemie.

C'est bien là ce que les détracteurs et les calomnieux petits-bourgeois du P.O.R. ont compris. Aussi leur a-t-il été nécessaire de trouver des lignes de repli stratégique.

La première ligne de repli est la suivante : le caractère « traître » selon les uns, « réformiste » selon les autres, de la politique du P.O.R. se mesurerait au fait qu'il n'a lancé à aucun moment les mots d'ordre de « Tout le pouvoir à l'Assemblée ! » et « A bas le gouvernement Torres ! »

La seconde ligne de repli consiste à affirmer que le caractère « réformiste » de la politique du P.O.R. se mesurerait par l'importance tout à fait secondaire qu'il aurait accordé à la question de l'armement du prolétariat, par le fait qu'il se serait refusé à aborder la question de comment armer les travailleurs.

LÉON TROTSKY

LE PROGRAMME DE TRANSITION

(L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale)

Edité par « LA VERITE »

Prix : 3 F

UAB
Biblioteca de Comunicaci
i Hemeroteca General
CEDOC

6) Les conditions ont-elles existé pour lancer les mots d'ordre « A bas Torres ! » et « Tout le pouvoir à l'Assemblée Populaire ! » ?

Le reproche fait au P.O.R. de n'avoir à aucun moment lancé — à quelle date ? — là, les avis sont partagés et chacun répond selon sa fantaisie — les mots d'ordre complémentaires « A bas Torres », « Tout le pouvoir à l'Assemblée Populaire », traduit un degré d'ignorance fort élevé de la situation en Bolivie. A aucun moment, le processus n'a atteint le degré de maturité nécessaire pour lancer ces mots d'ordre. L'ensemble du processus allait dans ce sens, mais ni en mai ou juin, il n'avait atteint le point où les masses pouvaient s'emparer de tels mots d'ordre.

A la mi-août, il était évident pour la direction du P.O.R. que la nécessité de lancer ces mots d'ordre allait vraisemblablement se poser en termes concrets, à partir ou dans le cours même de la seconde session de l'Assemblée, qui devait inévitablement marquer une nouvelle étape dans la mobilisation et la centralisation organisationnelle des masses, et allait comporter également un accroissement sensible de la représentation du P.O.R. au sein de l'Assemblée.

Mais en août il s'agissait d'atteindre cette seconde session et de travailler à marches forcées au renforcement numérique et politique du parti, et aussi à son armement. Chaque jour était de ce point de vue un jour de gagné.

« A bas Torres », « Tout le pouvoir à l'Assemblée Populaire » sont des mots d'ordre dont l'utilisation — de même que celui de l'appel à l'insurrection armée — ne peut être considérée abstraitement, en dehors du temps et de l'espace. La situation devient mûre pour lancer ces mots d'ordre seulement lorsque la classe ouvrière s'est élevée d'une « situation subalterne » — pour reprendre l'expression de Trotsky — jusqu'à la conviction qu'elle peut et qu'elle doit exercer dorénavant le pouvoir, et lorsque le mécontentement et l'espoir des classes et couches intermédiaires — paysannerie et masses laborieuses des villes — a atteint le point nécessaire pour les conduire à se rassembler autour du prolétariat pour la révolution.

C'est bien ce double processus capital qui était engagé en Bolivie, à partir de la fin de la première session de l'Assemblée Populaire. Il n'a atteint à aucun moment cependant le niveau de développement nécessaire permettant de lancer les mots d'ordre du pouvoir de façon correcte.

Mais l'accusation portée contre le P.O.R. a pris encore une autre forme : celle de n'avoir pas lancé ces mots d'ordre en plein cours de la crise du 19 au 21 août et avoir combattu aux côtés de Torres contre les auteurs du coup d'Etat militaire.

Le 20 août, le P.O.R. a présenté au Commandement politique de l'Assemblée Populaire et fait adopter par celui-ci la résolution suivante :

« Les derniers événements qui se sont déroulés dans le pays mettent une fois de plus en évidence que le "gorillisme", la réaction fasciste et les laquais de l'impérialisme utilisent le coup d'Etat, le terrorisme et tous les moyens dans leurs vains efforts pour écraser le mouvement révolutionnaire et la classe ouvrière. Le Commandement politique, au nom de l'Assemblée Populaire, réaffirme que son objectif fondamental est la construction du socialisme, but qui ne pourra être atteint qu'à travers l'écrasement total du "gorillisme" fasciste et de la réaction ; écrasement qui implique la destruction de son pouvoir économique, encore intact dans de nombreux secteurs.

Le coup d'Etat fasciste cherche à empêcher la participation ouvrière majoritaire inévitable au sein de la COMIBOL et la victoire certaine du peuple bolivien et de

son prolétariat, qui sera la victoire définitive du socialisme. La défense de notre cause, qui est la cause des hommes et des femmes de ce pays, nous oblige à repousser avec toute l'énergie et la décision nécessaire l'agression fasciste.

Dans ce moment crucial, nous pensons qu'il est de notre devoir de mettre l'accent sur le fait que la réaction peut conspirer sans se gêner, utiliser une partie de l'appareil et des ressources de l'Etat du fait des hésitations, des faiblesses et des dangereuses oscillations de droite et gauche du gouvernement du général Torres.

Le peuple bolivien ne peut être d'accord ni déterminer son action en fonction de cette attitude et nous soulignons que toute concession au "gorillisme" fasciste, tout accord avec lui serait un coup direct au processus révolutionnaire, une trahison des intérêts nationaux, un service rendu à l'impérialisme.

En conséquence le Commandement politique — direction du Front unique anti-impérialiste — appelle tous les Boliviens, hommes et femmes, travailleurs et intellectuels d'avant-garde, soldats, sous-officiers, jeunes militaires à se dresser, à combattre, à descendre dans la rue pour écraser totalement et définitivement le "gorillisme", putschiste, les brigands de la réaction et les laquais de l'impérialisme.

BOLIVIENS,

Le peuple est en guerre à mort contre le gorillisme fasciste. Comme en toute guerre, l'objectif central consiste à vaincre et écraser l'ennemi.

LES EXPLOITES NE FONT CONFIANCE QU'A LEURS ORGANISATIONS ET A LEURS PROPRES FORCES : C'EST AUTOUR D'ELLES QU'ILS DOIVENT SE MOBILISER. (24)

Du point de vue qui nous occupe dans cette section, ce texte est sans ambiguïté. Il repose entièrement sur l'affirmation de la nécessité pour les masses de se mobiliser de façon totalement indépendante de Torres, sur leur propre plan, pour leurs propres objectifs, derrière leurs propres organisations et en ne comptant que sur leurs propres forces. C'est ainsi que l'avant-garde de la classe ouvrière a effectivement combattu le 21 août : avec ses propres organisations, sous son propre commandement et en ne comptant que sur ses propres forces. Elle n'a pas mêlé son drapeau à celui de Torres ; y compris dans le cours des combats, comme en octobre 1970, il n'y a jamais eu plus que la conjonction de deux forces — celle du régiment Colorado, celle des milices — mais à aucun moment leur fusion.

Fallait-il, le 20 et 21 août, crier « A bas Torres », comme le laisse entendre Wohlforth ? Ceux qui le pensent sont ceux qui se refusent en pratique à faire une différence entre la démocratie bourgeoise et le fascisme (*Programme de transition*), ceux qui auraient voulu que les bolchéviques crient « A bas le gouvernement provisoire », lorsque Kornilov marchait sur Pétrograd, ceux que Trotsky fustige dans son texte célèbre sur « Les ultra-gauches en général et les incurables en particulier » :

« En participant en première ligne à la lutte contre Kornilov, les bolchéviques ne prenaient pas la moindre responsabilité pour la politique de Krensky ; au contraire ils la dénonçaient comme responsable de l'assaut réactionnaire et comme incapable de le dominer. C'est ainsi qu'ils ont préparé

(24) « La contre-révolution d'août 1971 », Masas, n° 400, septembre 1971, p. 7.

les prémisses politiques de la révolution d'Octobre dans laquelle l'alternative : bolchevisme ou contre-révolution (communisme ou fascisme), d'une tendance historique est devenue une réalité vivante et immédiate. » (25)

En participant en première ligne dans la lutte contre Banzer, Selich et Reque Teran, les militants du P.O.R. et l'avant-garde ouvrière et étudiante qui a pris les armes à La Paz et à Oruro, n'ont pas pris non plus la moindre responsabilité pour la politique de Torres ; mais ont sauvé le Front unique anti-impérialiste,

7) La question de l'armement du prolétariat et la politique du P.O.R. lors de l'affrontement des 21-22 août

Pour les pablistes en Europe, comme pour l'ensemble des courants guérilléristes en Amérique latine, la question de l'armement du prolétariat en général et le fait que le prolétariat bolivien se soit trouvé encore pratiquement sans armes au moment du coup d'Etat militaire, sont devenus la dernière ligne de repli dans leur lutte politique contre le marxisme de façon générale, et contre le P.O.R. de manière plus particulière.

C'est sur ce terrain qu'ils espèrent livrer et gagner — même après avoir pris précédemment des coups sérieux — la bataille définitive contre le trotskysme ! Aussi la victoire de Banzer et Selich le 21 août devient-elle, dans leurs mains, une arme qu'ils voudraient décisive, dans leur lutte acharnée pour défendre, face au prolétariat, une existence politique indépendante et un prétendu apport politique spécifique de la petite-bourgeoisie dans la révolution.

Car tel en effet est le fond de la question. Ejectés du processus politique dès que le prolétariat affirme son hégémonie dans la lutte des classes, les courants politiques représentatifs de la petite-bourgeoisie se défendent pied à pied en présentant la question militaire comme une question qui pourrait être séparée du processus d'ensemble de la lutte des classes, une question de spécialistes, le problème par excellence qui par son essence même pourrait échapper aux masses.

C'est ainsi que monter en épingle la question militaire en Bolivie, que ce soit sous la forme de la guérilla, sous la forme de la constitution de groupes armés indépendants des organisations de masse du prolétariat, ou sous la forme, y compris, des conseils élaborés que le profond stratège Michaloux prodigue à l'égard du « parti révolutionnaire », revêt pour les pablistes et les courants guérilléristes une extrême importance, car cela leur permet de :

— éviter à tout prix d'aller jusqu'au fond des choses, c'est-à-dire d'avoir à reconnaître que le prolétariat bolivien a affirmé, grâce à l'existence et à l'intervention du P.O.R., son hégémonie dans la lutte de classe et d'avoir à dire que le processus en cours débouchait sur la dictature du prolétariat, au travers de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, se constituant à partir d'une conjonction de forces dans le cadre de l'Assemblée Populaire, prenant directement appui sur les masses organisées autour d'elle ;

— sauvegarder la question militaire en tant que question de spécialistes, en tant que domaine réservé aux militants petits-bourgeois, à la recherche de l'action virile, en mal d'une issue héroïque à l'impasse où les enferme la société bourgeoise en crise.

Or, précisément ce domaine réservé n'existe pas. La guerre est la continuation de la politique par d'au-

soudé autour du Front unique du prolétariat, jusques et y compris dans la phase de l'affrontement armé.

C'est ainsi que le P.O.R. a préservé l'ensemble de l'acquis politique constitué par la formation de l'Assemblée Populaire.

C'est ainsi qu'aucun régime — comme les commentateurs bourgeois se sont vus obligés de le reconnaître avec la plus grande inquiétude et le plus grand désarroi — n'est jamais venu au pouvoir en Bolivie dans des conditions aussi précaires et avec des bases sociales aussi faibles et au caractère de classe aussi tranché que celui qui a triomphé le 21 août.

tres moyens. La prise du pouvoir et la destruction de l'Etat bourgeois, au travers de l'action armée, est le point culminant du processus révolutionnaire. Ceci signifie que les problèmes militaires ne peuvent être posés en dehors des problèmes fondamentaux de la lutte des classes et des questions essentielles d'orientation et de méthode, qu'ils ne peuvent être considérés indépendamment du mouvement propre de mobilisation de la classe ouvrière et des masses sur leur terrain indépendant de classe, dans le cadre du Front unique, dans la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Dans le *Programme de transition*, Trotsky — président en 1917 du Comité Militaire Révolutionnaire de Pétrograd et ensuite constructeur et chef de l'Armée rouge — aborde la question militaire à propos des piquets de grève armés et des milices, et écrit :

« C'est seulement grâce à un travail systématique, constant, inlassable, courageux dans l'agitation et la propagande, toujours en relation avec l'expérience des masses elles-mêmes, qu'on peut extirper de leur conscience les traditions de docilité et de passivité ; éduquer les détachements de combattants héroïques capables de donner l'exemple à tous les travailleurs ; infliger une série de défaites tactiques aux bandes de la contre-révolution ; accroître la confiance en eux-mêmes des exploités et des opprimés ; discréditer le fascisme aux yeux de la petite bourgeoisie et frayer la voie à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Engels définissait l'Etat comme des "détachements de gens armés". L'armement du prolétariat est un élément constituant indispensable à sa lutte émancipatrice (quand le prolétariat le voudra, il trouvera les voies et les moyens de s'armer). La direction, dans ce domaine aussi, incombe naturellement aux sections de la IV^e Internationale. » (26)

Ce qui est essentiel dans ce texte, c'est que Trotsky y pose le problème de l'armement en relation avec l'expérience des masses elles-mêmes, en relation avec leur mouvement propre, en relation avec les pas en avant qu'elles font pour leur organisation sur leur propre plan de classe, en relation — en un mot — avec leur structuration en tant que classe pour soi, en tant que sujet agissant du processus historique, le tout étant indissolublement lié à la construction du parti révolutionnaire comme parti de la classe, dans la classe.

C'est à cette approche que la question des formes spécifiques que doit revêtir la question militaire à tel

(25) L. Trotsky, *Ecrits*, tome III, Allemagne-Espagne, Ed. « Quatrième Internationale », 1950, p. 529.

(26) *Programme de transition : Les piquets de grève, les détachements de combat, la milice ouvrière, l'armement du prolétariat*, p. 21.

ou tel moment, dans tel ou tel contexte, doit être subordonnée entièrement. Il ne s'agit là de rien d'autre que la réaffirmation sur le plan de la nécessité, pour le prolétariat, d'assurer son hégémonie dans la lutte révolutionnaire et la nécessité, pour les révolutionnaires, de tout subordonner à la réalisation de cet objectif qui contient lui-même la clef, l'unique clef en dernière analyse, de la victoire de la révolution prolétarienne. Si cette condition est réalisée, alors toutes les formes de lutte — guerre partisane, rurale, action partisane urbaine, etc. — du moment qu'elles s'intègrent dans le mouvement d'organisation consciente des masses pour la réalisation de leur propre pouvoir, sont justifiées et nécessaires.

Affirmer cela ne signifie en rien par ailleurs, « s'incliner — pour reprendre une autre formule de Trotsky — devant la force "élémentaire" sacrée des masses » (27).

L'O.C.I. sait, et le P.O.R. tout autant qu'elle, que si, d'un côté, « la conspiration ne remplace pas l'insurrection (et que) la minorité active du prolétariat, si bien organisée soit-elle, ne peut s'emparer du pouvoir, indépendamment de la situation générale du pays », il est tout aussi sûr, de l'autre, que « pour la conquête du pouvoir, le prolétariat n'a pas assez d'une insurrection de forces élémentaires. Il lui faut une organisation correspondante, il lui faut un plan, il lui faut la conspiration » (28).

Mais l'une des conditions du succès de toute insurrection consciente est précisément de ne pas prendre « le deuxième mois de grossesse pour le neuvième ». C'est pourquoi l'O.C.I. considère que, dans le cadre du congrès de la C.O.B., congrès syndical, et en juin 1970, le camarade Lora avait parfaitement raison de se prononcer sur cette question dans les termes où il l'a fait :

« Ce doit être une réponse à un besoin de la classe ouvrière. Quand, au cours de la bataille quotidienne vous aurez suffisamment mûri pour prendre le fusil, vous trouverez la manière de le faire et cette méthode sera une leçon que vous donnerez aux intellectuels. Quand quelqu'un vient vous dire que vous devez réaliser l'insurrection de telle ou telle manière, riez-vous de ce petit-bourgeois présomptueux parce que dans la lutte, la façon de prendre le pouvoir n'est pas écrite dans les recettes des livres, elle surgit, palpitante, de la réalité vivante dans laquelle vivent les travailleurs, c'est une nécessité historique, non une invention théorique. » (29)

Face au journaliste de *Ultima Hora*, en juillet 1971, il avait encore raison de déclarer :

« L'Assemblée Populaire n'a pas commencé par décréter l'insurrection. Au contraire, elle a discuté amplement et patiemment (caractéristiques typiquement ouvrières et non petites-bourgeoises) les problèmes de la participation majoritaire à la Comibol, de l'Ecole Unique et d'autres questions moins importantes... La dualité de pouvoir qu'ouvre l'Assemblée, doit sans aucun doute, nous pousser à définir cette période, en faveur du pouvoir ouvrier ou du gouvernement central ; cela suppose que les masses adoptent certaines formes de lutte armée. A l'heure actuelle il serait prématuré de dire laquelle. » (30)

(27) L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, La Révolution d'Octobre, chapitre sur « l'art de l'insurrection », p. 912.

(28) *Ibidem*, pp. 910-911.

(29) G. Lora, discours prononcé au IV^e Congrès de la C.O.B. publié intégralement dans *Masas*, n° 373, La Paz, 9 juin 1970, et cité dans « Bolivie : les leçons d'août 1971 », *Ligue Communiste* : document « Rouge », n° 11, p. 24.

(30) *Semana de « Ultima hora »*, La Paz, 9 juillet 1971, pp. 8-9.

S'était-on trouvé dans la phase où la conspiration serait venue à l'ordre du jour, que ce langage, dont les petits-bourgeois déclamateurs rient, eût été encore plus de rigueur.

Seul un courant politique petit-bourgeois qui cherche à défendre un rôle hégémonique dans la révolution pour la petite-bourgeoisie peut ironiser, enfin, lorsque Masas écrit :

« L'évolution politique des masses les a conduites à la conviction que le moment est définitivement passé de continuer à demander des armes à un quelconque général "gauchisant" ; mais d'aller les prendre là où elles se trouvent... »

L'armement propre des masses est un processus dont on doit prévoir qu'il se fasse tout de suite à partir du moment où elles ont saisi la nécessité et compris qu'elles devaient le faire avec toute la rapidité possible.

Dans le cours de ce processus politique d'une importance plus capitale encore que le fusil lui-même est la conviction qui s'empare des exploités que pour se libérer il leur faut prendre les armes. En réalité, nous n'avons à faire qu'à un aspect qui vient en son heure, de la radicalisation des masses. » (31)

L'émancipation des travailleurs ne pouvant être — comme dit Marx — que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et non pas celle d'un quelconque petit noyau avant-gardiste agissant derrière leur dos, fut-ce en leur nom, alors il est certain que la conviction avec laquelle les masses empoignent le fusil est effectivement décisive.

Mais il faut aller plus loin. Entre le P.O.R. et les bavards petits-bourgeois à la bravoure facile, il y a eu en plus cette différence capitale.

Sur l'orientation définie plus haut, le P.O.R., quant à lui, a travaillé activement à la réorganisation des milices ouvrières de la C.O.B., de la Fédération des Mineurs, et du parti lui-même. C'est lui qui a fait instituer par l'Assemblée Populaire un Commandement militaire, même si celui-ci devait à l'étape en question avoir des troupes réduites. Autant de mesures qui s'inscrivent dans les traditions du prolétariat et qui se remplit d'un contenu certain lors de la prochaine remontée.

Au sujet de l'activité dans ce domaine, qui serait pourtant à les croire le « leur » par excellence, du groupe de Gonzalez Moscoso, du M.I.R. et de l'E.L.N., il faut par contre dire ceci : si ces groupes se sont armés eux-mêmes — ce qui n'est même pas prouvé — ils n'ont, en tout cas, pas aidé à armer le prolétariat, pour des raisons qu'éclaire leur nature politique de courants petits-bourgeois. S'ils se sont armés eux-mêmes, cela ne s'est ni su, ni senti au cours des combats. Où étaient-elles donc les belles armes automatiques pour lesquelles la Ligue fait tant de battage publicitaire dans les colonnes de Rouge ? En Bolivie sûrement pas !

Wohlforth et la S.L.L., on le sait, aux grands applaudissements de la Ligue Communiste, ont soutenu que c'est de Torres que le P.O.R. s'était borné à attendre passivement les armes, traduisant ainsi le lien traître qui le liait prétendument au nationalisme petit-bourgeois. L'accusation est tellement inconsistante que pour l'étayer Wohlforth et la S.L.L. ont été à deux reprises, sur ce point précis, obligés de commettre des faux, en modifiant dans la traduction et dans le commentaire, les déclarations faites par le camarade Lora à ce sujet.

Parlant de la crise politique d'octobre 1970 et des leçons que le P.O.R. en avait tirées, le camarade Lora écrit :

(31) *Masas*, n° 382, La Paz, 31 mai 1971, p. 16.

« En octobre 1970, la classe ouvrière a envahi la scène politique sans armes, comme une simple masse. Il était déjà clairement compréhensible que pour vaincre la réaction militaire il fallait mettre un fusil entre les mains de l'ouvrier politisé. A cette époque-là tout le monde croyait, et l'idée était partagée y compris par nous marxistes — que les armes pourraient être cédées par l'aide de l'armée au pouvoir... » (32)

Wohlforth, dans l'introduction qu'il a faite au texte de Lora, cite ce passage sur lequel il va étayer toute son argumentation, mais en le transposant au présent, comme il l'a fait également pour les thèses de la C.O.B. dans son texte antérieur.

C'est de façon analogue, comme l'O.C.I. l'a déjà relevé dans sa déclaration du 21 novembre 1971, que, commentant un passage de l'interview de Lora à I.O., la S.L.L. substitue le terme de stratégie, là où Lora parle de tactique.

De tels subterfuges sont nécessaires, uniquement parce que l'accusation ne résiste pas aux faits. Le P.O.R. n'a rien attendu de Torres, a combattu les illusions à son sujet, a impulsé le 20 août la délégation auprès du président dans le seul but de rendre son refus d'armer les masses parfaitement clair aux yeux de celles-ci. Les masses ont combattu derrière leurs propres organisations et sous leur propre dra-

peau et n'ont à aucun moment confondu leurs luttes avec une quelconque défense de Torres.

L'affrontement armé limité du 21 août a été marqué en effet par deux éléments :

1° C'est dans le cadre des milices ouvrières et sous le commandement de ses organisations syndicales et politiques que les couches avancées des travailleurs et des étudiants ont combattu les armes à la main ;

2° A La Paz, les militants ouvriers et étudiants qui ont combattu étaient membres des organisations politiques et syndicales présentes dans l'Assemblée Populaire ainsi que des syndicats de la Fédération Départementale de la Centrale Ouvrière et sont placés sous les ordres du Commandement militaire de l'Assemblée Populaire. Autour de Oruro, il s'est agi des mineurs de Siglo XX, Catavi, de Huanuni, de San José, tous membres de la Fédération des Mineurs. Dans un cas comme dans l'autre, ces militants, travailleurs et jeunes, se sont mobilisés à l'appel de ceux que les pablistes et *Lutte Ouvrière* nomment avec leur mépris de petits-bourgeois, les « directions traditionnelles ». Dans un cas comme dans l'autre, les militants du P.O.R. et des Jeunesses du P.O.R. se sont placés au premier rang du combat et ont souvent assuré les principales responsabilités politiques pendant la courte période de l'affrontement militaire, affirmant ainsi au moment des définitions décisives des positions des uns et des autres, leur qualité d'avant-garde du prolétariat.

IV. - Les causes de la victoire du coup d'Etat de Banzer et les tâches du P.O.R. aujourd'hui

Au moment où l'impérialisme et ses alliés et agents au sein des classes dominantes boliviennes ont pris la décision de précipiter leurs préparatifs, et de passer à l'attaque avant que le processus de désagrégation de l'Etat n'aille plus loin et n'atteigne en particulier les rangs de l'armée, l'organisation militaire du prolétariat n'avait pas encore dépassé un stade très primitif. Nul ne le nie et le P.O.R. moins que tout autre.

L'O.C.I. considère même qu'il y a eu dans les rangs des trotskystes boliviens une tendance à subir la pression du gauchisme petit-bourgeois si répandu en Amérique latine, et à rechercher des causes purement militaires, ou plus exactement purement techniques, à la victoire du coup d'Etat fasciste.

S'engager dans la voie où les gauchistes voudraient nous entraîner serait une grave erreur, car en août, le problème était toujours, au stade atteint par le processus révolutionnaire à ce moment-là, un problème politique de part en part et nullement encore un problème technique.

Le degré encore très limité d'armement de la classe ouvrière doit être mis en relation avec le niveau atteint dans la maturation du processus révolutionnaire. Pour une part il exprimait le caractère encore limité de mobilisation de la paysannerie ainsi que le faible degré de désagrégation de l'armée. C'est ainsi que le problème militaire s'est présenté, dans une large mesure, comme le baromètre fidèle des rapports politiques entre les classes en Bolivie, dont certaines des composantes dépassaient le cadre bolivien lui-même, et reflétaient l'état précis de mobilisation du prolétariat et des masses, et de dislocation de l'impérialisme

dans l'Amérique latine prise dans son ensemble. C'est cela qui a déterminé le déroulement et l'issue des affrontements armés du 20-21 août.

C'est dans le cadre fixé, d'une part par une appréciation profondément positive de l'action qu'il a menée sur la ligne de la constitution de l'Assemblée Populaire, et d'autre part de cette compréhension d'ensemble du point exact auquel le processus révolutionnaire était parvenu en juillet et août, qu'il devient possible d'entamer dans le cadre de la Conférence qui se prépare une discussion avec le P.O.R. sur les aspects faibles ou discutables de son intervention et soulever les problèmes autour desquels la discussion déjà engagée dans ses propres rangs pourrait utilement se développer.

Pour sa part, l'O.C.I. entend poser quelques questions, émettre une réserve sur un point, indiquer enfin un autre problème qu'elle voudrait discuter en toute clarté avec le P.O.R.

Les questions que l'O.C.I. se pose et dont elle pense qu'elles s'intègrent dans le bilan que le P.O.R. tire aujourd'hui de son intervention sont les suivantes :

1° Le parti a-t-il mené avec la rigueur nécessaire une action centralisée pour réduire les inégalités de rythme dans la mobilisation du prolétariat ? N'a-t-il pas tardé, en particulier, à se battre pour la formation d'une Assemblée locale de l'Assemblée Populaire à La Paz même, comme il le fit à Oruro, à Potosí et même à Cochabamba ? Ne fallait-il pas lutter pour la création d'Assemblées de base de l'Assemblée Populaire dans les entreprises manufacturières de La Paz au même titre et avec la même énergie que dans les mines ?

2° Le parti a-t-il pris les mesures adéquates pour

(32) « La contre-révolution d'août 1971 », Masas, n° 400, septembre 1971, p. 8.

commencer à populariser la signification de l'Assemblée Populaire dans la paysannerie et regrouper celle-ci autour du prolétariat ? Les propositions qu'il a défendues dans l'Assemblée et les mots d'ordre autour desquels le parti a organisé son intervention en juillet-août lui permettait-il de surmonter le retard par ailleurs inévitable de son travail en direction de la paysannerie ? Ces mots d'ordre étaient-ils susceptibles d'accélérer la mobilisation des masses paysannes et des secteurs retardataires autour de l'avant-garde prolétarienne représentée avant tout par les mineurs ?

3° Le parti possédait-il enfin les structures d'organisation qui lui auraient permis dans le cadre d'une maturation plus poussée du processus révolutionnaire d'assurer la centralisation adéquate de son intervention politique, d'affiner celle-ci au travers de la discussion organisée et centralisée, d'armer politiquement l'ensemble de ses militants par rapport à leurs tâches dans une situation politique mouvante ?

La réserve que l'O.C.I. fait est reliée en partie à ces mêmes questions. Elle concerne le mot d'ordre de la co-gestion ouvrière majoritaire de la COMIBOL. A cet égard, l'O.C.I. se pose les problèmes suivants :

L'O.C.I. se demande tout d'abord s'il était juste d'abandonner la notion de contrôle ouvrier pour lui substituer celle de la « co-gestion ouvrière majoritaire ». La raison invoquée par certains camarades du P.O.R. lui paraît tout à fait insuffisante, à savoir le fait qu'il fallait trouver une formule nouvelle à la suite de l'expérience traitée faite du contrôle ouvrier en 1952-53. A ce compte-là il deviendrait nécessaire de trouver des substituts aux concepts les plus fondamentaux du marxisme qui ont tous, sans exception, été l'objet de trahisons autrement plus graves que celle-là.

Le terme « contrôle ouvrier » possède l'avantage de faire ressortir avec force la notion de *contrôle* et de souligner l'existence d'une situation où il se crée un Etat de conflit aigu entre deux centres de décision dans l'entreprise — celle des capitalistes ou de l'Etat bourgeois, celle des travailleurs et les organismes au travers desquels ils exercent leur contrôle. Même si le contrôle déborde sur la gestion, celle-ci se fait de façon indépendante et contre les capitalistes et exclut l'idée d'un partage de responsabilités avec les capitalistes ou avec les fonctionnaires de l'Etat bourgeois.

C'est là le sens du texte célèbre de Trotsky sur la question où il fait l'analogie avec la dualité de pouvoir au niveau de l'Etat qui est entièrement fondé sur celui d'un conflit aigu — qui doit se résoudre, soit dans le sens de la formation du gouvernement ouvrier et paysan ouvrant la voie à la dictature du prolétariat, soit dans le sens d'une reprise en main par la bourgeoisie — mais qui est antinomique avec l'idée de partage des décisions ou des responsabilités. Les travailleurs n'assument aucune responsabilité, même partagée, pour les décisions des capitalistes. Ils exercent leur contrôle par rapport à elles et leur opposent les leurs. La lettre de Trotsky est claire :

« Les ouvriers ont le contrôle. Cela signifie que la propriété et le droit de commandement restent aux mains des capitalistes. Ainsi ce régime a un aspect contradictoire, se caractérisant à sa manière comme un inter-règne économique. »

Le contrôle est nécessaire aux ouvriers non dans un but platonique, mais pour influencer pratiquement la production et les opérations commerciales des entreprises. On ne peut y aboutir si le contrôle ne se transforme pas d'une façon ou d'une autre, dans telle ou telle limite, en une gestion directe.

Ainsi, sous sa forme élargie, le contrôle ouvrier signifie une sorte de dualité du pouvoir à l'usine,

dans les banques, dans les maisons de commerce, etc. » (33)

Le P.O.R. a expliqué que pour lui la co-gestion majoritaire était identique en tous points au contrôle ouvrier, définie déjà avec clarté dans les célèbres thèses de Pulacayo. Mieux aurait fallu conserver alors la notion, au lieu de lui substituer une notion qui, elle, n'a pas le même avantage de clarté.

L'O.C.I. s'interroge en second lieu sur le point de savoir s'il était juste de faire de ce mot d'ordre le mot d'ordre central mis en avant par le parti entre juin et août. Quel que soit leur poids dans l'économie bolivienne, les mines ne sont pas toute cette économie. De même que, si décisif qu'il soit, le prolétariat minier n'est pas tout le prolétariat et encore moins la totalité des masses exploitées. Ce sont « toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes (qui) doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire » et non une seule si importante soit-elle. Le P.O.R. a-t-il totalement apprécié le sens de cette phrase cruciale du Programme de transition ? Ne s'est-il pas laissé déporter par la force même de son implantation chez les mineurs ?

Reste enfin la question que l'O.C.I. ne fait que poser à cette étape, à savoir les fondements et la portée de la décision du P.O.R. de participer dans un cadre rendu extrêmement obscur par la nature contradictoire du texte qui a présidé à sa formation, au Front Révolutionnaire anti-impérialiste formé en novembre 1971.

La discussion de cette question est évidemment liée à la clarification indispensable qu'il reste à faire entre tous les trotskystes sur le contenu et la portée exacte de la notion du Front Unique anti-impérialiste. Une chose néanmoins est certaine : dans l'exil et la clandestinité, privé momentanément de l'appui politique et physique qu'avait constitué pour lui la mobilisation des masses dans la voie de la lutte pour le pouvoir, le poids du P.O.R. au sein du bloc constitué par le F.R.A. est conditionné, à un degré élevé, par les succès de la lutte qu'il a engagée ensemble avec l'O.C.I., la L.O.M. du Mexique et « Política Obrera » d'Argentine pour la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine.

Ceci nous conduit à insister de nouveau sur le fait que pour une part les composantes de la situation révolutionnaire étaient, en juillet-août, et seront de nouveau dans l'avenir, de caractère international.

D'un côté, il faut rappeler que l'état de désagrégation politique des classes dominantes et de dislocation de leur instrument de répression ne sont jamais des faits résultant exclusivement de facteurs propres à un seul pays. Pour une part — variable selon les moments mais parfois très significative — il s'agit d'éléments qui expriment le niveau de développement de la lutte des classes internationalement. C'est ainsi que, dans le cas de la Bolivie de 1971, le degré de désagrégation encore limité de l'armée en particulier, a exprimé d'un côté le fait que la mobilisation des masses boliviennes n'avait pas encore atteint son sommet, mais a aussi reflété l'état exact des rapports entre les masses et l'impérialisme et ses alliés compradores, à l'échelle de l'Amérique latine dans son ensemble.

D'un autre côté, aucun militant bolivien ne peut oublier quelles sont les réalités géographiques, démographiques et économiques de la Bolivie. La Bolivie, ce n'est ni la Russie, ni la Chine, quant au nombre d'ouvriers et paysans mobilisables dans une guerre civile révolutionnaire de caractère international, ou quant à la dimension du territoire sur lequel il lui

(33) L. Trotsky, « Au sujet du contrôle ouvrier sur la production (lettre à des camarades) » dans *Ecrits*, tome III, après citation p. 49.

serait donné de livrer une telle guerre. Elle ne jouira même pas des atouts dont dispose le Vietnam adossé comme il l'est à la Chine populaire. Pour la révolution bolivienne à venir, la révolution en Argentine et une situation où la lutte des classes pourrait arrêter le bras de l'Etat bourgeois brésilien ont au moins autant d'importance encore que la révolution allemande ne l'avait pour la révolution d'Octobre. Il est impossible pour le P.O.R. de sous-estimer la portée de ces faits et ne pas mettre tout son poids dans la balance à l'aide des seuls moyens dont disposent les marxistes, c'est-à-dire en luttant pour la reconstruction de l'Internationale, afin de faire évoluer les rapports politiques entre les classes en faveur du prolétariat dans toute l'Amérique latine.

C'est dans ce sens que ces rapports ont déjà commencé à se modifier depuis quatre ou cinq ans et le processus bolivien a lui-même puissamment contribué à cette évolution. Mais la situation exacte se mesure au fait que dans son effort pour briser le processus révolutionnaire en Bolivie, l'impérialisme a pu préparer le coup d'Etat de Banzer au Brésil, au Paraguay, en Argentine et aussi bénéficier du ralliement à ses côtés de 80 % puis finalement de tous les régiments, sauf un, de l'armée.

Les obstacles extraordinairement importants auxquels le P.O.R. s'est heurté à l'étranger, lors des démarches qu'il a faites pour se procurer les armes nécessaires à l'armement de l'avant-garde et des milices ouvrières, traduisent la même réalité, en même temps qu'ils expriment le rôle que peuvent jouer aujourd'hui encore, et pendant une période peut-être dans l'avenir, les forces politiques hostiles à la révolution prolétarienne en Amérique latine. En Bolivie, l'affrontement a tendu à se situer au niveau du pouvoir, mais à un moment où la montée révolutionnaire des masses et la désagrégation des forces de l'impérialisme et la réaction latino-américaine en étaient, et en restent encore, à leur début — bien que la fermentation révolutionnaire se développe à travers tout le continent.

Ici il faut préciser un dernier point. Dans un article intitulé « *Que s'est-il passé en Bolivie ?* », le camarade F. Escobar a écrit que le 21 août :

« La tactique suivie par les masses ne fut pas celle de se lancer immédiatement, alors qu'elles étaient pratiquement sans armes, à l'assaut des casernes, mais d'attendre l'affaiblissement des fascistes sous les coups de l'attaque des régiments loyaux avant de procéder à leur désarmement. Il ne fut pas possible de mettre ceci en pratique en raison du changement de camp de presque tous les effectifs qui s'étaient initialement déclarés loyaux au président Torres. » (34)

Il est impossible d'en rester au niveau d'une affirmation aussi courte. Il faut la compléter en expliquant que cette tactique n'a fait qu'exprimer le fait qu'en août 1971 la situation révolutionnaire n'était pas encore parvenue à maturité en Bolivie, ni du point de vue de l'état d'esprit des masses (qu'il ne faut pas confondre avec celui de l'avant-garde du prolétariat constitué par les 20 000 à 25 000 travailleurs et jeunes qui se sont mobilisés pour tenter de résister au coup d'Etat fasciste à l'aide des quelques armes dont ils disposaient), ni du point de vue du degré de dislocation atteint par l'appareil d'Etat et son instrument répressif, l'armée.

Si, de ce double point de vue, les circonstances avaient été différentes, c'est-à-dire s'il avait existé une situation révolutionnaire mûre, alors la tactique d'attente aurait été radicalement fautive. Attendre que les loups se dévorent entre eux, concrètement,

que les fractions opposées de l'armée s'affrontent militairement, pour intervenir ensuite, équivaut à leur permettre d'éviter cet affrontement. La fraction « loyale » de l'armée n'engage jamais l'action tant que le prolétariat n'est pas intervenu sur son propre plan et ait déjà porté des coups sensibles à la fraction ouvertement fascisante de l'armée.

C'est là ce que confirme l'histoire de la révolution espagnole de 1936, où après que le pronunciamiento de Franco ait servi de détonateur à une situation révolutionnaire qui avait depuis cinq ans, le ralliement à la République d'une petite partie de l'armée, n'a eu lieu qu'après, et parce que le prolétariat avait engagé militairement, y compris pratiquement sans armes également et avec de grosses pertes, le combat pour son propre compte et sur son propre plan (35).

En Bolivie, la tactique dont parle le camarade Escobar a été entièrement déterminée par le fait que les conditions exigeant une intervention analogue à celle du prolétariat espagnol le 19-20 juillet 1936 n'étaient pas réunies.

C'est de cette situation que la politique du P.O.R., qui a dû prendre seul les décisions qui ont permis, à partir du moment précis des affrontements armés de La Paz et Oruro, des 21 et 22 août, d'abord d'organiser la mobilisation et la résistance armée des masses contre le coup d'Etat fasciste, ensuite d'assurer le retrait en bon ordre des forces organisées de l'avant-garde ouvrière et étudiante, et empêcher la poursuite de combats dont l'issue aurait été la décapitation du mouvement, a dû obligatoirement tenir compte. La situation n'avait pas encore atteint le degré de maturité nécessaire qui aurait permis au P.O.R. — y compris s'il avait totalement réussi à surmonter les lacunes et déficiences de sa propre intervention — de prendre le pouvoir.

Aujourd'hui il s'agit pour lui de travailler pour chercher à garantir à la prochaine étape, la victoire du prolétariat bolivien.

Sur le plan intérieur, ceci signifie, pour lui, travailler à ce que dans la prochaine phase de montée révolutionnaire, les inégalités de rythme dans la mobilisation du prolétariat, de la paysannerie et des soldats et sous-officiers de l'armée se trouvent réduites dans toute la mesure du possible.

Sur le plan international, il s'agit, pour lui, de s'affronter, aux côtés des forces trotskystes, en Amérique latine et à l'échelle mondiale, dans le cadre de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, aux différentes forces politiques qui ont, à divers titres, leur part de responsabilité dans la victoire du coup d'Etat fasciste, soit qu'elles aient, par l'ensemble de leur politique, depuis des années dévié et freiné le développement politique du prolétariat et des masses d'Amérique latine, soit qu'elles aient directement fait en sorte que la lutte du prolétariat bolivien demeure soigneusement isolée.

Ces forces, dont la nature et la place dans le dispositif des rapports entre le prolétariat et l'impérialisme ne sont pas identiques, bien que leur action aboutisse à des résultats analogues, sont celles de l'appareil international du stalinisme, de Castro et l'équipe dirigeante de Cuba, des groupes guérilléristes partout en Amérique latine, enfin des renégats à la IV^e Internationale de tout poil, dont la politique s'est caractérisée au long des années par la capitulation devant le stalinisme et devant les organisations politiques de la petite-bourgeoisie.

La reconstruction de la IV^e Internationale ne peut avoir lieu que dans le cours d'un combat politique acharné contre ces forces.

(35) P. Broué et E. Témime, *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris, Editions de Minuit, 1961, pp. 94-95.

(34) Masas, n° 404, décembre 1971, sans pagination.



DEUXIEME PARTIE

Le processus d'ensemble de la lutte des classes en Amérique latine et les forces hostiles à la révolution prolétarienne

I. - La montée révolutionnaire des masses, l'accomplissement des tâches inachevées de la révolution démocratique - bourgeoise et la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine

1) La montée de la révolution mondiale dans le cadre de l'Amérique latine

La période 1967-1968 marque, en Amérique latine comme à l'échelle mondiale, un tournant dans la lutte des classes. Elle a mis fin à une succession de revers qui avaient exprimé l'initiative que l'impérialisme détenait dans la lutte des classes depuis 1963-1964. Elle démontre une reprise du combat des masses chez le prolétariat, la jeunesse et dans certains cas la paysannerie, qui constitue la toile de fond du processus révolutionnaire bolivien et donne le cadre du travail pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

C'est ainsi que depuis 1967 on a assisté, tour à tour, à la vague de grèves et de manifestations étudiantes de masse contre la dictature militaire qui a secoué le Brésil en 1967 et dont la signification n'est pas diminuée par le fait qu'elle ait été défaite et suivie d'un

renforcement brutal de la dictature ; à des grèves et manifestations à caractère insurrectionnel en Uruguay (1968-1969) ; au grand mouvement des étudiants de Mexico de 1968, stoppé mais non brisé par la tuerie du 2 octobre et dont le point culminant fut une manifestation de 500 000 personnes, c'est-à-dire d'un secteur beaucoup plus vaste que la jeunesse étudiante, pour la défense des libertés et contre le gouvernement policier ; aux grèves à caractère insurrectionnel, aux combats de rues de Rosario et Cordoba en mai 1969, qui ont conduit à la grève générale du 30 mai 1969 et entraîné la chute, un an plus tard, de Onganía, première manifestation de la crise profonde où est entré le régime militaire argentin né de ce coup d'Etat de 1966 ; au processus de montée du prolétariat, de la paysannerie et des étudiants du Chili qui a précédé la victoire électorale de Allende et de l'Unité populaire en septembre 1970 ; à des luttes étudiantes de masse en Colombie et au Venezuela ; enfin au processus bolivien.

En dehors de la Bolivie, à ce jour, aucun de ces mouvements n'a débouché sur une situation révolutionnaire évoluant clairement dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Cependant, *sauf au Brésil, aucun de ces mouvements n'a été, non plus battu* : dans chaque cas, quels que soient les coups subis, le mouvement a affaibli le pouvoir de la bourgeoisie et de l'impérialisme et a été le point de départ d'une crise politique profonde des institutions et des partis bourgeois qui n'a été surmontée dans aucun des pays en question à ce jour.

Tous les mouvements ont ceci de commun d'être des mouvements de masse qui ont mis en mouvement des centaines de milliers de jeunes et, dans plusieurs pays importants, des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs. Par définition, ces mouvements se sont déroulés dans les grandes villes. Ils ont également comporté des recours aux moyens de lutte classique du prolétariat : grève générale, manifestations, combats de rue et cela, y compris dans les cas où ce sont les étudiants qui ont supporté le poids essentiel de la lutte.

Dans la plupart des pays cependant, la classe ouvrière a imposé de façon directe sa présence sur le devant de la scène politique et a constitué l'élément central des luttes autour desquelles les autres classes ou couches sont venues se regrouper. Il en a été ainsi en particulier en Argentine, en Uruguay et au Chili, mais aussi dans certaines luttes au Venezuela et en Colombie. La grande grève de 1967 au Brésil a marqué la remontée et la place dans la lutte contre la dictature d'un prolétariat encore peu organisé et disloqué politiquement par la défaite sans combat subie en 1964 du fait de la politique du P.C. brésilien. Au Pérou ce sont les aspirations, revendications et volonté de résistance de la classe ouvrière dans ses divers secteurs, qui constituent la pierre d'achoppement sur laquelle vient se briser la politique du régime Velasco. Au Mexique enfin, c'est autour d'un effort pour lier les mains au prolétariat et retarder le moment où il s'engage massivement dans la lutte pour la satisfaction de ses revendications et fasse éclater les cadres de l'intégration semi-corporatiste des syndicats au régime que se polarise l'ensemble de la vie politique.

Le prolétariat a donc démontré objectivement de façon répétée sa capacité à occuper le rôle central dans les luttes et à imposer physiquement son hégémonie dans les combats contre les bourgeoisies locales et l'impérialisme.

Ceci ne fait que renforcer la nécessité, fondée sur d'autres principes — celui de l'appartenance du prolétariat de chaque pays, si arriéré soit celui-ci, à la classe ouvrière mondiale, seule classe capable d'en finir avec le capitalisme et à construire le socialisme à l'échelle mondiale — qu'il y a pour les révolutionnaires de lutter pour créer les conditions indispensables pour que le prolétariat puisse, comme il l'a fait en Bolivie, affirmer non plus objectivement mais subjectivement, c'est-à-dire consciemment, son hégémonie.

Ces conditions sont celles de son organisation dans les rangs d'un syndicat indépendant de classe et de l'organisation de son avant-garde dans les rangs du parti ouvrier révolutionnaire marxiste, celles de sa constitution en tant que classe indépendante face à la bourgeoisie et soustraite à l'emprise de celle-ci, que cette emprise s'exerce directement, comme c'est si souvent le cas en Amérique latine par le biais des directions nationalistes bourgeoisies et petites-bourgeoisies ou des organisations catholiques, ou indirectement à travers des P.C. ou des P.S. là où ils existent.

Mais, affirmer que les conditions de préparation de la révolution se confondent avec la lutte pour la création des conditions nécessaires à ce que le prolétariat puisse exercer son hégémonie dans la lutte

des classes en se dégageant de l'emprise de la bourgeoisie, ne signifie en rien faire abstraction du potentiel révolutionnaire immense représenté par la paysannerie. L'occupation « sauvage » des grands domaines par les masses rurales au Chili ; les soulèvements paysans qui jalonnent l'histoire et aussi le processus révolutionnaire en gestation aujourd'hui au Mexique ; les ligues paysannes du nord-est du Brésil, la mobilisation de masse de la paysannerie à différents moments de la lutte des classes au Pérou, suffisent à en témoigner.

A cet égard, il est nécessaire de dire ceci. Même si les revendications ayant trait au problème de la terre prennent des formes différentes et spécifiques selon les conditions de chaque pays, il reste qu'elles doivent tendre à s'ordonner partout autour de la revendication fondamentale suivante : la terre à ceux qui la travaillent.

Dans les pays où la bourgeoisie a été obligée, du fait de la lutte des classes, à esquisser des réformes agraires partielles sans pour autant jeter les bases de la solution du problème agraire, le problème reste le même : c'est toute la terre qui doit être mise aux mains des travailleurs et l'expropriation des grands domaines, qui se camoufle sous une forme ou sous une autre, qui doit être menée jusqu'à son terme. A cette revendication doit venir s'ajouter celle du contrôle des crédits agricoles par des comités constitués par les paysans et les travailleurs des villes, ce qui est aussi une façon de lutter pour assurer l'union de la paysannerie et du prolétariat.

Les « réformes agraires » menées par les gouvernements militaires et petits-bourgeois, ne doivent pas être un obstacle à la définition d'une politique révolutionnaire dans les campagnes. Il faut dénoncer auprès des masses paysannes l'inconséquence de ces mesures, leur inconsistance, la nécessité d'exproprier complètement les propriétaires fonciers, de lutter pour le contrôle des crédits agricoles et s'unir à la classe ouvrière.

2) La maturité des conditions objectives de la révolution dans le cadre des économies arriérées et dépendantes d'Amérique latine

Les grands combats que nous venons de rappeler ne sont que l'expression apparente, en surface, du mouvement profond qui porte les masses de tous les pays d'Amérique latine à engager le combat contre les conditions de chômage, de misère, de sous-nutrition chronique et d'ignorance qui leur sont faites par les bourgeoisies locales et le capital étranger.

Mais les conditions faites aux masses, tout comme les combats profonds engagés de façon répétée par celles-ci, ne sont, à leur tour, rien d'autre que l'expression de l'étouffement des forces productives du fait des rapports de production capitalistes et de la base nationale d'organisation de la production et de l'échange, dans les formes criantes où cela doit nécessairement se manifester à l'époque du capitalisme pourrissant dans des pays où la bourgeoisie n'a jamais su mener à bien les tâches de la révolution démocratique bourgeoise et a laissé à l'impérialisme libre cours pour imposer son emprise profonde et totale sur l'ensemble de la vie sociale.

La bourgeoisie et la petite-bourgeoisie sont incapables de résoudre les problèmes laissés en suspens ou d'accomplir aujourd'hui ce qu'elles n'ont pas été capables de mener à bien hier. A partir du moment où à l'échelle mondiale, le capitalisme a épuisé ses

possibilités de développement et mène une existence toujours plus profondément parasitaire, et où seule l'appropriation par le prolétariat des forces productives à l'échelle du globe peut ouvrir à l'humanité une nouvelle phase de progrès, c'est le prolétariat seulement qui est capable de mener à bien les tâches de la révolution démocratique bourgeoise et de prendre la tête de la lutte pour libérer les pays d'Amérique latine du joug de l'impérialisme.

Mais le prolétariat ne peut évidemment accomplir cela que selon ses propres méthodes et en conformité avec les exigences historiques de l'époque, où les problèmes qui se posent à l'humanité sont ceux de la destruction du capitalisme et de la construction du socialisme à l'échelle mondiale. C'est par conséquent à l'aide des institutions de la dictature du prolétariat, du gouvernement des soviets d'ouvriers et de paysans, que les vestiges du passé pré-capitaliste seront liquidés et la lutte contre l'impérialisme menée à bien dans des conditions où les mesures prises porteront déjà le sceau de la future société à construire et où ce combat s'intègre pleinement dans la lutte menée à l'échelle mondiale par le prolétariat pour la destruction du capitalisme.

C'est cela l'analyse marxiste du processus révolutionnaire de notre époque dans les pays capitalistes arriérés et dépendants, et l'une des dimensions de la théorie de la révolution permanente. C'est cela la ligne stratégique des thèses d'Avril de Lénine et le cours suivi par la révolution russe de Février à Octobre. C'est sur cette position que les militants marxistes avaient commencé à constituer, avant la stalinisation de l'Internationale Communiste, les partis communistes d'Amérique latine, et qu'après les congrès de Buenos Aires et de Montevideo, les meilleurs d'entre eux ont formé des organisations de l'opposition de gauche dans plusieurs pays, notamment au Chili. C'est cette position que Staline aurait voulu pouvoir effacer à jamais et à laquelle il a tenté, la ruse et la violence aidant, de substituer la théorie de la prétendue « révolution par étapes ». C'est là la voie qu'a réouverte le prolétariat bolivien en Amérique latine en s'engageant à l'appel de son avant-garde, le P.O.R. dans la constitution de l'Assemblée Populaire.

Mais le combat pour la dictature du prolétariat dans un pays est inséparable de la lutte pour la Fédération des Etats-Unis Socialistes d'Amérique latine. C'est dans ce cadre uniquement que la lutte pour en terminer avec le joug de l'impérialisme et pour accomplir pleinement les tâches de la révolution démocratique bourgeoise, peut réellement être menée dans le cadre de l'Amérique latine.

C'est dans ce cadre que le prolétariat bolivien allait devoir rapidement — et avait commencé — à placer son combat pour le pouvoir en Bolivie. C'est sous ce mot d'ordre que l'ensemble des prolétariats d'Amérique latine devront concrétiser l'unité de leur combat. C'est la matérialisation de ce mot d'ordre, en relation immédiate avec la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan dans chaque pays, qui constitue l'axe stratégique autour duquel la IV^e Internationale doit être reconstruite en Amérique latine. C'est contre l'ensemble des forces qui s'opposent à cette perspective en fonction de leurs intérêts propres mais en subordination en dernière instance à l'impérialisme, que les trotskystes mènent aujourd'hui leur combat en Amérique latine.

Il faut reprendre point par point et commencer par développer quelque peu l'analyse des fondements de la crise économique et sociale endémique que connaissent tous les Etats bourgeois d'Amérique latine.

Le prolongement artificiel de l'existence du mode de production capitaliste au cours des 25 dernières années, a accentué les tendances inhérentes à la

phase impérialiste, phase de réaction sur toute la ligne, et aggravé à un point jamais atteint auparavant, l'inégalité de développement entre pays et entre branches de production au sein de l'économie mondiale.

L'accumulation nouvelle de capital, la productivité sans cesse accrue des entreprises capitalistes, l'accentuation des tendances à la concentration et à la centralisation, l'emprise accrue du capital financier et des monopoles sur les rouages de l'économie mondiale auxquelles a conduit la forme bien particulière de « croissance économique » qu'ont connue les pays capitalistes avancés, ont multiplié les difficultés économiques des pays capitalistes dépendants et coupé court à toute possibilité de « croissance » pour ceux-ci.

Les pays d'Amérique latine ont été intégrés dans l'économie capitaliste mondiale, sans que des révolutions démocratiques bourgeoises soient préalablement venues liquider les formes sociales de la propriété et de la production datant des phases antérieures du développement économique. La subordination au capital étranger qui caractérise l'ensemble des pays d'Amérique latine, plaçant la lutte pour l'indépendance nationaliste, c'est-à-dire la liquidation du joug de l'impérialisme, au premier rang des tâches démocratiques bourgeoises dont seul le prolétariat peut assurer la réalisation, ne se comprend qu'en relation avec le maintien et même la consolidation de la grande propriété foncière latifundiste en tant que clef de voûte de l'ordre social semi-colonial. C'est au travers de l'alliance des bourgeoisies étrangères impérialistes avec les classes possédantes locales — bourgeoisie commerciale, mais surtout aristocraties foncières — que les pays d'Amérique latine se sont vu assignés, au sein de l'économie mondiale dominée et façonnée par l'impérialisme, un rôle de producteur de matières premières d'origine agricole et minière.

Aujourd'hui, la production agricole et la vie des masses campagnardes demeurent conditionnées par le poids de la grande propriété foncière parasitaire, c'est-à-dire par l'existence de grands domaines inexploités ou sous-exploités, que l'on trouve côte-à-côte avec une propriété parcellaire minuscule où s'entasse une paysannerie misérable, exclue de tout accès à une possibilité de modifier ses conditions de production et de travail. La stagnation de la production agricole, le recul du produit agricole par tête d'habitant et la sous-nutrition des larges masses qui l'accompagnent sont des traits qui se retrouvent dans pratiquement tous les pays, faisant de la solution du problème de la terre, c'est-à-dire du latifundia, l'autre tâche clef du prolétariat.

Le caractère inégal et combiné du développement des économies d'Amérique latine est la conséquence directe de cette subordination. Au travers de l'investissement étranger, les bourgeoisies des pays capitalistes dominants ont développé en fonction de leurs propres besoins les branches de production qui les intéressaient ; de même que le secteur des transports pour en faciliter l'acheminement vers les métropoles industrielles. Travaillant en relation directe avec les branches de la production placées en amont, situées dans les pays capitalistes dominants, ces branches ont été développées à chaque étape à l'aide des techniques les plus modernes. Le reste de l'économie a été laissé pour compte et est demeuré dans un état de profonde stagnation et d'immense retard technologique.

Le processus d'industrialisation qui a eu lieu depuis la grande crise de 1929 dans le cadre des politiques dites de « substitution d'importation », n'a pas modifié la profonde dépendance des bourgeoisies latino-américaines et de leurs économies à l'égard des bourgeoisies des pays capitalistes avancés et dominants,

tout en accentuant encore le caractère inégal et combiné du développement.

Solution visant à atténuer les conséquences de l'effondrement des matières premières, à freiner la mobilisation des masses et à mieux asseoir, dans le cadre général de la crise mondiale du système capitaliste, les faibles bourgeoisies locales, l'industrialisation s'est cantonnée (avec la seule exception du Brésil) aux branches appartenant au secteur secondaire (biens de consommation) et s'est modelée aux exigences de la demande solvable émanant des classes possédantes. De façon croissante, les investissements d'industrialisation ont été le fait des grands trusts internationaux et ont comporté la création de filiales des compagnies étrangères.

Celles-ci ont modifié la nature de leurs opérations dans la simple mesure où, aujourd'hui, elles procèdent sur place au processus complet de mise en valeur des capitaux, là où, antérieurement, elles exploitaient les marchés en question au travers de la seule exportation. Le poids de l'industrie (c'est-à-dire l'industrie de transformation) s'est accrue dans la production totale et par voie de conséquence celui de la classe ouvrière. La dépendance des bourgeoisies locales par rapport aux bourgeoisies des pays avancés, ne s'est par contre nullement atténuée.

Aujourd'hui, la politique d'industrialisation par substitution d'importation a depuis longtemps épuisé tout dynamisme et a pour seule conséquence d'avoir porté l'ensemble des contradictions dans lesquelles se débattent les bourgeoisies d'Amérique latine à un niveau plus élevé.

D'un côté, les bourgeoisies latino-américaines se trouvent confrontées à une classe ouvrière plus importante numériquement et plus concentrée qui a commencé à acquérir à grande vitesse des traditions d'organisation et de lutte. Le jeune prolétariat des usines automobiles de Cordoba signale la voie dont nous savons qu'elle sera bientôt suivie par tous les travailleurs que le capital a concentrés dans la production au cours de l'industrialisation en surface des dernières vingt années.

De l'autre, ces bourgeoisies subissent à un degré sans égal depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la pression des bourgeoisies des pays capitalistes dominants — au premier chef la bourgeoisie américaine — et ressentent de plus en plus durement les conséquences de leur situation d'étroite subordination économique.

D'année en année, les bourgeoisies latino-américaines rencontrent des difficultés croissantes à vendre leurs produits sur le marché mondial. D'un côté les débouchés traditionnels pour les matières premières se ferment à mesure que les pays capitalistes dominants trouvent des substituts aux matières premières classiques, ou les éliminent totalement de la production, tandis que, de l'autre, tous les mécanismes de l'économie de marché et tous les rouages de la subordination se conjuguent pour interdire aux bourgeoisies subordonnées de se porter sur le marché mondial en tant que vendeurs de produits manufacturés. Les économies latino-américaines se sont peut-être industrialisées, mais la structure de leurs exportations — exportation d'un petit nombre de produits primaires, dont l'écoulement est subordonné aux aléas du marché et aux politiques des grands trusts qui déterminent à leur gré les termes de l'échange — ne s'est nullement modifiée. Le résultat se traduit au niveau des chiffres : de 11,9 % du total des exportations mondiales en 1950, les exportations latino-américaines tombent à 6,6 % de ce total en 1955, 6,8 % en 1960 et 5,8 % en 1966 !

Faite au nom de la « substitution d'importations » mais limitée au niveau des dernières phases dans le processus de production, l'industrialisation n'a fait qu'aggraver la dépendance des économies latino-américaines à l'égard d'importations de matières premières industrielles, produits semi-finis et biens d'équipement. Toute tentative pour freiner ces importations se traduit immédiatement en chômage pour la classe ouvrière. La bourgeoisie des pays les plus industrialisés est confrontée chaque jour plus fortement au dilemme suivant : crise de la balance des paiements ou affrontement direct avec le prolétariat.

Dans le même moment, le capital financier d'origine nord-américaine et secondairement d'origine européenne opèrent une ponction toujours plus forte par rapport à la masse de plus-value produite, aggravant ainsi l'ensemble des contradictions sociales et démultipliant les difficultés des bourgeoisies locales. On en mesure l'ampleur lorsqu'on lit dans les chiffres de ces pays qu'au cours des quinze dernières années les investissements nord-américains en Amérique latine se sont élevés à 3,8 milliards de dollars, tandis que les bénéfices rapatriés au cours de la même période se sont, eux, élevés à 11,3 milliards de dollars, donnant lieu ainsi à une ponction de 7,5 milliards de dollars. Les emprunts internationaux — la prétendue « aide extérieure » — ont eu un effet identique : ils n'ont d'autre fonction que d'opérer — dans les mêmes conditions où Rosa Luxembourg en faisait l'analyse voici soixante ans — le transfert de la plus-value soutirée aux masses par l'intermédiaire de l'impôt aux centres financiers du capitalisme mondial. Aujourd'hui le service annuel de la dette extérieure (paiement des intérêts et remboursement des prêts venus à échéance) aborde plus de 80 % du montant annuel des nouveaux emprunts. Les bourgeoisies d'Amérique latine n'empruntent que pour rembourser à l'aide de la plus-value extorquée aux masses, leurs dettes précédentes et augmentent d'année en année leur taux d'endettement.

Il n'y a pas d'issue à cette crise dans le cadre des rapports de propriété et de production capitalistes autre que l'écrasement du prolétariat, comme ce qu'a voulu tenté Banzer en Bolivie et dont le succès entraînerait toute l'économie à une décadence encore plus accentuée. C'est là l'unique voie ouverte en dernière instance à la bourgeoisie.

L'unique solution positive à cette crise c'est que soit mené jusqu'au bout le combat pour le renversement dans chaque pays des classes dominantes subordonnées à l'impérialisme et la destruction de l'Etat bourgeois, instrument de répression au service du maintien des rapports de production et de propriété capitalistes, et pour l'établissement de la dictature du prolétariat au travers de la lutte pour l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan. Seul le prolétariat est capable de mener jusqu'au bout ce combat et seul son pouvoir, le pouvoir des conseils, est capable d'ouvrir la voie à la solution des problèmes auxquels la bourgeoisie n'a pu donner de réponse, parce que seul le prolétariat peut lier le combat contre l'impérialisme et ses alliés locaux au combat mondial du prolétariat pour la révolution socialiste.

Mais la relation du combat de chaque prolétariat d'Amérique latine à ce combat d'ensemble doit être exprimée concrètement, au travers d'une perspective immédiate dont les couches avancées de la classe ouvrière peuvent saisir d'emblée la portée. C'est par rapport à ce besoin que le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine simpose, ordonnant ainsi la dimension du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan dans chacun des pays latino-américains.

3) Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine

Dans les thèses adoptées en 1934 par le Comité pour la IV^e Internationale, il est écrit :

« L'Amérique centrale et méridionale ne peuvent se libérer de leur retard et de leur servitude qu'en unissant leurs Etats en une puissante fédération. Cette grandiose tâche historique est destinée à être résolue non par une bourgeoisie sud-américaine retardataire, agence complètement prostituée de l'impérialisme étranger, mais par le jeune prolétariat sud-américain, chef désigné des masses opprimées. Aussi, le mot d'ordre de la lutte contre la violence et les intrigues du capitalisme mondial et contre le travail sanglant de la clique des intermédiaires indigènes est : les Etats Soviétiques de l'Amérique centrale et méridionale. » (35)

Ainsi que la lutte révolutionnaire du prolétariat bolivien est venue le montrer, ces lignes sont d'une actualité brûlante. Le prolétariat de chaque pays d'Amérique latine engage obligatoirement le combat dans ses propres cadres nationaux, contre sa propre bourgeoisie et contre l'impérialisme dans les formes où celui-ci apparaît localement. C'est ainsi qu'il exprime le mouvement du prolétariat international dans son ensemble. Le programme de la révolution prolétarienne mondiale exige d'être traduit dans la réalité nationale de chaque pays, mais la lutte pour la réalisation de ce programme confronte chaque classe ouvrière de façon immédiate avec des forces qui dépassent les limites nationales.

Dans le mouvement qui l'a conduit à engager autour de l'Assemblée Populaire, la lutte pour la constitution du gouvernement ouvrier et paysan, le prolétariat bolivien s'est vu confronté non pas aux seules forces de la faible bourgeoisie bolivienne, mais à l'impérialisme et à l'ensemble de la réaction latino-américaine. C'est ainsi que son combat s'est rapidement présenté comme un combat à portée internationale, où la lutte sur l'orientation définie par le mot d'ordre des Etats-Unis Socialistes d'Amérique latine ne pouvait que s'imposer comme le prolongement et le complément de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie même.

C'est cette réalité, cette exigence, qui fondent la nécessité du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et font que les noyaux et organisations trotskystes ne peuvent mener une lutte conséquente sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan indépendamment de la perspective de la lutte pour les Etats-Unis Socialistes d'Amérique latine.

Mais les trotskystes doivent mener cette lutte en sachant, comme Trotsky le leur a rappelé, que cette perspective et ce mot d'ordre plongent leurs racines dans le passé historique de l'Amérique latine. Le mot d'ordre des Etats-Unis Socialistes prend appui sur les origines historiques communes des pays qui le constituent, rendant vie à la perspective ouverte par Bolívar et à la tâche qu'il fixait en son temps à la bourgeoisie latino-américaine naissante. Celle-ci n'a jamais eu la capacité de l'accomplir. C'est dans ce premier sens déjà que le jeune prolétariat d'Amérique latine accomplira la grandiose tâche historique que la bourgeoisie latino-américaine retardataire a laissée non résolue. La perspective et le mot d'ordre des Etats-Unis d'Amérique latine constituent la seule manière de répondre à l'exigence de libération des économies latino-américaines par rapport à l'emprise de l'impérialisme. Rompre les liens de dépendance économique profonds

qui le rattache à l'impérialisme est une tâche qu'aucun pays ne peut bien longtemps mener à bien seul. Elle ne peut être résolue que dans le cadre de la Fédération Socialiste et sur la base d'une planification qui brise les structures de production forgées par l'impérialisme.

La bourgeoisie a eu la prétention d'affirmer que ceci était dans ses objectifs et ses possibilités. Mais l'expérience de la dernière décennie a vite fait de démontrer que tous les plans économiques mis en place par les bourgeoisies latino-américaines — Pacto Andino, Alalo, Mercado Comun Centroamericano, Alianza para el Progreso — prétendument pour faire face à la dépendance impérialiste, pour élargir le marché latino-américain et « unifier » économiquement le continent n'ont fait que resserrer encore plus les liens de dépendance par rapport à l'impérialisme. La bourgeoisie latino-américaine a montré, d'autre part, non seulement qu'elle est incapable de mener à bien la lutte pour l'indépendance nationale, mais que pour prolonger son existence parasitaire, elle est obligée d'accepter — et même de demander — la politique d'agression et de répression de l'impérialisme contre les masses latino-américaines, à travers l'O.E.A., l'Organisation Interaméricaine de Défense, le blocus économique (Cuba) et l'intervention armée directe (Saint-Domingue).

L'expérience de la direction castriste, de l'O.L.A.S. et de la Tricontinentale est là également pour montrer que la petite-bourgeoisie n'est pas capable, elle non plus, de mener une lutte conséquente contre l'impérialisme, d'unifier en une seule lutte le combat des masses travailleuses du continent. Pour des raisons dont on analysera plus loin les racines, on constate que l'O.L.A.S. n'a été qu'un élément utilisé par la direction castriste dans sa politique de « pression » sur l'impérialisme dans le cadre d'une acceptation d'ensemble de la politique de coexistence pacifique.

La direction castriste a cherché à capter et utiliser à son profit cette exigence fondamentale d'unité de lutte qui est celle du prolétariat latino-américain, mais ne l'a fait qu'en la déviant et en la déformant.

Il appartient donc au prolétariat et à l'avant-garde révolutionnaire de reprendre l'aspiration profonde à l'unité de lutte contre l'impérialisme et de lui donner corps par le mot d'ordre des Etats-Unis Socialistes d'Amérique latine.

Mais la portée de ce mot d'ordre par rapport à l'activité révolutionnaire du prolétariat a une autre dimension encore. Il exprime la perspective que seul le prolétariat est capable de mettre en œuvre ; celle de commencer à réorganiser les forces productives dans le cours et en fonction des exigences de la lutte contre l'impérialisme et comme étape dans la bataille pour la révolution mondiale — à l'échelle des pays d'Amérique latine où le pouvoir de la bourgeoisie aura été détruit. Car ce n'est que sur la base de la propriété étatique des moyens de production et d'échange dans chacun des pays latino-américains libérés de la domination de l'impérialisme et du système de la propriété privée des moyens de production, qu'il est possible de s'assigner la tâche d'harmoniser les divers secteurs de la production et la division du travail entre les différents pays.

C'est dans ce second sens aussi que le prolétariat se présente comme la seule classe capable de combattre de façon conséquente pour lier le combat mené dans chaque pays contre les bourgeoisies compradore et l'impérialisme à une perspective politique unique. Mais ceci ne saurait se faire indépendamment du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Seuls les trotskystes peuvent propager aujourd'hui avec résolution ce mot d'ordre internationaliste qui répond profondément aux aspirations des masses exploitées

(35) Ce texte est cité notamment dans le *Manifeste* lancé par Trotsky à l'occasion de la Conférence d'Alarme de 1940.

et opprimées des pays latino-américains, car ils sont les seuls qui mènent de façon conséquente le combat qui permette au prolétariat d'affirmer son hégémonie dans la lutte pour l'indépendance nationale et pour la solution par la méthode de la révolution prolétarienne des problèmes non résolus ressortissant de la révolution démocratique-bourgeoise.

Mais dans ce combat, les trotskystes vont être con-

duits à se heurter à toutes les forces politiques hostiles à la révolution prolétarienne qui sont celles-là mêmes auxquels le prolétariat bolivien et le P.O.R. se sont trouvés confrontés au moment où le problème de la lutte pour le pouvoir a commencé à se poser et par conséquent où la nécessité de rompre l'isolement du processus révolutionnaire bolivien s'est imposée de façon urgente.

II. - Les forces politiques hostiles à la révolution prolétarienne en Amérique latine

1. Le stalinisme en Amérique latine

Au premier rang des forces qui — en dehors du nationalisme petit-bourgeois qui ne sera pas traité directement dans ce texte — s'opposent au mouvement en avant de la lutte du prolétariat latino-américain, se trouve le stalinisme.

Son rôle ne peut pas être mesuré uniquement par la force ou la faiblesse relative apparente des P.C. au niveau de leur nombre ou de leur influence politique du moment, mais par la force que ceux-ci tirent de leur appartenance à l'appareil international du Kremlin.

Toute appréciation actuelle du stalinisme doit également inclure le bilan de la politique stalinienne à des étapes antérieures de la lutte des classes en Amérique latine, car celle-ci a puissamment contribué à déterminer le cadre même dans lequel le prolétariat latino-américain et son avant-garde mènent leur combat politique même aujourd'hui.

En effet, c'est la politique de subordination profonde et radicale de la classe ouvrière, d'abord à la bourgeoisie prétendument « nationaliste », puis, au cours de la Seconde Guerre mondiale, à l'impérialisme yankee tout court, mise en œuvre par l'appareil stalinien en Amérique latine, au nom de la prétendue « théorie de la révolution par étapes » dans les années 1930 et 1940, qui a préparé le lit des mouvements nationalistes bourgeois et créé les conditions de leur domination sur le prolétariat pendant plus de trente ans.

L'appareil stalinien international a porté des coups à la classe ouvrière et à la jeunesse étudiante en Amérique latine, dont les marques subsistent encore, et dont elles ne se relèvent réellement qu'aujourd'hui. Il faut mesurer, en effet, ce qu'ont pu signifier pour le prolétariat mexicain par exemple, les mesures prises par le P.C. allant jusqu'à la dissolution de ses propres cellules ouvrières, pour décapiter et démanteler les organisations ouvrières au Mexique.

En Argentine, la conquête foudroyante du péronisme sur la classe ouvrière se présente comme la conséquence directe du « browderisme », c'est-à-dire de l'alliance du P.C. avec l'aile pro-américaine de la bourgeoisie aux beaux jours de l'alliance Roosevelt-Staline et des coups violents portés contre le prolétariat au nom de la nécessité d'aider l'effort de guerre de l'impérialisme américain. En Bolivie, la montée du M.N.R. fut la conséquence directe de l'entrée du P.C. bolivien dans le gouvernement de La Rosca et des coups directs — y compris l'organisation des massacres de Potosi — portés par le stalinisme. A Cuba, Batista a bénéficié de façon répétée de l'appui de

l'appareil stalinien et lui doit son arrivée au pouvoir en 1937 (37).

Dans plusieurs pays, la politique de l'appareil stalinien a permis à la bourgeoisie d'établir dans des formes diverses un contrôle politique de la classe ouvrière destiné à durer plus de vingt ans. Le péronisme et l'appareil syndical péroniste en Argentine, la Centrale syndicale intégrée de façon organique au parti bourgeois officiel du Mexique, en sont des exemples marquants.

Aujourd'hui, l'ampleur de la montée du prolétariat latino-américain se mesure au fait que les instruments traditionnels de la domination bourgeoise mis en place à cette époque, sont pour la première fois en train de craquer. C'est cela qui différencie en particulier la montée actuelle de la classe ouvrière argentine des combats qu'elle a livrés dans les années 1958-1965. Aujourd'hui, les luttes ouvertes par le « Cordobazo » et la grève générale du 30 mai 1969 sont l'expression politique du fait que le heurt entre la classe ouvrière et la direction bourgeoise du mouvement ouvrier s'est développé au point où ce heurt a d'ores et déjà libéré une couche, limitée mais certaine, de militants ouvriers, de l'emprise de la bureaucratie syndicale et de l'idéologie nationaliste bourgeoise du péronisme. C'est dans ces conditions que se posent aujourd'hui pour la bour-

(37) Sur le rôle joué par le stalinisme en Bolivie on consultera le livre de Guillermo Lora, *La Révolution Bolivienne*. Lora écrit notamment : « L'alliance entre le stalinisme et l'oligarchie (Rosca) s'est exprimée dans la formule gouvernementale de la prétendue "unité nationale" (...) Le P.I.R. (la forme prise par le P.C.B. à l'époque) a joué un rôle clairement défini pour le compte de la grande exploitation minière capitaliste : la destruction des organisations ouvrières. Le stalinisme développa la théorie que les travailleurs mineurs s'étaient transformés en "nazis-fascistes" et qu'il n'y avait pas d'autre solution que de les liquider physiquement (...) L'orientation pro-oligarchique du stalinisme aboutit inévitablement à sa conclusion logique : le stalinisme se transforma en force de choc utilisée par la Rosca pour écraser physiquement le mouvement ouvrier. Les dirigeants du P.I.R. furent chargés de porter les coups les plus durs aux organisations syndicales et en vinrent à organiser le massacre des travailleurs. Ces crimes ne correspondaient pas seulement à une inspiration oligarchique mais furent planifiés et exécutés soigneusement par le stalinisme. C'est ainsi en particulier que le 28 janvier 1947 les mineurs furent assassinés dans les rues de Potosi sous le prétexte qu'ils n'étaient rien d'autre que des nazis (...) Que la conduite inqualifiable des dirigeants du P.I.R. n'avait rien d'exceptionnel et plus encore qu'elle faisait partie de la ligne politique internationale du stalinisme, est démontré par l'appui enthousiaste que ces actes reçurent de toute la bureaucratie thermidorienne. » (Op. cit., pp. 34 à 38.) Sur le rôle joué par le stalinisme à Cuba, on trouvera d'abondants renseignements dans le livre de K.S. Karol, *Les guérilleros au pouvoir*, Paris, Lafont, 1970, pp. 63-158.

geoisie argentine, pour l'impérialisme et pour Péron lui-même, le dilemme de rentrer ou de ne pas rentrer en Argentine. Lui seul paraît en mesure de pouvoir domestiquer, par son prestige passé, la classe ouvrière. Mais c'est au fait même de l'exil que le péronisme doit la force qui lui reste. Le retour de Péron, avec mission de consolider l'ordre bourgeois, dans des conditions radicalement différentes à tous les égards, de celles de 1944-1945, ne ferait qu'accélérer le conflit déjà ouvert entre les aspirations de la volonté de lutte de la classe ouvrière et les cadres corrompus du péronisme, et conduirait à un processus de liquidation accélérée du mouvement.

La crise qui se développe au sein de la C.T.M. au Mexique possède la même signification. Elle est le prélude certain à de grands affrontements de classe entre le prolétariat et l'Etat bourgeois, dont les grandes luttes de la jeunesse étudiante à Mexico, Monterey et ailleurs, sont à la fois les signes avant-coureurs et une partie intégrante. Progressivement, des syndicats entiers quittent la C.T.M. et tentent de se regrouper sur un plan indépendant, tandis qu'une couche nouvelle de militants ouvriers et syndicaux se dégagent de l'emprise idéologique bourgeoise. C'est là un processus dont le sens ne trompe pas, et qui fournit la base et l'axe directeur de la politique des trotskystes mexicains.

La crise des bourgeoisies compradores, entendue non seulement dans ses aspects généraux, mais aussi dans cette dimension précise de la crise des institutions et organisations au moyen desquelles elle a exercé son contrôle politique sur la classe ouvrière pendant vingt-cinq ans, a pour conséquence de rendre toute son importance au rôle que peuvent encore jouer les partis stalinien.

Aujourd'hui, comme dans les années 30 ou 40, c'est une fois de plus avant tout sur les appareils du Kremlin en place en Amérique latine que repose la tâche d'étayer le système de domination bourgeoise en décomposition et d'aider l'impérialisme à colmater les brèches et endiguer la montée des masses selon les formes appropriées à chaque pays. Dans ce dispositif, le Chili occupe une place clé. Au Chili, par sa participation dans la coalition de l'Unité Populaire et dans le gouvernement Allende, les dirigeants du P.C. interviennent directement pour endiguer le mouvement des masses dans tout le continent. Le P.C. chilien s'est trouvé promu à un rôle qui dépasse de très loin les frontières du Chili. C'est à bon escient que les stalinien ont tout mis en œuvre pour opposer la prétendue « folie » et « l'aventurisme » de la « voie bolivienne » à la « sagesse » de la « voie chilienne ».

Dans le dispositif international de la lutte des classes en Amérique latine, le Chili peut être comparé à un verrou que le stalinisme doit s'efforcer à tout prix de tenir, en même temps qu'il tente de faciliter les phases préliminaires de préparation de la contre-révolution. Tel est le sens d'une politique où le P.C. met tout en œuvre pour empêcher que les masses chiliennes ne parviennent à porter atteinte aux intérêts les plus vitaux de l'impérialisme (c'est le P.C. qui a été le principal défenseur de l'indemnisation des nationalisations des mines du cuivre) ou aux structures de l'Etat bourgeois.

Il ne fait pas le moindre doute que la politique menée par Allende et les dirigeants du P.C. conduit d'un côté à la démobilisation des masses et, de l'autre, aboutit à créer les conditions d'une grave crise économique qui vient nourrir le terrain pour la contre-révolution.

Jusqu'à présent, il ne s'est encore dégagé aucune avant-garde qui ait su formuler les aspirations et revendications des masses, de manière claire, en termes d'exigences nettes, à l'adresse des partis ouvriers

représentés dans le gouvernement Allende et la coalition d'Unité Populaire, notamment pour ce qui est de la question centrale du pouvoir et des institutions de l'Etat bourgeois : « Finissez-en avec le Parlement bourgeois et ses obstructions innombrables ! » « Chassez les ministres bourgeois du gouvernement ! » « Brisez et désarmez les bandes fascistes et leurs alliés dans les partis bourgeois ! » « Armez les organisations ouvrières ! » « Appuyez-vous sur les ouvriers, les paysans et les étudiants organisés, faites revivre et appuyez-vous sur les Comités d'Unité Populaire ! ». Tels sont les mots d'ordre qui correspondent de plus en plus clairement à la situation et peuvent seuls permettre la centralisation de l'activité des masses vers le problème central du pouvoir.

A cette étape, il n'y a eu aucune organisation pour engager, face à l'appareil stalinien, le combat dans la classe ouvrière autour de ces mots d'ordre — qui sont les seuls capables pourtant de poser la nécessité de détruire l'Etat bourgeois et d'édifier le pouvoir ouvrier sur la base des Conseils ouvriers et paysans — en des termes concrets saisissables par les travailleurs et les masses.

Rien, absolument rien, n'est encore joué cependant. L'obligation dans laquelle Allende, sans s'attaquer de fait au principe même de l'indemnisation des industries nationalisées, s'est néanmoins trouvé de refuser de faire le moindre paiement pour la nationalisation des mines de cuivre ; les mesures prises contre la droite après la dénonciation, par un secteur du Parti socialiste, des préparatifs de coup d'Etat, sont autant de manifestations d'une situation où les forces du prolétariat et des masses demeurent intactes.

La tâche d'intervenir pour aider au regroupement d'une avant-garde sur des positions de classe, est une tâche qui est un point central du travail de reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine.

Le prolétariat chilien sera confronté à une étape ou à une autre avec la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme. La politique de l'appareil stalinien désarme le prolétariat. Mais le Chili est l'un des pays où l'impact du processus de révolution et de contre-révolution en Bolivie a été le plus grand et où le prestige du P.O.R. et l'assimilation des enseignements du processus révolutionnaire bolivien peuvent être le plus directement investis au compte de la construction du Parti.

Dans les autres pays de l'Amérique latine, les P.C. n'ont, pour l'instant, pas un rôle semblable au P.C. chilien. Ils s'efforcent néanmoins, de façon consciente, de porter appui au nationalisme bourgeois ou de devancer la poussée de la classe ouvrière en préparant des coalitions politiques, ou s'il le faut, électorales, pour subordonner une fois de plus la classe ouvrière aux partis bourgeois.

Même lorsque leur combat politique les oppose de façon immédiate et en premier lieu au nationalisme bourgeois ou aux appareils syndicaux bourgeois, les trotskystes ne sauraient en aucune manière sous-estimer le rôle joué par les P.C. Ils doivent mener un combat sans relâche contre la « théorie de la révolution par étapes », qui constitue aujourd'hui, comme hier, le sous-bassement « théorique » de la politique stalinienne de subordination du prolétariat à une bourgeoisie incapable de mener une lutte anti-impérialiste conséquente et d'accomplir les tâches de la révolution démocratique bourgeoise. La révolution permanente est plus que jamais antithétique avec le stalinisme.

Mais ce combat ne se mène plus dans les mêmes conditions que dans les années 30. La crise internationale de la bureaucratie a frappé les partis communistes d'Amérique latine au même titre que les

autres. La crise du P.C. argentin, qui a abouti en 1968 à la rupture de toute la jeunesse du parti ; la dislocation du P.C. brésilien après la faillite politique qu'a signifiée la chute, en 1964, du gouvernement Goulart auquel le P.C. avait subordonné la classe ouvrière et le mouvement syndical ; enfin l'écèlement du P.C. vénézuélien, fin 1970, à la suite de l'exclusion de la majorité du Comité central du P.C.V. par le noyau stalinien incondicional, sont autant d'expressions d'un processus qui est appelé à s'amplifier dans les mois et les années à venir.

La capitulation du « S.U. » pabliste devant la petite-bourgeoisie, la faiblesse consécutive de l'avant-garde trotskyste dans les pays en question et l'absence momentanée de centralisation, au niveau de l'Amérique latine, du combat politique des trotskystes pour la reconstruction de la IV^e Internationale dans cette partie du monde, a signifié qu'en Argentine et au Venezuela, la crise du P.C. a donné lieu à la naissance d'organisations centristes, profondément instables, tandis qu'au Brésil, la volatilisation de l'appareil s'est faite entièrement au profit du castrisme et du guérillérisme urbain. Dans tous les cas, on remarque l'incapacité des militants qui ont rompu avec l'appareil, de régler leurs comptes avec la théorie de la révolution par étapes ou de franchir certaines limites dans leur analyse de la bureaucratie stalinienne en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est. Ceci est notable dans le cas de Teodor Petkoff, chef de file de la fraction anti-stalinienne dans le P.C. vénézuélien et aujourd'hui, l'un des dirigeants du M.A.S. Il n'y a pas là pas de quoi surprendre, car il ne saurait y avoir de mouvement spontané par rapport à la clarification des problèmes fondamentaux du marxisme.

Aujourd'hui, la discussion politique autour du bilan du processus révolutionnaire bolivien et de l'intervention du P.O.R., la réalisation du Front unique de classe où le P.O.R. et le P.C. bolivien, ainsi que la réalisation de la conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui franchira un pas dans la centralisation du combat politique et théorique des trotskystes dans cette partie du monde, doivent modifier la corrélation des forces politiques et permettre aux trotskystes d'intervenir dans la crise des P.C. latino-américains pour orienter la rupture des militants dans la voie du Programme de transition.

2. La place du castrisme dans le dispositif des classes en Amérique latine

Les échecs successifs subis par les mouvements guérilleros depuis 1965 (Venezuela, Colombie, Pérou, Bolivie), ainsi que les traits particuliers qu'ont revêtus les combats du prolétariat et de la jeunesse au cours des dernières quatre années, ont signifié que le processus actuel de montée du prolétariat se développe de nouveau dans une large mesure en marge du castrisme.

Nonobstant le recul actuel de l'influence castriste, il est indispensable de caractériser le castrisme avec précision, car il demeure au centre de maints problèmes soulevés par la marche de la révolution en Amérique latine. De nombreux militants se sont détachés du castrisme, mais se sont avérés incapables d'en faire, pour autant, une critique politique de fond et d'en tirer le bilan jusqu'au bout. L'écho extraordinairement profond que la révolution cubaine a rencontré dans la jeunesse et même dans la classe ouvrière (et dans une mesure plus limitée dans la paysannerie), et qu'elle garde encore jusqu'à ce jour, crée une très forte pression pour que les organisations et les mili-

tants qui rompent avec le castrisme, s'arrêtant à mi-chemin dans la caractérisation politique de ce courant et continuant à entretenir des illusions qui pourraient à un moment ou à un autre avoir de graves conséquences.

Les trotskystes défendent la révolution cubaine de façon incondicional, face à l'impérialisme et au stalinisme. Mais ils le font en combattant de la façon la plus résolue toute illusion quant à la nature du gouvernement Castro et à sa capacité à être un protagoniste, ou même un allié loyal, de la révolution prolétarienne en Amérique latine. A l'étape actuelle, de surcroît, Castro est même l'allié étroit de l'appareil stalinien, y compris s'il ne peut en aucune manière être considéré comme partie intégrante de celui-ci, et s'il mène son jeu politique propre.

Le castrisme a été et demeure un mouvement politique de la petite-bourgeoisie, un mouvement dont l'idéologie, comme la pratique politique, répondent fondamentalement à un seul objectif : assurer la défense des intérêts politiques et matériels de la petite-bourgeoisie cubaine aussi bien face à l'impérialisme que face au prolétariat, tant à Cuba qu'internationalement. Le castrisme est sans doute le mouvement petit-bourgeois qui paraît avoir réussi à nier, avec le plus de succès à court terme, l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes et l'idée centrale du marxisme que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est de là que résulte l'adhésion politique profonde et massive dont le castrisme — qu'il faut soigneusement distinguer en l'occurrence de la révolution cubaine — a bénéficié de la part de la petite-bourgeoisie de par le monde et aussi des autres courants politiques petits-bourgeois, en premier lieu le pabliste. Pour eux, Castro et le Mouvement du 26 juillet paraissent représenter la preuve vivante que la petite-bourgeoisie aurait encore un avenir, indépendant de la bourgeoisie d'un côté et du prolétariat de l'autre, et pourrait se présenter comme chargée de la mission de « faire la révolution » à la place et pour le compte du prolétariat avec l'ensemble des avantages politiques et matériels que ceci comporterait pour elle.

La compréhension de la nature du castrisme doit partir de l'analyse des rapports que Castro et le Mouvement du 26 juillet ont établis avec l'ensemble des classes, tant à Cuba qu'à l'échelle mondiale.

C'est dans le Programme de la IV^e Internationale qu'il faut chercher la clé pour comprendre l'évolution suivie par la direction castriste en 1959 et 1960. Trotsky y écrit :

« La création d'un tel gouvernement (il s'agit du gouvernement ouvrier et paysan) par les organisations traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les stalinistes, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait quelque part et qu'un "gouvernement ouvrier et paysan" dans le sens indiqué plus haut s'établissait, en fait il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. » (38)

(38) Programme de transition : le gouvernement ouvrier et paysan, Edition citée, p. 29.

Nous ne discuterons ici, ni du problème des rythmes, ni de l'appréciation complète qu'il faut porter dans l'espace et dans le temps à l'égard de la possibilité théorique ouverte par Léon Trotsky en 1938. Disons tout à la fois que seul Trotsky a formulé le pronostic théorique qui s'est ensuite chargé du vivant contenu de l'histoire, sans que ni Trotsky, ni personne d'autre n'ait pu mesurer avec précision, alors, avant l'événement, l'ampleur qu'allait prendre ce pronostic dont la compréhension est indispensable pour apprécier non seulement le castrisme, mais la politique du P.C. chinois en 1948-50.

Cela dit, constatons que, dans le meilleur des cas, des militants peuvent accepter le pronostic théorique et l'appliquer au castrisme. Mais pour de nombreux autres, il y a refus d'accepter la totalité du processus analysé par Trotsky et de reconnaître que « le gouvernement ouvrier et paysan », dans le sens du gouvernement formé sur une ligne de rupture avec la bourgeoisie par « les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom », n'est pas identifiable au gouvernement de « la dictature du prolétariat », qui est seul l'expression « étatique » dans un pays déterminé de la révolution prolétarienne internationale.

Les ambitions du Mouvement du 26 juillet dans le maquis se limitaient à la réalisation de la réforme agraire et de l'indépendance nationale. Sa victoire l'a confronté rapidement avec une situation qu'il n'avait ni prévu, ni recherché. En effet, si l'effondrement de l'Etat ultra-compradore du dictateur Batista, expression des intérêts de l'oligarchie, de la bourgeoisie et de la caste des propriétaires fonciers cubains et de défenseur des positions de l'impérialisme U.S., a laissé la place libre à Castro et lui a remis un pouvoir plein et entier, cet effondrement a ouvert, en même temps, la voie à une poussée profonde des masses. C'est alors que la succession d'agressions, dont Castro et son gouvernement ont été l'objet de la part de l'impérialisme nord-américain, les ont obligés à aller beaucoup plus loin qu'ils ne l'avaient jamais envisagé dans la voie de la rupture avec l'impérialisme.

Pris entre les exigences de l'impérialisme et le mouvement des masses cubaines, l'équipe de Fidel Castro a été conduite à porter des coups très sérieux à la propriété privée capitaliste et impérialiste, à exproprier les secteurs fondamentaux de l'économie, à collectiviser dans une large mesure l'exploitation de la terre, enfin de porter atteinte à une partie des institutions de l'Etat bourgeois compradore de l'époque de Batista.

Les thèses sur la tactique du IV^e congrès de l'Internationale Communiste (1922) définissent ce qu'est un gouvernement ouvrier, en spécifiant le type essentiel des tâches dont l'accomplissement permet de caractériser comme tel :

« La tâche majeure du gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à transférer sur les épaules des riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. »

Un gouvernement ouvrier de cette sorte n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses et s'appuie sur des organismes ouvriers qui soient aptes au combat, des organismes créés par les couches les plus opprimées des masses travailleuses. » (39)

Au cours de la période déterminée où se sont accomplis ces bouleversements, et au moment de l'affrontement le plus direct avec l'impérialisme, la mobilisation profonde des masses et l'existence d'organes tels que

les milices ouvrières armées ont donné indiscutablement au gouvernement Castro un net caractère de gouvernement ouvrier et paysan, au sens que l'Internationale Communiste donne à ce terme, et ont créé, pendant un temps, les éléments d'une situation révolutionnaire qui pouvait aboutir à la destruction totale de l'Etat bourgeois et à l'établissement des organes du pouvoir de la classe ouvrière, les Conseils d'ouvriers et de paysans.

Mais, en l'absence de toute organisation révolutionnaire à Cuba, le processus n'a pas pu aller jusqu'au bout. Castro a eu les mains libres pour le bloquer et pour empêcher que la classe ouvrière se donne les instruments qui lui assurent son indépendance de classe.

De son côté, l'appareil stalinien a tout mis en œuvre pour permettre à Castro de bloquer le mouvement des masses vers le pouvoir ouvrier. Dans les conditions déterminées de la révolution cubaine, il a joué, comme ailleurs, son rôle de rempart de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale, et a su intervenir pour interdire à la classe ouvrière et aux masses de prendre en main le développement d'une situation où, à partir d'un « gouvernement ouvrier et paysan » siégeant à La Havane, on aboutisse à une situation de « dictature du prolétariat » à Cuba.

Pour mener à bien cette tâche, l'appareil stalinien s'est, jusqu'à présent, servi de Castro lui-même comme, en d'autres circonstances, dans l'Espagne de 1936 dont le gouvernement comportait des traits de gouvernement ouvrier et paysan, il s'est servi de Largo Caballero. C'est ainsi que l'appareil stalinien à Cuba a poussé à la fusion de son parti avec le mouvement du 26 juillet dans des conditions où il paraît occuper le second plan. Cette politique lui a permis d'agir de la manière la plus efficace et d'empêcher aux milices ouvrières qui constituaient le principal élément embryonnaire de pouvoir ouvrier à Cuba vers 1960-61 de se développer comme organe achevé de l'Etat ouvrier. Les milices ouvrières ont été démantelées. Simultanément, une armée de métier a été reconstituée et dotée de privilèges significatifs. Sur un autre plan, les syndicats, d'organes indépendants de classe, ont été subordonnés de la façon la plus complète à l'appareil d'Etat et transformés en courroies de transmission dociles de la politique de Castro. L'existence du parti unique a réduit la vie politique enfin à l'activité de Castro et son équipe et à la propagande officielle. Dans tous les domaines et par tous les moyens, la classe ouvrière a été réduite à un rôle passif où son droit à l'organisation indépendante était liquidé.

Il est évident que, par le fait des mesures de blocage du processus révolutionnaire auquel il a procédé avec l'aide de l'appareil stalinien, le gouvernement Castro a vu s'estomper les caractères du gouvernement ouvrier et paysan qu'il a indiscutablement eus en 1959-60, tandis que se sont affirmés dans le même mouvement ses traits de gouvernement bonapartiste petit-bourgeois, dont l'existence repose sur un équilibre fort fragile entre les masses, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, à Cuba comme à l'échelle mondiale.

Les relations que Castro a établies avec le prolétariat et les masses à Cuba sont indissociables des relations qu'il a établies, d'un côté avec la bureaucratie, de l'autre avec le prolétariat à l'échelle internationale. La situation dans laquelle Castro a été, tout à la fois contraint de se placer et où il s'est placé lui-même en s'appuyant sur la bureaucratie stalinienne, donne à sa politique extérieure au même titre qu'à sa politique intérieure, le sceau de la volonté de l'équipe petite-bourgeoise de défendre son autonomie et hégémonie politique face au prolétariat autant que face à l'impérialisme.

L'internationalisme prolétarien, ressort fondamental

(39) Thèses sur la Tactique dans « Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste », op. cit. pp. 158-159.

de la révolution prolétarienne, est étranger à Castro. Celui-ci, dans sa politique étrangère, exclut de ses calculs, met entre parenthèses le prolétariat international (qu'il s'agisse d'ailleurs du prolétariat d'Amérique latine ou de celui des pays capitalistes avancés ou des pays sous domination bureaucratique et de ses organisations indépendantes de classe), de même que sur le plan interne, sa politique aboutit à empêcher le prolétariat cubain de s'organiser de façon indépendante.

C'est là la signification du rapport établi entre Castro et la bureaucratie du Kremlin à l'échelle internationale, en même temps qu'il fusionnait le Mouvement du 26 juillet avec l'ancien Parti stalinien à Cuba. Il ne s'agit pas de discuter le fait que Cuba se trouve dans l'obligation de vendre son sucre et de s'approvisionner en pétrole, encore que les conditions dans lesquelles ceci a lieu est de la plus haute importance, ainsi que nous le montrons plus loin.

Il s'agit d'autre chose. Il s'agit de comprendre les relations que Castro a établies avec la bureaucratie stalinienne, fondées sur un accord politique aux termes duquel la bureaucratie apporte — le temps que celui-ci lui conviendrait bien sûr — son appui politique à Castro, en échange de services tout aussi importants : collaboration pour dévier le mouvement révolutionnaire des masses latino-américaines vers l'impasse du guérillérisme, appui aujourd'hui à Allende et l'Unité Populaire comme au régime militaire péruvien.

C'est à partir de l'ensemble de ces éléments qu'il est possible de caractériser l'Etat cubain. Les nationalisations des compagnies étrangères, la réforme agraire, l'expropriation de larges couches de la bourgeoisie compradore cubaine, le monopole du commerce extérieur sont certes des mesures que l'Etat ouvrier doit prendre. Mais elles ne suffisent pas encore à caractériser l'Etat qui prend de telles mesures comme un Etat ouvrier.

Rappelons que Lénine et les bolcheviks envisageaient de soutenir en 1917 les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires si, rompant la coalition avec les partis de la bourgeoisie, ils prenaient le pouvoir et appliquaient un programme qui contenait de pareilles mesures. Mais Lénine ajoutait qu'il allait de soi qu'il ne saurait être question de participer à un tel « gouvernement ouvrier et paysan », car les bolcheviks ne pouvaient accepter de gouverner que dans le gouvernement de la dictature du prolétariat. C'est également la signification que Trotsky donne à l'attitude que doit prendre la IV^e Internationale et ses sections face à ce type de gouvernement ouvrier et paysan.

Dans l'histoire des révolutions bourgeoises et particulièrement dans la Révolution française, la petite-bourgeoisie, pour la défense de ses intérêts, a été très loin dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie et, pendant un temps, a construit des institutions politiques qui apparemment n'avaient que de très lointains rapports avec les institutions de l'Etat bourgeois édifié après le 9 Thermidor.

La nature de l'Etat est déterminée exclusivement par les liens historiques qui l'unissent aux différentes classes et aux institutions politiques qui expriment ces liens. La caractérisation de l'Etat de l'Union Soviétique comme un Etat ouvrier dégénéré est entièrement déterminée par son origine historique, la révolution victorieuse d'Octobre 1917 conduite par le parti bolchévique de Lénine et de Trotsky au nom de la révolution prolétarienne mondiale, ensemble avec les institutions de la dictature du prolétariat qui ont exprimé cette réalité.

C'est, de même, le lien direct qui a uni le processus de constitution des Etats de l'Est de l'Europe et de Chine à la révolution d'Octobre et au mouvement vers son extension, et dont l'une des matérialisations a été

le Comintern jusqu'à ce que Staline parvienne à réunir les conditions politiques nécessaires à sa dissolution, qu'il faut chercher l'élément principal qui permette, au-delà des critères formels du type nationalisation et monopole du commerce extérieur, de caractériser ces Etats comme des Etats ouvriers déformés.

Aucun lien de ce type ne se retrouve dans le cas de Cuba. Les positions politiques de Castro se sont développées en dehors de tout lien avec le mouvement ouvrier international, y compris avec la partie de ce mouvement qui est sous domination stalinienne, et le mouvement du 26 juillet n'a jamais eu la moindre prétention de présenter son action comme ayant été menée au compte de la révolution prolétarienne mondiale.

Nous pouvons à présent conclure. Par la classe dont le castrisme exprime les intérêts, la petite-bourgeoisie, par son origine, gouvernement issu « d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances... où (le parti petit-bourgeois du 26 juillet) a été contraint d'aller plus loin qu'il ne l'aurait voulu lui-même dans la voie de la rupture avec l'impérialisme », le gouvernement Castro qui n'a nullement pris le pouvoir à Cuba au compte de la révolution mondiale du prolétariat, et qui s'est engagé de façon totalement empirique dans le chemin qu'il a pris, ne peut être caractérisé scientifiquement à l'aide d'un autre concept que celui de gouvernement ouvrier et paysan.

Ne pouvant en aucune manière être définie comme une dictature du prolétariat et ne possédant pas non plus les liens de caractère historique qui rattache l'Etat ouvrier dégénéré et les Etats ouvriers déformés de l'Est de l'Europe et de la Chine à la révolution d'Octobre, l'Etat cubain se définit exclusivement par les fonctions qu'il occupe, c'est-à-dire de défendre les positions et intérêts de la petite-bourgeoisie cubaine, face à l'impérialisme, mais aussi face à la classe ouvrière et aux masses.

Constitué d'institutions qui ont été, soit héritées (parfois avec un changement de personnel seulement limité) de l'ancien Etat de l'époque de Batista, soit alors reconstituées avec l'aide des staliniens dans la période où Castro a refoulé les masses dans leur mouvement vers la dictature du prolétariat, l'Etat cubain est un Etat bourgeois. Il le demeurera jusqu'à ce que le pouvoir des soviets d'ouvriers et de paysans règne à Cuba. Cet Etat n'est plus l'ancien Etat compradore et a été fortement affaibli en 1959-60. Mais il doit être détruit pour faire place à la dictature du prolétariat, à l'Etat ouvrier. S'il ne l'était pas, dans d'autres circonstances, il pourrait toujours redevenir le cadre à partir duquel l'impérialisme établirait une fois de plus sa domination. Sous une certaine forme et dans d'autres conditions, il en a été ainsi en Algérie en 1962.

Il ne fait pas de doute que face à l'appareil stalinien international, Castro se soit vu obligé de défendre très âprement ses propres intérêts, largement légitimes sur ce plan et, y compris dans un cas, celui de la crise des missiles, son existence même. Il ne s'est jamais laissé intégrer dans l'appareil du Kremlin et a toujours cherché et cherche encore à jouer ses propres cartes et son propre jeu. Mais l'ensemble de ce jeu s'est mené dans le cadre des rapports fondés sur « respect des intérêts mutuels », c'est-à-dire l'accord passé entre le groupe castriste et le Kremlin en 1960, c'est-à-dire d'une situation où, en fait même lorsqu'il était menacé par celui-ci, Castro a été amené à composer, en sachant que de son alliance avec l'appareil du Kremlin dépendait une partie essentielle de sa capacité à se maintenir au pouvoir. L'appui que Castro a apporté à de Gaulle et au parti stalinien français en gardant le silence sur la grève générale française, et surtout l'appui qu'il a donné à l'intervention de la

bureaucratie stalinienne en Tchécoslovaquie en 1968, puis au processus de normalisation, traduisent l'appui qu'il apporte à la bureaucratie dans sa tentative pour contenir la montée de la classe ouvrière à l'Est et à l'Ouest de l'Europe.

Les rapports établis par Castro avec la bureaucratie du Kremlin et, par là même l'impérialisme, ont commandé tout le reste de sa politique étrangère.

Il est indiscutable que la destruction de la dictature de Batista puis la résistance du prolétariat et de la paysannerie cubaine à l'impérialisme, ainsi que les pas importants accomplis — mais non menés à leur terme — pour détruire les rapports de propriété capitaliste et l'Etat bourgeois à Cuba, ont éveillé des couches de la jeunesse latino-américaines à la lutte et soulevé une vague d'enthousiasme révolutionnaire dans tout le continent.

Le fait que l'ensemble de ce processus se soit fait malgré et contre l'ancien parti stalinien cubain, a encore accru la force de ce mouvement et son potentiel révolutionnaire. Pour l'appareil international du Kremlin, il était de la plus grande importance de canaliser, freiner et bloquer le mouvement. C'est pourquoi la bureaucratie fait tous les efforts pour faire de Castro son allié et son instrument. Celui-ci de son côté a tendu toujours plus à considérer le mouvement révolutionnaire latino-américain comme une simple masse de manœuvre, un élément de pression et de marchandage dans ses relations avec l'impérialisme comme avec la bureaucratie du Kremlin. Aujourd'hui, un militant comme Douglas Bravo, incapable par ailleurs d'abandonner des positions guérilléristes, peut effectivement, à juste titre, demander publiquement si Castro n'a pas placé « les intérêts particuliers de Cuba au-dessus des intérêts généraux continentaux de la révolution latino-américaine ».

La modification des rapports de force entre le prolétariat et les masses, les bourgeoisies locales et l'impérialisme qui est en cours depuis cinq ans, paraît avoir conduit Castro à abandonner son appui à la guérilla. Avec l'arrivée au pouvoir de la junte Velasco au Pérou et plus encore celle d'Allende au Chili, qui sont le reflet des changements en cours, Castro, qui se trouve confronté à Cuba même aux problèmes économiques les plus difficiles, dont l'échec de la « grande Zafra » constitue une expression, a pensé qu'il pouvait avantageusement se débarrasser de la guérilla et se servir de l'alliance avec ces « gouvernements progressistes » comme nouveau point d'appui diplomatique face à l'impérialisme.

Il s'agit là d'un changement de politique parfaitement conforme, d'autre part, aux nécessités de la bureaucratie stalinienne, ainsi que l'a démontré de façon éclatante le voyage de Castro au Chili et au Pérou.

Il importe, avant de terminer, de revenir sur la question du sens et de la portée de ce que l'on nomme superficiellement les difficultés économiques de Cuba. Ces difficultés apportent un appui *a contrario* aux positions que nous avons défendues plus haut au sujet du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine. Elles fournissent également une nouvelle expression du fait qu'il reste encore au prolétariat à prendre le pouvoir à Cuba. Aussi intégrerons-nous dans cette résolution les développements que le camarade Stéphane Just consacre à ce point dans sa polémique avec les renégats à la IV^e Internationale :

« L'ampleur des nationalisations et le "plan" ne modifient pas la nature et l'origine sociale de l'Etat. La petite-bourgeoisie cubaine est incapable de prendre en charge le développement économique. L'Etat au moyen des nationalisations et du plan tente de procéder à une sorte d'accumulation primitive. L'échec du développement d'une économie cubaine

diversifiée et constituant une unité organique a obligé Castro et son gouvernement à s'orienter vers la monoculture et la spécialisation dans la production de sucre de canne pour le marché mondial. La vente du sucre sur le marché mondial, selon les normes capitalistes, la réalisation de la plus-value cristallisée dans cette marchandise commandent toute l'économie cubaine. Or, de plus, malgré une mobilisation sans précédent, la Zafra de 10 millions de tonnes de sucre a été à son tour un échec (...) »

En soi, les échecs économiques ne condamneraient pas Fidel Castro et son gouvernement, s'il n'y avait derrière, la tentative petite-bourgeoise d'assurer de cette façon l'indépendance nationale. A l'époque impérialiste, pour tous les pays, l'indépendance nationale est toujours relative. Dans les pays économiquement arriérés, elle ne saurait être acquise que par la prise du pouvoir par le prolétariat, la transformation des rapports sociaux qui conditionnent un développement spécifique de l'économie. Mais, y compris dans des pays comme l'U.R.S.S. et la Chine, aux énormes ressources naturelles, cela n'est vrai qu'à l'intérieur de certaines limites. Plus croît et se diversifie l'économie, plus devient indispensable l'intégration au marché mondial et à la division internationale du travail. Finalement, pour tous les pays, l'indépendance nationale dépend du mode de production social mondial. La prise du pouvoir par le prolétariat dans chaque pays, l'établissement des rapports de production socialistes à l'échelle mondiale, sont les seules garanties à l'indépendance nationale de chaque pays, parce que les rapports entre peuples deviendront coopératifs.

La direction petite-bourgeoise cubaine combat ouvertement cette solution : la seule solution, surtout pour un pays aussi limité que Cuba, qui subit forcément brutalement et immédiatement la "dictature" du marché mondial et de la division internationale du travail, dominés par l'impérialisme. Cette tâche démocratique bourgeoise — l'indépendance nationale — elle n'a pu la réaliser. Cuba dépend étroitement de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, malgré l'étendue des nationalisations : l'indépendance nationale y est formelle, comme pour tous les pays qui ont accédé au cours de ces vingt-cinq dernières années à l'indépendance politique. La tentative d'édifier une économie nationale, que l'on pourrait qualifier fautive d'un meilleur terme, de capitalisme d'Etat, compte tenu de l'origine sociale et politique de l'Etat cubain, a été poussée plus loin que dans aucun pays économiquement arriéré : son échec est d'autant plus démonstratif.

La seule issue est que le prolétariat s'empare du pouvoir et reprenne à son compte les nationalisations et le plan en transformant radicalement leur contenu et leurs objectifs, par l'institution d'un Etat ouvrier, dans la perspective de la révolution prolétarienne en Amérique latine et en Amérique du Nord. Autrement les nationalisations deviendront obligatoirement une source de prébendes et de pillage pour une petite-bourgeoisie rapace qui aspire à se renforcer. Elles n'auront d'autres significations que celles réalisées par Nasser, Ben Bella et tant d'autres. A Cuba, la révolution sociale reste à faire, la petite-bourgeoisie radicale a préparé le terrain, le soc de la révolution prolétarienne doit passer. » (40)

Le castrisme peut parfaitement connaître de nouveau ce qui pourra paraître comme des « tournants gauche ». Il ne constituera cependant jamais la force politique dont le prolétariat latino-américain a besoin pour en finir avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

(40) S. Just, Révisionnisme liquidateur contre trotskysme, (Défense du trotskysme, II), Paris, S.E.L.I.O. 1971, pp. 309-310.

objectif qui ne saurait être atteint que par une lutte de classe prolétarienne intransigeante, noyau de l'alliance anti-impérialiste avec les autres couches opprimées vers la dictature du prolétariat. Le castrisme ne peut, en aucune manière, être assimilé ou confondu avec le stalinisme, mais il faut comprendre que les oscillations du castrisme seront toujours celles d'un courant petit-bourgeois étranger au prolétariat comme au marxisme, qui aura toujours exclusivement en vue la défense de ses propres intérêts. Le prolétariat cubain se verra par là même dans l'obligation tôt ou tard d'engager en relation avec la situation internationale de la lutte des classes comme avec celle à Cuba même, une lutte pour achever la destruction définitive de l'Etat bourgeois et l'établissement de la dictature du prolétariat.

3. Le travail de liquidation du trotskysme mené par le pablisme dans ses expressions diverses

L'exclusion de la section française de la IV^e Internationale par Pablo en 1952 et la matérialisation de sa trahison du trotskysme et des intérêts du prolétariat mondial par le « S.I. » à l'occasion du soulèvement du prolétariat de Berlin-Est en juin 1953 et de la grève générale d'août 1953, ont marqué le point de départ de la rapide dégénérescence du « Secrétariat International » et ouvert la voie, en Amérique latine, comme partout, à un travail systématique de liquidation du trotskysme par le « S.I. » d'abord, le « S.U. » ensuite.

Ce travail a pris la forme de la capitulation face aux courants politiques de la petite-bourgeoisie. Cette capitulation a revêtu de nombreux visages, mais ceci n'a fait que traduire la nécessité de s'adapter aux formes successives que ces courants eux-mêmes ont revêtues, sans que l'orientation de fond ne subisse la moindre altération.

En un premier temps, la capitulation devant les mouvements nationalistes petits-bourgeois a pris la forme de la capitulation devant le M.N.R., le péronisme et les différents partis petits-bourgeois réformistes classiques et comporté une phase « d'entrisme sui generis », c'est-à-dire la dissolution de l'organisation en tant que telle. Le soutien de Pablo, au travers de Frias, au régime militaire de Velasco aujourd'hui, ou celui (élevé à la caricature démentielle) de Posadas à ce même Velasco, à Torres, au Front Populaire « élargi » en Uruguay, etc., se rattachent à cette forme initiale de liquidation, tout comme le soutien que le groupe *la Verdad* de Moreno, a continué et continue toujours à donner sous des formes diverses, à telle ou telle aile de la bourgeoisie syndicale péroniste, contribuant à bloquer pour autant qu'il le peut le mouvement de l'avant-garde du prolétariat argentin.

A partir de 1960, la révolution cubaine et la montée politique de la direction nationaliste petite-bourgeoise du mouvement du 26 juillet, ont conduit les pablistes à donner à leur politique de liquidation une forme nouvelle et en apparence plus « révolutionnaire » : caractérisation de l'Etat cubain comme Etat ouvrier (et même Etat ouvrier pur, non déformé ou dégénéré) ; caractérisation de Castro et de son équipe comme des « marxistes naturels » ou « spontanés » : affirmation répétée récemment par Maitan que le parti communiste cubain, né de la fusion du Mouvement du 26 juillet et de l'appareil stalinien, constituerait le parti qui permettait au prolétariat cubain de réaliser ses objectifs historiques ; affirmation de la validité de la guérilla rurale comme l'instrument de lutte principal des masses ; enfin, décision par la résolution du « Con-

grès mondial » de 1969, de s'intégrer dans l'O.L.A.S. et à se fondre dans les groupes guérilléristes là où ils existeraient.

Les thèses sur l'Amérique latine du 9^e « Congrès mondial » du « S.U. » apportent aux positions guérilléristes et à l'idéologie de la petite-bourgeoisie qui les sous-tend, la caution et l'appui du « trotskysme ». Avec ces thèses, le « S.U. » passe plus ouvertement que jamais sur les positions de la petite-bourgeoisie et s'affirme comme un courant anti-prolétarien et anti-marxiste qui, sous couvert de préconiser la « lutte armée » met tout en œuvre pour désarmer organisationnellement le prolétariat et les masses.

Dans l'acharnement qu'ils ont apporté à présenter « la seule perspective fondamentale, la seule réalité pour l'Amérique latine, comme celle d'une lutte armée, susceptible de durer de longues années », les auteurs de la résolution du « 9^e Congrès mondial » ont continué à expliquer, non seulement après l'ensemble des expressions de crise des régimes bourgeois et de montée de la classe ouvrière en Argentine, en Bolivie et au Chili, qu'il était interdit

« d'en conclure à une revalorisation de la variante classique d'une montée et d'un élargissement, progressif, du mouvement des masses, de son articulation et de son renforcement par des formes organisationnelles traditionnelles, avant de déboucher sur la lutte armée. »

« Dans le contexte international et notamment latino-américain actuel, poursuit la résolution, après toutes les expériences de la dernière décennie, et face aux tendances répressives de plus en plus brutales de la part des classes dominantes autochtones et de l'impérialisme, une telle variante n'est plus probable. En réalité, l'adversaire n'est aucunement prêt à tolérer que le mouvement révolutionnaire des masses s'organise plus ou moins légalement ou normalement, non seulement parce que dans les conditions économiques, il risquerait d'avoir des conséquences désastreuses pour le système, mais aussi et surtout parce que les gens au pouvoir ne sous-estiment plus la dynamique du mouvement de masse, même lorsqu'il commence avec des objectifs limités (...) » (41)

Toute l'essence petite-bourgeoise du révisionnisme pabliste est clairement exprimée dans ce texte. Pour le « S.U. » pabliste, le mouvement des masses n'est plus motivé par ses propres intérêts et des objectifs à atteindre, mais en fonction de ce que la bourgeoisie était prête à « tolérer » (ce que signifierait, au contraire, notons-le en passant, que la bourgeoisie serait prête à tolérer la guérilla).

Le fossé qui sépare la politique « militaire » du prolétariat, de la politique « militaire » de la petite-bourgeoisie réside en ceci : le prolétariat, dans sa lutte de classe se heurte à la violence organisée de l'Etat bourgeois. Les méthodes « classiques » de lutte du prolétariat, grèves, grève générale, manifestations, combats de rue (que la classe ouvrière latino-américaine est effectivement venue « réaliser »), de même que la lutte armée sont à considérer non abstraitement, mais concrètement, par rapport à l'objectif politique à atteindre : la conquête du pouvoir. La théorie du « guérillérisme » est le complément naturel de la théorie des « nouvelles avant-gardes » (étudiants, paysannerie, etc.) se substituant à l'avant-garde prolétarienne. Les méthodes ouvrières « classiques » ou « militaires » sont l'affirmation de l'hégémonie du prolétariat dans la

(41) Résolution du 9^e congrès mondial sur l'Amérique latine dans « Réformisme militaire et lutte armée en Amérique latine », cahiers « Rouge », nouvelle série internationale n° 2, Paris, Maspero, 1971, pp. 75-76.

révolution, qui supposent le combat contre tous les courants politiques qui tendent à le subordonner à la bourgeoisie ou à la petite-bourgeoisie.

Les positions que les pablistes défendent avec le battage publicitaire qui leur est propre et qui est étranger au marxisme, tournent le dos radicalement aux positions de Trotsky et du bolchévisme. Elles ne sont que la forme la plus récente de leur capitulation devant l'impressionnisme et l'impatience de la petite-bourgeoisie et ne conduisent dans le meilleur des cas (c'est-à-dire lorsque les pablistes passent du stade du verbiage à celui de l'action) qu'à la constitution de groupes terroristes tel l'E.R.P. en Argentine dont les positions politiques et les méthodes ne les distinguent en rien des groupes semblables du péronisme ou de courants ouvertement petits-bourgeois : groupes qui agissent derrière le dos du prolétariat, en dehors de son mouvement vers la conscience et l'organisation et qui, au-delà de leur paternalisme à l'égard de la classe ouvrière, lui sont non seulement étrangers mais hostiles.

Les noyaux trotskystes latino-américains ne peuvent que mener la guerre la plus vigoureuse contre ces positions liquidatrices étrangères au marxisme.

Les pablistes ont capitulé devant la petite-bourgeoisie, dans toutes les formes politiques que celle-ci a prises depuis vingt ans en Amérique latine. Tout au long de cette période, l'activité de liquidation du trotskysme menée par le pablistisme a fait un dommage incalculable en Amérique latine, et a conduit, au Chili, au Mexique, au Pérou, au Brésil, des militants à identifier trotskysme et pablistisme et à chercher ailleurs la solution à leur désir de s'organiser pour la révolution prolétarienne. Aujourd'hui l'intervention des forces trotskystes commence à rassembler tous les éléments qui permettront de renverser ce courant, bien que le combat acharné pour en finir avec les liquidateurs du trotskysme, reste pour l'essentiel, encore devant nous.

Ce combat politique comporte obligatoirement une défense des thèses de la révolution permanente.

Le premier point sur lequel ce combat doit être mené a trait au fait que la théorie de la révolution permanente ne saurait être réduite, comme le voudraient les pablistes, à une théorie du processus révolutionnaire dans les pays arriérés du système impérialiste, semi-coloniaux, mais qu'elle doit être posée, comme le dit Trotsky dans sa première thèse, « *comme la question du caractère des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général* ».

La théorie de la révolution permanente, ce n'est ni plus ni moins que la théorie de la révolution à l'époque où l'impérialisme a parachevé la création du marché mondial comme tel, où les forces productives sont entrées depuis longtemps en conflit avec les frontières nationales, au même titre qu'avec les rapports de production capitalistes, et où la lutte des classes du prolétariat et des masses ne peut être comprise autrement que comme une lutte des classes mondiale, une totalité organique, y compris si elle se déroule dans des conditions différenciées.

Le second point sur lequel le combat doit être mené concerne la tentative faite par les pablistes pour réduire ce qu'ils limitent par ailleurs à une « *dynamique de la révolution coloniale* », à un processus objectif indépendant de l'existence du combat de l'internationale et de ses partis, qui contraindrait de façon miraculeuse les directions bureaucratiques et petite-bourgeoises de tout acabit à assumer et même à diriger « *la transcendance de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste* ». Voyons, en effet, la manière dont aux mains de Livio Maitan, auteur des thèses ultra-liquidatrices du 9^e Congrès mondial, se produit ce miracle, dont l'intervention devrait per-

mettre à tous les militants marxistes de dormir en paix en attendant que le *deus ex machina* bienveillant ait tranquillement accompli son œuvre.

« *La dynamique fondamentale de la révolution latino-américaine est une dynamique de révolution permanente au sens où la révolution devient nécessairement, sans étapes intermédiaires et sans solution de continuité, une révolution socialiste. Cela n'exclut pas qu'elle puisse commencer comme une révolution démocratique anti-impérialiste quant à ses objectifs et dans la conscience des masses qui y participeront. Mais cette éventualité n'affecte aucunement la logique intrinsèque du processus avec tout ce que cela implique inévitablement quant à la place et au rôle des classes sociales. Puisqu'un Etat ouvrier existe déjà en Amérique latine, dans un contexte mondial éminemment révolutionnaire, puisque les masses les plus larges subissent constamment des stimulants objectifs puissants qui les poussent à lutter contre le système capitaliste tant que tel, et que sont réalisés des progrès énormes au niveau de leur conscience sociale et politique, puisque l'impérialisme, après l'expérience cubaine, a saisi sans possibilité d'équivoque la dynamique de l'affrontement qui se prépare, la perspective de la révolution permanente n'est plus seulement une tendance historique, mais une réalité de cette étape de la lutte de classes. L'ère de la révolution permanente est déjà ouverte en Amérique latine de manière directe et immédiate. Le fait que cette conclusion ait été partagée par la direction de la première révolution socialiste latino-américaine est un progrès historique. Cette direction, par ses attitudes, ses initiatives et ses généralisations, a contribué d'une façon décisive à la maturation d'une nouvelle avant-garde. » (42)*

Au nom de cette analyse, qui n'est qu'une version plus sophistiquée du qualificatif de « *marxiste naturel* » ou de « *marxiste spontané* » appliqué à Castro par le S.W.P. comme par les membres de l'ancien « S.I. », il n'est évidemment nul besoin de lutter pour la construction de partis ; il suffit, comme le concluent fort logiquement les thèses de Maitan de

« *s'inspirer des critères très généraux suivants :*

a) *intégration dans le courant révolutionnaire historique représenté par la révolution cubaine et l'O.L.A.S., ce qui implique, au-delà des formes, intégration dans le front révolutionnaire continental que l'O.L.A.S. constitue. » (43)*

C'est cela le pablistisme, c'est contre cette trahison éhontée des positions sur lesquelles la IV^e Internationale fut fondée, que les organisations trotskystes engagent aujourd'hui une lutte centralisée.

(42) *Op. cit.*, p. 73.

(43) *Op. cit.*, p. 81.

**N'oubliez pas de faire vos achats
de livres à**

La librairie de « I. O. »

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis
Paris (10^e)**

**Ouvert tous les jours, de 16 à 20 heures,
le samedi à partir de 15 heures**

Conclusion générale :

Reconstruire la IV^e Internationale !

Le propre des trotskystes, c'est-à-dire des marxistes luttant de façon conséquente sur la base de l'internationalisme prolétarien pour la destruction du capitalisme à l'échelle mondiale, est de définir la construction du Parti révolutionnaire dans chaque pays ainsi que la reconstruction de la IV^e Internationale, comme des tâches dont l'accomplissement s'imposera dans le mouvement même qui conduit le prolétariat à lutter pour le pouvoir. La crise pabliste et la destruction, par les révisionnistes du trotskysme, de la IV^e Internationale, en tant qu'organisation politiquement centralisée, impulsant la construction du parti mondial de la révolution socialiste, sont à l'origine du très grand retard qui caractérise le combat pour la construction de l'Internationale en Amérique latine comme dans toutes les parties du monde, en Europe, en Asie, etc. Elles expliquent le temps même qu'il a fallu au P.O.R. qui a lutté dans des conditions difficiles contre le pabliste en Bolivie et qui s'est enraciné dans le prolétariat bolivien grâce à un combat mené en fidélité au *Programme de transition*, programme de fondation de la IV^e Internationale, pour reprendre dans les rangs du Comité International le combat pour la reconstruction de l'Internationale.

Dans le mouvement qui l'a conduit à engager autour de l'Assemblée Populaire, la lutte pour le pouvoir, le prolétariat bolivien s'est vu confronté non pas aux seules forces de la faible bourgeoisie bolivienne, mais à l'impérialisme et à l'ensemble de la réaction latino-américaine. C'est ainsi que son combat s'est rapidement présenté comme un combat à portée internationale, où la lutte sur l'orientation définie par le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine ne pouvait que s'imposer comme le prolongement et le complément de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie même.

C'est cette réalité, cette exigence, qui fonde la nécessité du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le combat pour l'Internationale, qui n'est pas une exigence morale, est une nécessité dont les racines plongent dans le mouvement même qui conduit le prolétariat, dans chaque pays, à se heurter à l'impérialisme.

Aujourd'hui, ce combat pour la reconstruction de l'Internationale se présente dans des conditions d'ensemble qui sont plus favorables qu'elles ne l'ont été depuis 45 ans et *après qu'une première étape dans le travail de regroupement et d'extension des forces internationalistes, c'est-à-dire trotskystes, ait été déjà menée à bien.*

Cette première étape s'est concrétisée dans la tenue, en février 1971, à l'initiative de l'O.C.I. agissant dans le cadre de son travail d'ensemble pour la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine, d'une pré-Conférence de militants d'Amérique latine dont est sortie la décision de préparer une Conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Etaient représentés à cette réunion, le P.O.R. bolivien, la L.O.M. du Mexique, membres du « C.I. », ainsi que l'organisation *Política Obrera* d'Argentine, organisation qui affirme, depuis sa fondation, sa fidélité au *Programme de Transition*, mais qui s'est développée jusqu'à une date récente en marge du mouvement trotskyste organisé à l'échelle internationale et du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Etaient présents, d'autre part, des militants du Pérou, du Brésil et du Venezuela, agissant à titre individuel. La répression brutale qui sévit au Brésil et qui a frappé très durement la direction de la *Fraction bolchevique trotskyste* (issue du P.O.R. posadiste) a empêché ce groupe d'être présent à la réunion, bien que par une lettre de mars 1970, il eût annoncé sa décision de poursuivre la préparation déjà entamée par les discussions tenues avec l'O.C.I. en novembre 1969.

La résolution d'organisation votée a défini l'accord fondamental auquel les participants sont parvenus et

exprimé leur décision d'entreprendre la préparation et d'organiser une conférence en Amérique latine pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Elle a délimité les principaux points autour desquels la discussion devait être poursuivie publiquement dans le cadre de la préparation politique de cette Conférence (44).

Peu de temps après la tenue de la réunion, la crise de l'organisation centriste, *Vanguardia Revolucionaria* du Pérou, a donné naissance à la formation d'un noyau luttant pour le trotskysme et identifiant son combat avec celui de l'O.C.I., du P.O.R. et de *Política Obrera*. Ce noyau s'est constitué en organisation et sa direction mène le combat pour que celle-ci s'intègre en tant que telle à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Au Venezuela, la tenue de la réunion a donné lieu à la formation d'un noyau autour de l'un des militants présents à celle-ci.

Au moment du rassemblement international de la jeunesse révolutionnaire qui a rassemblé 5 000 jeunes et 32 organisations les 3 et 4 juillet à Essen, en Allemagne, pour la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, dans le cadre de la lutte d'ensemble pour la reconstruction de la IV^e Internationale, les organisations, groupes ou noyaux trotskystes des six pays d'Amérique latine, ont apporté leur appui à ce rassemblement et se sont engagés dans la lutte pour la construction de l'I.R.J.

Aujourd'hui, il convient de comprendre non seulement qu'il existe des forces organisées combattant pour le trotskysme, en Bolivie, en Argentine, au Mexique, au Pérou, au Brésil et au Venezuela, mais aussi, que pour la première fois depuis 1950-53, ces forces ont commencé à se regrouper aux côtés des organisations trotskystes du reste du monde et d'abord d'Europe, tant de l'Est que de l'Ouest.

L'Internationale est l'expression consciente et organisée de l'unité de lutte du prolétariat mondial dans le temps et dans l'espace. La révolution prolétarienne mondiale commencée en Octobre 1917, par la prise du pouvoir par le prolétariat russe, sous la direction du parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, est une et indivisible, tout en couvrant un processus historique s'échelonnant sur des dizaines d'années. Aujourd'hui, elle intègre dans un seul processus le mouvement pour la révolution sociale, le prolétariat et la paysannerie des pays arriérés et semi-coloniaux, comme la classe ouvrière des pays capitalistes avancés et dominants, et le combat pour la révolution politique, c'est-à-dire la destruction de la bureaucratie, en U.R.S.S., dans les pays de l'Est de l'Europe et en Chine. Le pabliste et le « S.U. » qui en est l'expression actuelle, nient cette unité en capitulant devant le stalinisme et la bourgeoisie. Ils ont tenté de porter au niveau de l'analyse, puis de l'organisation, une cassure dans un combat qui est un combat unique, se menant dans des conditions nationales différenciées. Le travail des organisations trotskystes pour la reconstruction de la IV^e Internationale, le combat du P.O.R. attestent que le regroupement des forces est commencé.

Le travail mené dans la perspective de la reconstruction de la IV^e Internationale, avec le regroupement des militants de l'Est de l'Europe, avec le travail de construction de partis dans les pays capitalistes avancés, avec le travail en vue de la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse et qui s'intègre comme parties constituantes, au travail de reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique

latine, a commencé à mettre fin à cette cassure. Il rétablit, au niveau de la conscience, c'est-à-dire de l'organisation de l'avant-garde du prolétariat dans une série de pays, l'unité organique de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale.

« Chaque pas en avant du prolétariat mondial est allé de pair avec une reprise de la lutte pour la reconstruction de l'Internationale », déclare la résolution de 1969 de l'O.C.I. sur la méthode de reconstruction de la IV^e Internationale (45). Aujourd'hui, comme expression de la lutte des classes à l'échelle mondiale, et en relation avec la période de l'imminence de la révolution, période où les affrontements se situent dorénavant au niveau du pouvoir dans une situation où l'impérialisme et la bureaucratie commencent à se disloquer, des nouveaux regroupements s'opèrent dans le mouvement ouvrier partout dans le monde ! Dans tous les pays, des militants sont à la recherche du programme de la révolution prolétarienne et comprennent une fois de plus l'exigence de l'Internationale.

Ce qui est à l'ordre du jour partout, c'est la jonction entre les organisations regroupées dans ou aux côtés du Comité International, qui ont assuré dans la lutte des classes la continuité du trotskysme et démontré la validité et l'actualité absolues du *Programme de transition*, et l'avant-garde de militants ouvriers et jeunes qui vont à la recherche de ce programme et qui ont les yeux tournés de plus en plus vers les organisations qui combattent sur la ligne du trotskysme.

Examiner les conditions politiques dans lesquelles cette jonction doit s'opérer dans le contexte déterminé de l'Amérique latine et déterminer les mesures politiques qui doivent être prises pour en assurer le succès sont au nombre des tâches essentielles que la conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IV^e Internationale devra accomplir.

(45) Résolution de l'O.C.I., « Pour la reconstruction de la IV^e Internationale », dans *la Vérité*, n° 345, octobre 1969 (également publié en annexe du livre de S. Just cité plus haut).

Abonnement couplé

INFORMATIONS OUVRIERES JEUNE REVOLUTIONNAIRE

Au prix exceptionnel de 40 F

Il est offert un abonnement couplé d'UN AN

à « INFORMATIONS OUVRIERES »
(48 numéros)

à « JEUNE REVOLUTIONNAIRE »
(10 numéros)

Versement au C.C.P. I.O. 21831.73 - PARIS

(44) Au sujet des travaux de la réunion de février 1971, on consultera E. Laurent : « La reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique est en marche » dans *La Correspondance Internationale*, nouvelle série, n° 1, mai 1971, pp. 4-10.

Deux résolutions du Comité international (pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

adoptées le 29 janvier 1972

Contre la scission du Comité international

1. Le 29 janvier, les sections suivantes du Comité International : O.C.I. - Ligue des Révolutionnaire socialistes de Hongrie (L.R.S.H.) ont répondu à la convocation adressée le 30 décembre à toutes les sections du C.I. par Stéphane Just, co-secrétaire du C.I. avec l'accord du Comité Central de l'O.C.I. Le P.O.R. section bolivienne du Comité International n'a pu envoyer son représentant. L'Organisation allemande I.A.K. assistait à la réunion à titre d'observateur.

2. Comme le disait cette convocation : « Nous refusons et sommes convaincus que toute organisation trotskyste responsable refusera également tout "fait accompli" quant à une scission du Comité International avant que la discussion internationale ne soit menée. »

Les organisations présentes ont pris connaissance de la lettre ci-jointe de Cliff Slaughter adressée au camarade S. Just et écrite « au nom de la S.L.L. et des sections du C.I. (majorité) qui ont signé la déclaration du 24 octobre » et dans laquelle il assure « qu'il ne saurait être question d'accepter votre proposition de tenir une réunion plénière du C.I. le 29 janvier ».

Et Cliff Slaughter de poursuivre : « Comme notre déclaration l'a nettement signifié, la scission entre nous est une scission irrévocable. Ce qui est en jeu, ce n'est pas une série de précédents, mais tout l'avenir du mouvement trotskyste. »

3. Cette lettre appelle plusieurs remarques de fond.

a) Tout d'abord, la lettre de Slaughter témoigne d'une contradiction : il considère que des sections et groupes forment une « majorité » du Comité International. Indépendamment du fait qu'on ne voit pas comment constater l'existence d'une « majorité » et d'une « minorité » dans le C.I. sans que celui-ci se réunisse en séance

plénière, sans qu'une discussion préalable et commune ait permis de dégager les positions respectives, si tant est que la direction de la S.L.L. qui n'a jamais proposé de texte puisse prétendre à exprimer une position. C'est par là même reconnaître que le C.I. est composé de ce que Slaughter appelle une « majorité » et une « minorité » sans que soient définies les bases politiques des divergences. Il s'agit d'un acte politique frauduleux tel que la IV^e Internationale et le mouvement ouvrier n'en ont jamais connu.

C'est le droit de la S.L.L. de penser que les divergences sont « irrévocables » entre elles et d'autres organisations du C.I. mais comment en convaincre sans combattre politiquement, c'est-à-dire sans discussion.

Le fond de la position de la direction de la S.L.L., bien avant et depuis le rassemblement d'Essen, c'est le refus de toute discussion dans le cadre du Comité International. Comment pourraient être déterminées la « profondeur », le « caractère irrévocable des divergences », sinon dans et par l'organisation de la discussion ? Il s'agit là de la défense du Comité International. Il s'agit là de la tradition et de la continuité du mouvement international de Marx, Lénine et Trotsky, donc du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale qui passe, répétons-le, par l'organisation de la discussion. Le C.I. dénonce les méthodes inqualifiables étrangères au mouvement ouvrier de la direction de la S.L.L.

b) Le refus de la discussion, le refus de toute réunion plénière du C.I. de la part de la direction de la S.L.L. s'identifie au refus d'assumer les responsabilités du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale : c'est une démission par rapport aux responsabilités qui sont celles d'une organisation trotskyste.

La dénonciation brutale d'une section du C.I., le P.O.R. de Bolivie, alors que les faits concernant sa politique n'étaient pas encore connus, le refus de la direction de la S.L.L. de prendre part à une discussion dans le cadre du C.I. de la politique du P.O.R., demande légitime formulée par le camarade Lora, la répétition aujourd'hui du refus de discussion sont en effet, des faits sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier. Jamais, dans l'histoire du mouvement ouvrier et, en particulier, du bolchevisme et de la IV^e Internationale, il n'y eut de ruptures sur le terrain d'organisation sans discussion politique des divergences en cause.

Mais ils ne sont pas que des faits : ils sont l'illustration sur un terrain particulier, d'une méthode étrangère au marxisme au mouvement ouvrier même.

« Ce qui est en jeu, ce n'est pas une série de précédents, mais tout l'avenir du mouvement trotskyste », dit le camarade Slaughter. Mais l'avenir du mouvement trotskyste est lié à son histoire, à son passé et à son présent, à l'expérience qu'il a accumulée. Les principes de la démocratie ouvrière, leur application aux méthodes de centra-

lisation d'une organisation révolutionnaire, c'est-à-dire le centralisme démocratique, ne relèvent pas de « morale » ou de « précédent » au sens juridique du terme, mais des nécessités mêmes de la lutte de classe, au niveau conscient, c'est-à-dire de la construction du Parti révolutionnaire, c'est-à-dire, en définitive, de la théorie dont, par ailleurs, la direction de la S.L.L. fait tant de cas en paroles.

Par son attitude, la direction de la S.L.L., si elle poursuivait dans cette voie, romprait sur ce terrain avec les traditions du mouvement ouvrier, avec la continuité du combat de la IV^e Internationale, et remettrait donc en cause son passé et sa place comme section du C.I., comme organisation fondatrice du Comité International en tentant de briser ce dernier.

Ajoutons enfin que, par cette lettre, Cliff Slaughter s'arroge le droit de se substituer à des sections du C.I. à qui la direction de la S.L.L. ne reconnaît pas le droit de prendre part à la discussion internationale. C'est là une manière d'envisager le développement du mouvement international, sa centralisation, qui tourne le dos au bolchevisme.

LA VÉRITÉ

BULLETIN D'ABONNEMENT A "LA VÉRITÉ"

A remplir et à retourner, avec la somme correspondante, en chèque postal de virement (3 volets) au C.C.P. BLOCH PARIS 606-23 ; en chèque bancaire ou en mandat-poste, libellé au nom de BLOCH, à la **Vérité**, 39, rue du faubourg du Temple, Paris-10^e.

NOM

PRENOM

ADRESSE COMPLETE (en capitales d'imprimerie)

- Non abonné, je souscris un abonnement à la **Vérité** à partir du n° (1).
- Abonné à la **Vérité**, je prolonge mon abonnement de cinq numéros (1).
- Je désire simplement m'abonner et verse 20 F ci-joint (2).

(1) Rayer l'une de ces deux formules.

(2) Rayer deux de ces trois formules.

Pour la 2^e session de la pré-conférence du Comité international

Considérant qu'à Londres, le 30 juin 1970, les organisations présentes à la pré-Conférence du Comité International préparatoire à la 4^e Conférence ont adopté à l'unanimité une résolution où il est dit notamment :

« La pré-Conférence préparatoire à la 4^e Conférence internationale est profondément convaincue de l'absolue nécessité que soit engagée le plus largement la discussion tant dans chaque pays qu'à l'échelle internationale. »

La pré-Conférence estime que le texte présenté par la section française est un texte se situant dans le cadre du PROGRAMME et des principes du trotskysme, soumis à toutes les organisations trotskystes en vue de permettre une clarification des divergences.

Ce texte, avec les textes en préparation dans les autres sections du Comité International, ouvre la discussion internationale dans toutes les sections.

La pré-Conférence est suspendue jusqu'à octobre 1970 pour permettre la poursuite de la discussion et la prise en considération des textes. La discussion sera alors ouverte à toutes les organisations, groupes et militants pour qui la construction de partis révolutionnaires ne saurait être conduite à terme en dehors de la lutte pour l'Internationale. »

Considérant que cette discussion n'a pas pu être engagée, en particulier du fait de la direction de la S.L.L. qui n'a pas présenté de document exprimant ses positions, document qu'elle s'était engagée à rédiger en vue de préparer la deuxième session de la pré-Conférence,

Considérant l'absolue nécessité qu'il y a de débattre, dans le cadre d'une discussion organisée, de positions dont la portée est d'une importance décisive et intéresse toutes les organisations ouvrières, groupes et militants engagés à travers le monde dans la lutte pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, instrument indispensable pour la victoire du prolétariat dans son combat pour le pouvoir,

Considérant le travail important accompli depuis la première session de la pré-Conférence dans la voie du regroupement des organisations et des militants combattant pour la construction de partis trotskystes dans chaque pays et la reconstruction de la IV^e Inter-

nationale, combat qui intègre comme l'une de ses dimensions obligatoires la lutte pour la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, et en particulier :

- la Conférence des étudiants des pays de l'Est,
 - la réunion préparatoire en vue de la Conférence latino-américaine,
 - le rassemblement d'Essen,
 - le camp international des militants des pays de l'Est,
 - la tenue aux dates dites, les 5 et 6 novembre et les 22 et 23 janvier, du Comité de liaison pour l'I.R.J.,
- toutes tâches décidées par le Comité International, unanime, y compris la S.L.L.,

Le Comité International, réuni à Paris le 29 janvier 1972, en réponse à la convocation faite le 30 décembre 1971 par le camarade Stéphane Just,

décide de convoquer la deuxième session de la pré-Conférence, suspendue à Londres le 30 juin 1970, du 1 au 4 juillet 1972 à Paris, ou en cas de nouvelles propositions, dans tout autre endroit approprié,

appelle toutes les sections, ainsi que les organisations présentes à titre d'observateur à Londres lors de la première session ou celles qui demanderaient à assister au même titre lors de cette seconde session, à soumettre avant le 15 mai à la discussion, l'ensemble des documents qui leur paraissent porter sur les problèmes en cause ou entrer dans le cadre de la préparation de la 4^e Conférence ouverte du Comité International dont le principe avait été unanimement accepté par les organisations présentes à Londres,

décide, dans le cadre de la préparation de la 4^e Conférence du Comité International, d'envoyer les camarades S. Just et E. Laurent pour représenter le Comité International à la Conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui est convoquée par le P.O.R. à une date prochaine et de se réunir à nouveau les 18 et 19 mars pour fixer leur mandat.

Le Comité International déclare qu'il n'accepte en aucune manière d'entériner la scission que la direction de la S.L.L. cherche irresponsablement à imposer de façon unilatérale, et à présenter comme un fait accompli.

Sommaire :

Editorial : La révolution bolivienne et la IV ^e Internationale	p. 1
Guillermo LORA : La contre-révolution d'août 1971	p. 4
Tim WOHLFORTH : Les leçons amères de la défaite et « Introduction »	p. 10
DECLARATION commune de l'O.C.I., du P.O.R. de Bolivie et du Comité d'Organisation des Communistes (trotskystes) des pays de l'Est	p. 14
Un document du Comité Central de l'O.C.I. :	
Le bilan de la révolution bolivienne et la stratégie de la construction des partis révolutionnaires en Amérique latine	p. 16
Première partie : La portée du processus révolutionnaire bolivien et l'action du P.O.R.	p. 16
Deuxième partie : Le processus d'ensemble de la lutte des classes en Amérique latine et les forces hostiles à la révolution prolétarienne	p. 43
Conclusion générale : Reconstruire la IV ^e Internationale	p. 56
Deux résolutions du Comité International (pour la reconstruction de la IV Internationale)	p. 58
1) Contre la scission du Comité International	p. 58
2) Pour la 2 ^e session de la pré-Conférence du Comité International	p. 60

Administration - Abonnements - Correspondance :

« La Correspondance Internationale »
39, rue du Faubourg-du-Temple - 75-Paris (10^e)

A B O N N E M E N T S

Le numéro	2 F
6 numéros (1 an)	11 F
3 numéros (6 mois)	6 F
Soutien (1 an)	15 F et plus
Etranger (1 an)	15 F

A régler au C.C.P. de

JEAN SANVOISIN

N° 20.671-59 - PARIS



39, Rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Le directeur : Pierre LAMBERT

Imprimerie ABEXPRESS - Paris.

PARIS 1972

NUMERO 2-3

RIX: 5 F

BIBLIOTHECA GENERALI
CEDOC